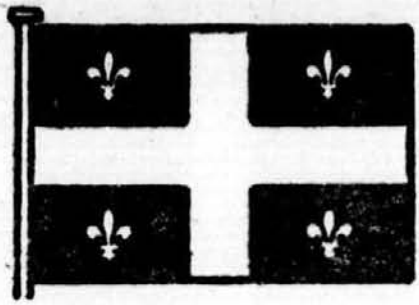

Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 11 FÉVRIER 1961

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, FEBRUARY 11, 1961

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., ont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When same is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa as second class mailable matter.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le ***mercredi*** à condition que ce jour de la semaive ne soit pas un jour férié. Dans un tel cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: $1 la douzaine.

Abonnement: $7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 décembre 1960. 53551 — 1-53-o

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on ***Wednesday***, providing that this day of the week is not a holiday. In such case, the ultimate delay expires at noon on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: $1 per dozen.

Subscriptions: $7 per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer.

Parliament Buildings,
Quebec, December 5, 1960. 53551 — 1-53-o

Lettres patentes

(P.G. 14938-60)

Auclair Automobiles Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux décembre 1960, constituant en corporation: Marguerite Fiset, secrétaire, fille majeure, Jean-Paul Auclair, garagiste, tous deux de St-Émile, et Charles-Henri Fiset, vendeur d'automobiles, de Notre-Dame-des-Laurentides, pour les objets suivants:

Commerce d'automobiles, sous le nom de « Auclair Automobiles Inc. », avec un capital total de $70,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 100, boulevard Hamel, Québec, district judiciaire de Québec.

Letters Patent

(A.G. 14938-60)

Auclair Automobiles Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of December, 1960, incorporating: Marguerite Fiset, secretary, fille majeure, Jean-Paul Auclair, garage-keeper, both of St-Émile, and Charles-Henri Fiset, automobile salesman, of Notre-Dame-des-Laurentides, for the following purposes:

To deal in automobiles, under the name of "Auclair Automobiles Inc.", with a total capital stock of $70,000, divided into 500 common shares of a par value of $100 each and 200 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 100 Hamel Blvd, Quebec, judicial district of Quebec.

Daté du bureau du Procureur général, le deux décembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56546-o P. FRENETTE.

(P.G. 14649-60)

Beausite Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un octobre 1960, constituant en corporation: Hyman Herman, marchand, de Côte-St-Luc, Abraham Segal, avocat, et Lillian Lazare, secrétaire, fille majeure, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, et de constructeurs et entrepreneurs généraux, sous le nom de « Beausite Development Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un octobre 1960.

L'Assistant procureur général adjoint,

56546 P. FRENETTE.

(P.G. 15196-60)

Brault Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf décembre 1960, constituant en corporation: Jeanne Brault, célibataire, François Brault, tous deux de Lachine, et Jean Ouellette, de Montréal, tous courtiers d'assurance, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents d'assurance, sous le nom de « Brault Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lachine, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf décembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56546-o P. FRENETTE.

(P.G. 13593-60)

Buildings' Management & Maintenance Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq novembre 1960, constituant en corporation: Georges Cauchon, entrepreneur général, Raymond Joncas, agent, et Marcel Archambault, impresario, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux pour la construction, l'érection, la modification, l'amélioration et la réparation de tous genres de constructions publiques ou privées; acheter, vendre, importer, exporter et en général faire le commerce de matériaux de construction, sous le nom de « Buildings' Management & Maintenance Ltd. », avec un capital total de $75,000, divisé en 750 actions de $100 chacune.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of December, 1960.

P. FRENETTE,

56546 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 14649-60)

Beausite Development Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of October, 1960, incorporating: Hyman Herman, mrechant, of Côte-St-Luc, Abraham Segal, advocate, and Lillian Lazare, secretary, fille majeure, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment, general construction and contracting company, under the name of "Beausite Development Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 500 common hsares of a par value of $10 each and 500 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of October, 1960.

P. FRENETTE,

56546-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 15196-60)

Brault Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of December, 1960, incorporating: Jeanne Brault, spinster, François Brault, both of Lachine, and Jean Ouellette, of Montreal, all insurance brokers, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents under the name of "Brault Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Lachine, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of December, 1960.

P. FRENETTE,

56546 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 13593-60)

Buildings' Management & Maintenance Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of November, 1960 incorporating: Georges Cauchon, general contractor, Raymond Joncas, agent, and Marcel Archambault, impresario, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general contractors in building, erecting, altering, improving and the repairing of all kinds of public or private buildings; to buy, sell, import, export and generally carry on business dealing in construction materials, under the name of "Buildings' Management & Maintenance Ltd.", with a total capital stock of $75,000, divided into 750 shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera 3507, rue Berri, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq novembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,
56546-o P. FRENETTE.

(P.G. 14922-60)

Chapon Fin Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux décembre 1960, constituant en corporation: Horace Langelier, de Pointe-aux-Trembles, Yvon Langelier, de Saint-Sulpice, et Alain Langelier, de Montréal, tous gérants, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges, restaurants et motels, sous le nom de « Chapon Fin Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Sulpice, comté de l'Assomption, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le deux décembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,
56546-o P. FRENETTE.

(P.G. 14949-60)

Comité des Loisirs Catholiques St-Joseph de Rosemère Inc.
St-Joseph de Rosemère Catholic Recreation Committee Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze novembre 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Lucien Lavoie, agent d'immeubles, Paul Desrochers, gérant, David V. Hughes, gentilhomme, Robret Leonard, secrétaire, et Roland Robillard, avocat, tous de Rosemère, pour les objets suivants:

Intéresser la population catholique de Rosemère aux loisirs sains, sous le nom de « Comité des Loisirs Catholiques St-Joseph de Rosemère Inc. — St-Joseph de Rosemère Catholic Recreation Committee Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens mobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Rosemère, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze novembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,
56546-o P. FRENETTE.

(P.G. 14140-60)

Conseil du Port de Montréal
Montreal Port Council

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf novembre 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Louis-A. Lapointe, Jean-Charles Asselin, avocats, Robert-L. Dunsmore, ingénieur, et Murray W. Hayes,

The head office of the company will be at 3507 Berri St., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of November, 1960.

P. FRENETTE,
56546 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 14922-60)

Chapon Fin Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of December, 1960, incorporating: Horace Langelier, of Pointe-aux-Trembles, Yvon Langelier, of Saint-Sulpice, and Alain Langelier, of Montreal, all managers, for the following purposes:

To manage hotels, taverns, inns, restaurants and motels, under the name of "Chapon Fin Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 5,000 common shares of a par value of $10 each and 500 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Sulpice, county of l'Assomption, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of December, 1960.

P. FRENETTE.
56546 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 14949-60)

Comité des Loisirs Catholiques St-Joseph de Rosemère Inc.
St-Joseph de Rosemère Catholic Recreation Committee Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of November, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Lucien Lavoie, real estate agent, Paul Desrochers, manager, David V. Hughes, gentleman, Robert Leonard, secretary, and Roland Robillard, lawyer, all of Rosemère, for the following purposes:

To interest the Catholic population of Rosemère in healthy pastimes, under the name of "Comité des Loisirs Catholiques St-Joseph de Rosemère Inc. — St-Joseph de Rosemère Catholic Recreation Committee Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Rosemère, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of November, 1960.

P. FRENETTE,
56546 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 14140-60)

Conseil du Port de Montréal
Montreal Port Council

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of November, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Louis-A. Lapointe, Jean-Charles Asselin, lawyers, Robert-L. Dunsmore, engineer, and Murray W. Hayes,

industriel, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, protéger et développer de toutes manières les intérêts économiques, civiques et sociaux des usagers du port de Montréal et de toute la population servie par celui-ci, sous le nom de « Conseil du Port de Montréal — Montreal Port Council ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera 3405, chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf novembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56546-o P. FRENETTE.

industrialist, all of Montreal, for the following purposes:

To study, promote, protect and develop in all ways the economic, civic and social interests of those who use the port of Montreal and of all the population served by such, under the name of "Conseil du Port de Montréal — Montreal Port Council".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at 3405 Côte-des-Neiges Road, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56546 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 15081-60)

Corporation des Gaz et Pétroles du Lac St-Pierre Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux novembre 1960, constituant en corporation: J.-R. Plourde, commerçant d'automobiles, d'Arthabaska, Rodolphe Lamirande, agent d'affaires, de Victoriaville, Charles Cimon, avocat, de Charlesbourg, Martinien Lacombe, commerçant de machineries, de Montréal, Albert Blondeau, industriel, et Robert Cloutier, courtier d'assurances, ces deux derniers de Québec, pour les objets suivants:

Faire les opérations de recherches, forage, raffinage, fabrication, canalisation, achats, transport par pipe-line ou autrement, et généralement faire le commerce d'huiles, graisses, pétroles et tous leurs produits et du gaz naturel, sous le nom de « Corporation des Gaz et Pétroles du Lac St-Pierre Limitée », avec un capital divisé en 4,875 actions classe « A » sans valeur au pair, 4,875 actions classe « B » sans valeur au pair et en 250 actions classe « C » sans valeur au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations, est de $50,000.

Le siège social de la compagnie sera aux Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux novembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56546-o P. FRENETTE.

(A.G. 15081-60)

Corporation des Gaz et Pétroles du Lac St-Pierre Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of November, 1960, incorporating: J.-R. Plourde, automobile dealer, of Arthabaska, Rodolphe Lamirande, business agent, of Victoriaville, Charles Cimon, lawyer, of Charlesbourg, Martinien Lacombe, dealer in machinery, of Montreal, Albert Blondeau, industrialist, and Robert Cloutier, insurance broker, the two latter of Quebec, for the following purposes:

To carry on the operations of research, digging, refining, making, piping, purchasing, transporting by pipe-line or other means, and generally carry on business dealing in oil, grease, fuels and all their products and natural gas, under the name of "Corporation des Gaz et Pétroles du Lac St-Pierre Limitée", with a capital stock divided into 4,875 class "A" shares of no par value, 4,875 class "B" shares of no par value and 250 class "C" shares of no par value, and the amount with which the company will begin its operations is $50,000.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56546 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 15148-60)

Delisle & Vachon Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq décembre 1960, constituant en corporation: Maurice Delisle, Benoit Vachon, tous deux garagistes, de Thetford-Sud, et Dominique Delisle, étudiant, de St-Sylvestre, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Delisle & Vachon Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Thetford-Sud, district judiciaire de Mégantic.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq décembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56546-o P. FRENETTE.

(A.G. 15148-60)

Delisle & Vachon Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of December, 1960, incorporating: Maurice Delisle, Benoit Vachon, both garage-keepers, of Thetford-South, and Dominique Delisle, student, of St-Sylvestre, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers, under the name of "Delisle & Vachon Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Thetford-South, judicial district of Mégantic.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of December, 1960.

P. FRENETTE,

56546 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 14988-60)

Économies Calumet Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize novembre 1960, constituant en corporation: Fernand Beauregard, Hendrick Kooiman et Richard Dorais, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placement, sous le nom de « Économies Calumet Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 100 actions communes d'une valeur au pair de $1 chacune et en 4,990 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize novembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56546-o P. FRENETTE.

(P.G. 13771-60)

F. Di Vita Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize novembre 1960, constituant en corporation: Ferdinando Di Vita, charpentier, Lucia De Vito, ménagère, épouse dudit Ferdinando Di Vita, et Elia De Vito, contremaître, tous de LaSalle, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs, sous le nom de « F. Di Vita Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1098, 90e Avenue, LaSalle, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize novembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56546 P. FRENETTE.

(P.G. 14631-60)

Freed's Men's Wear Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept octobre 1960, constituant en corporation: Jack Lightstone, Marvin Riback et John Michael Schlesinger, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter et vendre des vêtements de tous genres et descriptions pour hommes et garçons, au détail et au gros, sous le nom de « Freed's Men's Wear Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 371 ouest, avenue Bernard, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept octobre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56546 P. FRENETTE.

(P.G. 10030-57)

Galileo-Galilei Recreation Centre, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A.G. 14988-60)

Économies Calumet Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of November, 1960, incorporating: Fernand Beauregard, Hendrick Kooiman and Richard Dorais, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To operate a business as an investment company, under the name of "Économies Calumet Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 100 common shares of a par value of $1 each and into 4,990 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56546 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 13771-60)

F. Di Vita Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of November, 1960, incorporating: Ferdinando Di Vita, carpenter, Lucia De Vito, housewife, wife of the said Ferdinando Di Vita, and Elia De Vito, foreman, all of LaSalle, for the following purposes:

To carry on business as builders and contractors, under the name of "F. Di Vita Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1098, 90th Avenue, LaSalle, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56546-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 14631-60)

Freed's Men's Wear Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of October, 1960, incorporating: Jack Lightstone, Marvin Riback and John Michael Schlesinger, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To buy and sell men's and boys' wearing apparel of all types and descriptions, both at wholesale and retail, under the name of "Freed's Men's Wear Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 371 Bernard Avenue West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of October, 1960.

P. FRENETTE,

56546-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10030-57)

Galileo-Galilei Recreation Centre, Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf décembre 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Jimmy Remiggi, gérant, Vincent Frascarelli, contremaître, John Cattapan, vendeur, Peter G. Bracci, expéditeur, Loreto Visocchi, contremaître en construction, Joseph Pilitteri, entrepreneur, et Guido A. Corbo, marchand, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Établir, entretenir et administrer une association sociale, éducative et athlétique, sous le nom de « Galileo-Galilei Recreation Centre, Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des propriétés immobilières que la corporation peut posséder est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf décembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,
56546 P. FRENETTE.

(P.G. 14653-60)

G. & G. Service Stations Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un octobre 1960, constituant en corporation: Nathan Levitsky, avocat, de Mont-Royal, Arthur Garvis, avocat, et Dolores MacCready, secrétaire, fille majeure, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

S'engager dans le commerce de garage, station de service et voiture-taxi; acheter, manufacturer et vendre des véhicules-moteurs et leurs pièces, sous le nom de « G. & G. Service Stations Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un octobre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,
56546 P. FRENETTE.

(P.G. 14954-60)

Gilbert & Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq décembre 1960, constituant en corporation: Gabriel Gilbert, Roch Gilbert, tous deux de Pointe-aux-Trembles, et Jean-Marie Gilbert, de Montréal, tous forgerons, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Gilbert & Fils Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pointe-aux-Trembles, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq décembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,
56546-o P. FRENETTE.

(P.G. 14705-60)

Glendon Restaurant and Sandwich Shop Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of December, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Jimmy Remiggi, manager, Vincent Frascarelli, foreman, John Cattapan, salesman, Peter G. Bracci, shipper, Loreto Visocchi, construction foreman, Joseph Pillitteri, contractor, and Guido A. Corbo, merchant, all of Montreal, for the following purposes:

To establish, maintain and conduct a social, educational and athletic association, under the name of "Galileo-Galilei Recreation Centre, Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of December, 1960.

P. FRENETTE,
56546-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 14653-60)

G. & G. Service Stations Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of October, 1960, incorporating: Nathan Levitsky, advocate, of Mount Royal, Arthur Garvis, advocate, and Dolores MacCready, secretary, fille majeure, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To engage in the garage, service station, and taxicab business; to buy, manufacture and sell motor vehicles and components thereof, under the name of "G. & G. Service Stations Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of October, 1960.

P. FRENETTE,
56546-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 14954-60)

Gilbert & Fils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of December, 1960, incorporating: Gabriel Gilbert, Roch Gilbert, both of Pointe-aux-Trembles, and Jean-Marie Gilbert, of Montreal, all blacksmiths, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers, under the name of "Gilbert & Fils Inc." with a capital stock of $10,000, divided into 100 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Pointes-aux-Trembles, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of December, 1960.

P. FRENETTE,
56546 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 14705-60)

Glendon Restaurant and Sandwich Shop Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux novembre 1960, constituant en corporation: Irving L. Adessky, Harry Blank et Daniel Kingstone, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de restaurant, sous le nom de « Glendon Restaurant and Sandwich Shop Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux novembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56546 P. FRENETTE.

(P.G. 13876-60)

Graham's Business College Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf décembre 1960, constituant en corporation: Jean Guérin, avocat, Joseph Proulx, comptable, et Marie-Jacques Turcotte, ménagère, épouse dudit Joseph Proulx, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de St-Jérôme, pour les objets suivants:

Ouvrir et exploiter des écoles primaires, commerciales ou secondaires, sous le nom de « Graham's Business College Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4914, rue Sherbrooke, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf décembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56546-o P. FRENETTE.

(P.G. 14687-60)

G. Silverberg Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit novembre 1960, constituant en corporation: Gerald Silverberg, gérant, Philip Shaposnick, avocat, et Raymonde Lutterman, veuve, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de jouets, nouveautés, bicyclettes, papeterie et confiserie, liqueurs gazeuses, meubles et vêtements, sous le nom de « G. Silverberg Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 436 rue Lafleur, LaSalle, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit novembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56546 P. FRENETTE.

(P.G. 14650-60)

Handbag Novelties Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of November, 1960, incorporating: Irving L. Adessky, Harry Blank and Daniel Kingstone, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a restaurant, under the name of "Glendon Restaurant and Sandwich Shop Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56546-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 13876-60)

Graham's Business College Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of December, 1960 incorporating: Jean Guérin, advocate, Joseph Proulx, accountant, and Marie-Jacques Turcotte, housewife, wife of the said Joseph Proulx, and duly authorized by him for these presents, all of St-Jérôme, for the following purposes:

To open and operate primary, commercial or secondary schools, under the name of "Graham's Business College Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 4914 Sherbrooke Street, West, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of December, 1960.

P. FRENETTE,

56546 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 14687-60)

G. Silverberg Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of November, 1960, incorporating: Gerald Silverberg, manager, Philip Shaposnick, advocate, and Raymonde Lutterman, widow, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in toys, novelties, bicycles, stationery and confectionery, soft drinks, furniture and wearing apparel, under the name of "G. Silverberg Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of the par value of $10 each and 900 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at 436 Lafleur Street, LaSalle, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56546-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 14650-60)

Handbag Novelties Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un octobre 1960, constituant en corporation: Harry Blank, Lewis Batshaw, Irving Adessky, tous trois avocats, et Rhoda Cohen, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de sacs-à-main, bourses, porte-billets, portefeuilles et valises de toutes sortes et descriptions, sous le nom de « Handbag Novelties Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et 900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un octobre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56546 P. FRENETTE.

(P.G. 14708-60)

Hi-Grade Parlor Frame Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux novembre 1960, constituant en corporation: Louis Schiff, Henry L. Silverstone, avocats, Elvire Herskovits et Nina Francis, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Négocier et faire le commerce de nouveautés mobilières de toutes descriptions, sous le nom de « Hi-Grade Parlor Frame Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 8985 avenue du Parc, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux novembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56546 P. FRENETTE.

(P.G. 14704-60)

Hill-Crest Furniture Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux novembre 1960, constituant en corporation: Harry Blank, Lewis Batshaw, avocats, et Rhoda Cohen, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire autrement le commerce de meubles, sous le nom de « Hill-Crest Furniture Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et 900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux novembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56546 P. FRENETTE.

(P.G. 14399-60)

Industrial Surplus Sales Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of October, 1960, incorporating: Harry Blank, Lewis Batshaw, Irving Adessky, all three advocates, and Rhoda Cohen, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in handbags, purses, pocketbooks, wallets and luggage of all kinds and descriptions, under the name of "Handbag Novelties Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of $10 each and 900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of October, 1960.

P. FRENETTE,

56546-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 14708-60)

Hi-Grade Parlor Frame Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of November, 1960, incorporating: Louis Schiff, Henry L. Silverstone, advocates, Elvire Herskovits and Nina Francis, secretaries, spinsters of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To trade and deal in furniture novelties of every description, under the name of "Hi-Grade Parlor Frame Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at 8985 Park Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56546-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 14704-60)

Hill-Crest Furniture Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of November, 1960, incorporating: Harry Blank, Lewis Batshaw, advocates, and Rhoda Cohen, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and otherwise deal in furniture, under the name of "Hill-Crest Furniture Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of $10 each and 900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56546-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 14399-60)

Industrial Surplus Sales Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze octobre 1960, constituant en corporation: Samuel H. Shriar, avocat, de St-Laurent, Harvey Cooperstone, étudiant en droit, de Montréal, et Mollie Schwartz, secrétaire, fille majeure, d'Outremont, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, importer, exporter et faire le commerce de rebuts et de produits de papier de toutes sortes et descriptions, sous le nom de « Industrial Surplus Sales Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze octobre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56546 P. FRENETTE.

(P.G. 15011-60)

Inter-Presse, Inc. — Inter-Press, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze novembre 1960, constituant en corporation: Fernand Lévesque, journaliste, de St-Laurent, Philippe Amyot, administrateur professionnel, et André Lévesque, avocat, ces deux derniers de Ste-Foy, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs, papetiers, lithographes, libraires, fondeurs, typographes et autres commerces connexes ou semblables; exploiter une agence de publicité, sous le nom de « Inter-Presse, Inc. — Inter-Press, Inc. », avec un capital total de $22,000, divisé en 2,000 actions communes de $1 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 885, avenue Cardinal, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze novembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56546-o P. FRENETTE.

(P.G. 14955-60)

James Lévesque & Fils Ltée
James Lévesque & Sons Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq décembre 1960, constituant en corporation: James Levesque, Jean-Marie Lévesque, entrepreneurs, et Gratien Lévesque, technicien, tous de Ste-Adélaïde-de-Pabos, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs, sous le nom de « James Lévesque & Fils Ltée — James Lévesque & Sons Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Adélaïde-de-Pabos, district judiciaire de Gaspé.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq décembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56546-o P. FRENETTE.

Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of October, 1960, incorporating: Samuel H. Shriar, advocate, of St-Laurent, Harvey Cooperstone, law-student, of Montreal, and Mollie Schwartz, secretary, spinster of the full age of majority, of Outremont, for the following purposes:

To buy, sell, import, export and deal in waste and paper products of all kinds and descriptions, under the name of "Industrial Surplus Sales Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 500 common shares of $10 each and 500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of October, 1960.

P. FRENETTE,

56546-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 15011-60)

Inter-Presse, Inc. — Inter-Press, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of November, 1960 incorporating: Fernand Lévesque, journalist, of St-Laurent, Philippe Amyot, professional administrator, and André Lévesque, lawyer, the two latter of Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on business as editors, printer, engravers, book-binders, stationers, lithographers, librarians, type-founders, typographers and in other connected or similar trades; to manage a publicity agency, under the name of "Inter-Presse, Inc. — Inter-Press, Inc.", with a total capital stock of $22,000, divided into 2,000 common shares of $1 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 885 Cardinal Avenue, St-Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of November, 1960.

P. FRENETTE.

56546 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 14955-60)

James Lévesque & Fils Ltée
James Lévesque & Sons Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, begring date the fifth day of December, 1960, incorporating: James Lévesque, Jean-Marie Lévesque, contractors, and Gratien Lévesque, technician, all of Ste-Adélaïde-de-Pabos, for the following purposes:

To carry on business as builders, under the name of "James Lévesque & Fils Ltée — James Lévesque & Sons Ltd.", with a capital stock of $40,000 divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sainte-Adélaïde-de-Pabos, judicial district of Gaspé.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of December, 1960.

P. FRENETTE,

56546 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 13723-60)

Karol Salon de Beauté Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf novembre 1960, constituant en corporation: Karol Pitula, coiffeur, Mme Karol Pitula, réceptionniste, épouse séparée de biens dudit Karol Pitula, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de St-Laurent, et Stanley Matula, inspecteur en électricité, de Montréal, pour les objets suivants:

Gérer et exercer, dans toutes ses spécialités, le commerce d'un salon de beauté et de coiffure pour dames, sous le nom de « Karol Salon de Beauté Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf novembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56546 P. FRENETTE.

(A.G. 13723-60)

Karol Salon de Beauté Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of November, 1960, incorporating: Karol Pitula, hair stylist, Mrs. Karol Pitula, receptionist, wife separate as to property of the said Karol Pitula, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of St-Laurent, and Stanley Matula, electrical inspector, of Montreal, for the following purposes:

To conduct and carry on in all its branches the business of a beauty salon and of ladies' coiffure, under the name of "Karol Salon de Beauté Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56546-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 15114-60)

Kew Investment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente décembre 1960, constituant en corporation: Blanka Gyulai, Milan Oxorn, tous deux avocats, de Montréal, et Mlle Biri Jonas, secrétaire, d'Outremont, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles et celui d'une compagnie de placements, sous le nom de « Kew Investment Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize décembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56546 P. FRENETTE.

(A.G. 15114-60)

Kew Investment Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of December, 1960, incorporating: Blanka Gyulai, Milan Oxorn, both advocates, of Montreal, and Miss Biri Jonas, secretary, of Outremont, for the following purposes:

To deal in real estate and to carry on the business of an investment company, under the name of "Kew Investment Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each and 300 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of December, 1960.

P. FRENETTE,

56546-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 15097-60)

Lachance Service Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois novembre 1960, constituant en corporation: Lionel Lachance, marchand, de Montréal-Nord, Moe Moscovitch, d'Outremont, et Melvin Salmon, de Côte-St-Luc, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Acquérir, maintenir et exploiter des stations de service et des garages, et faire le commerce de quincaillerie, sous le nom de « Lachance Service Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 13560 ouest, rue Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois novembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56546 P. FRENETTE.

(A.G. 15097-60)

Lachance Service Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of November, 1960, incorporating: Lionel Lachance, merchant, of Montreal North, Moe Moscovitch, of Outremont, and Melvin Salmon, of Côte-St-Luc, the latter two advocates, for the following purposes:

To acquire, maintain and operate service stations and garages, and to deal in hardware, under the name of "Lachance Service Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 13560 Notre-Dame Street West, Pointe-aux-Trembles, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56546-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 15330-60)

Lanthier Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze décembre 1960, constituant en corporation: Gérard Lanthier, industriel, Gaston Laporte, mesureur de bois, et Maurice Gohier, contremaître, tous de St-Jérôme, pour les objets suivants:

Commerce de quincaillerie et de matériaux de construction, sous le nom de « Lanthier Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 800 actions communes de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le douze décembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56546-o P. FRENETTE.

(A.G. 15330-60)

Lanthier Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of December, 1960, incorporating: Gérard Lanthier, industrialist, Gaston Laporte, culler, and Maurice Gohier, foreman, all of St-Jérôme, for the following purposes:

To carry on a business dealing in hardware and in building materials, under the name of "Lanthier Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 800 common shares of $50 each.

The head office of the company will be at Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of December, 1960.

P. FRENETTE,

56546 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 14767-60)

Laval Dinner Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier décembre 1960, constituant en corporation: René Caza, commerçant, Yvette Caza, restauratrice, épouse commune en biens dudit René Caza, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de St-François, et Louis-Philippe Brault, administrateur, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Laval Dinner Ltd. », avec un capital total de $4,000, divisé en 40 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 50, boulevard Masson, Saint-François, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier décembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56546-o P. FRENETTE.

(A.G. 14767-60)

Laval Dinner Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of December, 1960, incorporating: René Caza, tradesman, Yvette Caza, restaurant-keeper, wife common as to property of the said René Caza, and duly authorized by him for these present purposes, both of St-François, and Louis-Philippe Brault, administrator, of Montreal, for the following purposes:

To operate a business as restaurateurs, under the name of "Laval Dinner Ltd.", with a total capital stock of $4,000, divided into 40 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 50 Masson Boulevard, Saint-François, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of December, 1960.

P. FRENETTE,

56546 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 14312-60)

Le Club des Papetiers Jonquière-Kénogami Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept novembre 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Philimon Beaudin, J.-Xavier Tremblay, Émilien Vandal, tous trois de Kénogami, et Raymond Cole, de Jonquière, tous ouvriers, pour les objets suivants:

Établir et diriger un club social, sous le nom de « Le Club des Papetiers Jonquière-Kénogami Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $45,000.

Le siège social de la corporation sera 654, rue St-Dominique, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le sept novembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56546-o P. FRENETTE.

(A.G. 14312-60)

Le Club des Papetiers Jonquière-Kénogami Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of November, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Philimon Beaudin, J.-Xavier Tremblay, Émilien Vandal, all three of Kénogami, and Raymond Cole, of Jonquière, all labourers, for the following purposes:

To establish and direct a social club, under the name of "Le Club des Papetiers Jonquière-Kénogami Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $45,000.

The head office of the corporation will be at 654 St-Dominique St., Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56546 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 14777-60)

Leona Dress Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept novembre 1960, constituant en corporation: Leonard Liverman, Julius Briskin, Arthur Yanofsky, tous trois avocats, et Max Shrier, commis, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Confectionner des articles vestimentaires de toutes descriptions et en faire le commerce, sous le nom de « Leona Dress Company », avec un capital total de $20,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune en 1,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept novembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56546 P. FRENETTE.

(A.G. 14777-60)

Leona Dress Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of November, 1960, incorporating: Leonard Liverman, Julius Briskin, Arthur Yanofsky, all three advocates, and Max Shrier, clerk, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel of every description, under the name of "Leona Dress Company", with a total capital stock of $20,000, divided into 500 common shares of a par value of $10 each and 1,500 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56546-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 14756-60)

Les Entreprises Voyer Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente novembre 1960, constituant en corporation: Dr Armand Voyer, médecin, Pierre Voyer, commerçant, Antoinette Roy-Voyer, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Dr Armand Voyer, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous trois de Magog, et Monique Voyer-Ayotte, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Paul-Émile Ayotte, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de « Les Entreprises Voyer Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions communes de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 299, rue Sainte-Marie, Magog, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le trente novembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56546-o P. FRENETTE.

(A.G. 14756-60)

Les Entreprises Voyer Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of November, 1960, incorporating: Dr. Armand Voyer, physician, Pierre Voyer, tradesman, Antoinette Roy-Voyer, housewife, wife contractually separate as to property of the said Dr. Armand Voyer, and duly authorized by him for these presents, all three of Magog, and Monique Voyer-Ayotte, housewife, wife contractually separate as to property of Paul-Émile Ayotte, and duly authorized by him for these presents, of Montreal, for the following purposes:

To operate a business dealing in immoveables and construction, under the name of "Les Entreprises Voyer Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 299 Sainte-Marie Street, Magog, judicial district of Saint-François.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56546 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 10460-60)

Les Investissements Brillant Limitée
Brillant Investments Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre août 1960, constituant en corporation: John G. Chamberland, avocat, Marie-Louise Choquette, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, tous deux de Montréal, et André Guertin, clerc, de Verdun, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement et comme compagnie de portefeuille, sous le nom de « Les Investissements Brillant Limitée — Brillant Investments Limited », avec un capital total de $150,000, divisé en 5,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $20 chacune et en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

(A.G. 10460-60)

Les Investissements Brillant Limitée
Brillant Investments Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of August, 1960, incorporating: John G. Chamberland, lawyer, Marie-Louise Choquette, secretary, spinster of the full age of majority in use of her rights, both of Montreal, and André Guertin, clerk, of Verdun, for the following purposes:

To carry on business as an investment company and as a holding company, under the name of "Les Investissements Brillant Limitée — Brillant Investments Limited", with a total capital stock of $150,000, divided into 5,000 preferred shares of a par value of $20 each adn 5,000 common shares of a par value of $10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre août 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,
56546-o P. FRENETTE.

(P.G. 14524-60)

Les Porcheries Canadiennes Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit novembre 1960, constituant en corporation: Irving Halperin, Daniel Morris, avocats, Ernest Rashkovan, notaire, Joseph Cassar, étudiant, tous quatre de Montréal, et Hyman Rosenfeld, notaire, de Mont-Royal, pour les objets suivants:

Exercer, dans toutes ses spécialités, un commerce général d'exploitation maraîchère et agricole, sous le nom de « Les Porcheries Canadiennes Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit novembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,
56546 P. FRENETTE.

(P.G. 14651-60)

Leto Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un octobre 1960, constituant en corporation: Jack Lighstone, Marvin Riback et John Michael Schlesinger, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Gérer et exercer le commerce de constructeurs et entrepreneurs sous le nom de « Leto Construction Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $10 chacune et 3,800 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6819 boul. Décarie, chambre 204, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un octobre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,
56546 P. FRENETTE.

(P.G. 14652-60)

Lindsay Entreprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un octobre 1960, constituant en corporation: Marc Fortier, commerçant, Bernard Deveaux, chauffeur d'autobus, et Florence Le Breton, ménagère, épouse dudit Bernard Deveaux, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de Schefferville, pour les objets suivants:

Commerce de toutes espèces d'articles et marchandises qui font généralement l'objet d'un commerce d'épicerie, sous le nom de « Lindsay Entreprises Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

The head office of the company will be at Rimouski, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of August, 1960.

P. FRENETTE,
56546 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 14524-60)

Les Porcheries Canadiennes Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of November, 1960, incorporating: Irving Halperin, Daniel Morris, advocates, Ernest Rashkovan, notary, Joseph Cassar, student, all four of Montreal, and Hyman Rosenfeld, notary, of Mount Royal, for the following purposes:

To carry on in all its branches the general business of farming and agriculture, under the name of "Les Porcheries Canadiennes Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of November, 1960.

P. FRENETTE,
56546-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 14651-60)

Leto Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of October, 1960, incorporating: Jack Lightstone, Marvin Riback and John Michael Schlesinger, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To conduct and carry on the business of builders and contractors, under the name of "Leto Construction Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $10 each and 3,800 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 6819 Décarie Blvd., Room 204, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of October, 1960.

P. FRENETTE,
56546-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 14652-60)

Lindsay Entreprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of October, 1960, incorporating: Marc Fortier, tradesman, Bernard Deveaux, chauffeur for autobus, and Florence Le Breton, housewife, wife of the said Bernard Deveaux, and duly authorized by him for these presents, all of Schefferville, for the following purposes:

To carry on a business dealing in all kinds of articles and merchandise which generally comprise a grocery business under the name of "Lindsay Entreprises Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Schefferville, comté de Duplessis, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un octobre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56546-o P. FRENETTE.

(P.G. 15099-60)

L. Morency & Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre novembre 1960, constituant en corporation: Lazare Morency, agent manufacturier, Jean Morency, gérant, et Bernadette Labrie Morency, ménagère, épouse commune en biens dudit Lazare Morency, tous de Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Commerce de produits et articles sanitaires, sous le nom de « L. Morency & Fils Inc. », avec un capital divisé en 2,000 actions sans valeur au pair ou nominale et en 5,000 actions privilégiées de $10 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de $15,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre novembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56546-o P. FRENETTE.

(P.G. 15110-60)

Manufacturers Chemical & Supply Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze décembre 1960, constituant en corporation: Lucie Chapdelaine, fille majeure, Annette Pelletier, épouse séparée de biens de Laurent Pelletier, toutes deux secrétaires, et Bruno Cyr, avocat, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Sujet à la Loi de Pharmacie de Québec, fabriquer et faire le commerce de substances chimiques, matières colorantes, ciments, minéraux, liquide de freins, superphosphates, savons, fertiliseurs, peintures, vernis, piments, polis, mordants, huiles, acides, charbon, coke, produits du goudron et dérivés, tourbe, produits de la tourbe, caoutchouc, marchandises et produits en caoutchouc, accessoires de pharmacie, préparations chimiques médicinales, articles et composés, sous le nom de « Manufacturers Chemical & Supply Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze décembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56546 P. FRENETTE.

(P.G. 14404-60)

Marketing Displays Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze octobre 1960, constituant en corporation: Daniel Morris, Irving Halperin, avo-

The head office of the company will be at Schefferville, county of Duplessis, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of October, 1960.

P. FRENETTE,

56546 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 15099-60)

L. Morency & Fils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of November, 1960, incorporating: Lazare Morency, manufacturing agent, Jean Morency, manager, and Bernadette Labrie Morency, housewife, wife common as to property of the said Lazare Morency, all of Montreal-North, for the following purposes:

To carry on a business dealing in sanitary products and articles under the name of "L. Morency & Fils Inc.", with a capital stock divided into 2,000 shares without nominal or par value and into 5,000 preferred shares of $10 each, and the amount with which the company shall start its operations is $15,000.

The head office of the company will be at Montreal-North, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56546 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 15110-60)

Manufacturers Chemical & Supply Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of December, 1960, incorporating: Lucie Chapdelaine, spinster of the full age of majority, Annette Pelletier, wife separate as to property of Laurent Pelletier, both secretaries, and Bruno Cyr, lawyer, all of Montreal, for the following purposes:

Subject to the Quebec Pharmacy Act, to manufacture and deal in chemicals, dye stuffs, cements, minerals, brake fluid, superphosphates, soaps, fertilizers, paints, varnishes, pigments, polishes, stains, oils, acids, coal, coke, coal-tar products and derivatives, peat, peat products, rubber, rubber goods and products, pharmaceutical supplies, chemical and medicinal preparations, articles and compounds, under the name of "Manufacturers Chemical & Supply Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of December, 1960.

P. FRENETTE,

56546-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 14404-60)

Marketing Displays Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of October, 1960, incorporating: Daniel Morris, Irving Halperin, advocates, and Ernest

cats, et Ernest Rashkovan, notaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Solliciter des contrats d'annonces, publier des articles publicitaires, agir comme conseiller pour agents publicitaires, promouvoir des campagnes de réclame pour les clients de la compagnie, et en général, agir en qualité d'agents de conseillers publicitaires sous le nom de « Marketing Displays Ltd. », avec un capital total de $18,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 140 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze octobre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56546 P. FRENETTE.

(P.G. 14542-60)

Market Service Import Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre octobre 1960, constituant en corporation: Saul Tunis, notaire, de Saint-Laurent, Daniel Morris et Irving Halperin, ces deux derniers avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises fabriquées en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et sous-produits d'iceux, animaux, minéraux, pierres précieuses, boissons gazeuses, livres et revues périodiques, oeuvres d'art, produits chimiques, cosmétiques, produits de la terre, de la mer et de la forêt, sous le nom de « Market Service Import Corporation », avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre octobre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56546 P. FRENETTE.

(P.G. 14516-60)

Max the Tailor Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenang-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf octobre 1960, constituant en corporation: David Mortimer, Notkin, conseil en loi de la Reine, de Westmount, Maurice Joseph Boxer, de St-Martin, Bernard S. Mergler, de Montréal, tous trois avocats, et Mary Conner, secrétaire, fille majeure, et usant de ses droits, de Montréal, pour les objets sivants:

Exercer le commerce de tailleurs et en général, celui de teinturiers et nettoyeurs, sous le nom de « Max the Tailor Ltd. », avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf octobre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56546 P. FRENETTE.

Rashkovan, notary, all of Montreal, for the following purposes:

To solicit advertising contracts, publish advertising matter, act as counsel for advertising agents, promote advertising campaigns for clients of the company, and generally to act in the capacity of advertising agents and counsel, under the name of "Marketing Displays Ltd.", with a total capital stock of $18,000, divided into 400 common shares having a par value of $10 each and 140 preferred shares having a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of October, 1960.

P. FRENETTE,

56546-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 14542-60)

Market Service Import Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of October, 1960, incorporating: Saul Tunis, notary, of Saint-Laurent, Daniel Morris and Irving Halperin, the latter two advocates, of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass, and by-products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, works of art, chemical and beauty products, land, sea and forest products, under the name of "Market Service Import Corporation", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares having a par value of $10 each and 100 preferred shares having a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of October, 1960.

P. FRENETTE,

56546-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 14516-60)

Max the Tailor Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of October, 1960, incorporating: David Mortimer Notkin, Queen's Counsel, of Westmount, Maurice Joseph Boxer, of St-Martin, Bernard S. Mergler, of Montreal, all three advocates, and Mary Conner, secretary, fille majeure et usant de ses droits, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as tailors and the business of general dyeing and cleaning, under the name of "Max the Tailor Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each and 1,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of October, 1960.

P. FRENETTE,

56546-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 15041-60)

Montreal Instruments Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un novembre 1960, constituant en corporation: Jean F. Laureys, avocat, Marcel Provost, commis, tous deux de Montréal, et Alistair MacLaine, architecte, de Pierrefonds, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'instruments de précision, machinerie, moteurs, outils, ustensiles et quincaillerie de toutes sortes, sous le nom de « Montreal Instruments Limited », avec un capital total de 100 actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses activités sera de $500.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un novembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56546 P. FRENETTE.

(AG. 15041-60)

Montreal Instruments Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of November, 1960, incorporating: Jean F. Laureys, advocate, Marcel Provost, clerk, both of Montreal, and Alistair MacLaine, architect, of Pierrefonds, for the following purposes:

To deal in precision instruments, machinery, engines, tools, implements and hardware of all kinds, under the name of "Montreal Instruments Limited", with a capital stock divided into 100 shares without nominal or par value, and the amount with which the company will commence its operations will be $500.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56546-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 15157-60)

Morningside Homes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze décembre 1930, constituant en corporation sans capital-actions: Foster Faris, d'Aylmer Est, Howard Harris, de Gatineau, tous deux fermiers, James Thomson, administrateur, de Buckingham, Donald F. McKechnie, comptable, et Frederick S. Broughton, gérant, ces deux derniers d'Ottawa, province d'Ontario, pour les objets suivants:

Établir, entretenir et fournir un foyer pour les gens âgés et retraités, sous le nom de « Morningside Homes Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des propriétés immobilières que la corporation peut posséder est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Farm Point, Hull, district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général, le douze décembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56546 P. FRENETTE.

(A.G. 15157-60)

Morningside Homes Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of December, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Foster Faris, of Aylmer East, Howard Harris, of Gatineau, both Farmers, James Thomson, executive, of Buckingham, Donald F. McKechnie, accountant, and Frederick S. Broughton, manager, the latter two of Ottawa, Province of Ontario, for the following purposes:

To establish, maintain and provide a home for elderly and retired persons, under the name of "Morningside Homes Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Farm Point, Hull, judicial district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of December, 1960.

P. FRENETTE,

56546-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 14655-60)

Play-Sport Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit octobre 1960, constituant en corporation: David Goodman, de Hampstead, Melvin Rothman, de Westmount, tous deux avocats et Sylvia Vineberg, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles vestimentaires, sous le nom de « Play-Sport Ltd. », avec un capital total de $5,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit octobre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56546 P. FRENETTE.

(A.G. 14655-60)

Play-Sport Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of October, 1960, incorporating: David Goodman, of Hampstead, Melvin Rothman, of Westmount, both advocates, and Sylvia Vineberg, secretary, fille majeure, of Montreal, for the following purposes:

To deal in wearing apparel, under the name of "Play-Sport Ltd.", with a total capital stock of $5,000, divided into 5,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of October, 1960.

P. FRENETTE,

56546-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 14812-60)

Quebec Equitable Services Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit novembre 1960, constituant en corporation: Edward H. Bernfeld, Jack B. Bobrove et Max Bernfeld, conseil en loi de la Reine, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à procurer des services au point de vue financier; agir comme agents fiscaux, conseillers en matières de finances et gérants pour les personnes, firmes, corporations et municipalités, sous le nom de « Quebec Equitable Services Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 500 actions privilégiées, d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit novembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56546 P. FRENETTE.

(P.G. 14654-60)

Regent Parlor Frame Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un octobre 1960, constituant en corporation: Louis Schiff, Henry L. Silverstone, tous deux avocats, et Nina Francis, secrétaire, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Négocier et faire le commerce de meubles et nouveautés d'ameublement de toute description, sous le nom de « Regent Parlor Frame Ltd. », avec un capital total de $30,000, divisé en 3,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un octobre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56546 P. FRENETTE.

(P.G. 14702-60)

Romar Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux novembre 1960, constituant en corporation: Herman Moscovitch, comptable, de Saint-Laurent, Isidore Greenbaum, de Côte-St-Luc, et Baruch Pollack, de Montréal, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements féminins de toute nature et description, sous le nom de « Romar Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 390 actions privilégiées ayant une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux novembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56546 P. FRENETTE.

(A.G. 14812-60)

Quebec Equitable Services Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of November, 1960, incorporating: Edward H. Bernfeld, Jack B. Bobrove and Max Bernfeld, Queen's Counsel, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of providing financial services; to act as fiscal agents, financial advisors and managers for persons, firms, corporations and municipalities, under the name of "Quebec Equitable Services Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 500 common shares of a par value of $10 each and 500 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56546-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 14654-60)

Regent Parlor Frame Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of October, 1960, incorporating: Louis Schiff, Henry L. Silverstone, both advocates, and Nina Francis, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To trade and deal in furniture and furniture novelties of every description, under the name of "Regent Parlor Frame Ltd.", with a total capital stock of $30,000, divided into 3,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of October, 1960.

P. FRENETTE,

56546-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 14702-60)

Romar Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of November, 1960, incorporating: Herman Moscovitch, accountant, of Saint-Laurent, Isidore Greenbaum, of Côte-St-Luc, and Baruck Pollack, of Montreal, the latter two advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in women's apparel of every nature and description, under the name of "Romar Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 390 preferred shares having a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56546-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 14605-60)

Saco Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit novembre 1960, constituant en corporation: François Wilhelmy, avocat, Jules Léger, notaire, et Annette Daveluy, sténographe, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de systèmes d'adoucisseurs d'eau; creuser des puits, installer et exploiter des systèmes d'aqueduc ou autres systèmes d'approvisionnement ou de traitement d'eau, sous le nom de « Saco Inc. », avec un capital total de $4,000, divisé en 400 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 28, côte Lacasse, Sainte-Rose-Est, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit novembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56546-o P. FRENETTE.

(P.G. 14784-60)

Salaison Métropole Packing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux décembre 1960, constituant en corporation: Robert Dagenais, Remi Brault, et Louis-Lionel Dagenais, tous commerçants, de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce d'articles et de marchandises qui font généralement l'objet d'un commerce d'épicerie et de boucherie, sous le nom de « Salaison Métropole Packing Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 50 actions ordinaires de $100 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2100, rue Des Carrières, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux décembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56546-o P. FRENETTE.

(P.G. 14403-60)

S. Green Embroidery Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze octobre 1960, constituant en corporation: Jack Greenstein, avocat, Rocco Venditti, confectionneur, tous deux de Montréal, et David Wood, avocat, de Westmount, pour les objets suivants:

Confectionner des articles vestimentaires pour dames et en faire le commerce, sous le nom de « S. Green Embroidery Ltd. », avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze octobre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56546 P. FRENETTE.

(A.G. 14605-60)

Saco Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of November, 1960, incorporating: François Wilhelmy, advocate, Jules Léger, notary, and Annette Daveluy, stenographer, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in water softeners; dig wells, install and operate aqueduct systems or other systems for supplying or treating water, under the name of "Saco Inc.", with a total capital stock of $4,000, divided into 400 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 28 Côte Lacasse, Sainte-Rose-East, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56546 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 14784-60)

Salaison Métropole Packing Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of December, 1960, incorporating: Robert Dagenais, Remi Brault and Louis-Lionel Dagenais, all traders, of Montreal, for the following purposes:

To deal in the articles and merchandise in which a grocer and butcher generally deal, under the name of "Salaison Métropole Packing Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 50 common shares of $100 each and 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 2100 Des Carrières St., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of December, 1960.

P. FRENETTE,

56546 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 14403-60)

S. Green Embroidery Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of October, 1960, incorporating: Jack Greenstein, advocate, Rocco Venditti, manufacturer, both of Montreal, and David Wood, advocate, of Westmount, for the following purposes:

To manufacture and deal in ladies' wearing apparel, under the name of "S. Green Embroidery Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 1,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of October, 1960.

P. FRENETTE,

56546-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 14434-60)

Simon Jewellery Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-sept octobre 1960, constituant en corporation: Arthur I. Bronstein, de Côte-St-Luc, William I. Miller, de Montréal, et Morton Bell, de St-Laurent, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bijoutiers, orfèvre, marchands de diamants, sertisseurs de pierres, horlogers, et artisans de l'or et tous autres commerces se rapportant à icelui ou aucun d'autre eux, sous le nom de « Simon Jewellery Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1450 rue City Councillors, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept octobre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56546 P. FRENETTE.

(A.G. 14434-60)

Simon Jewellery Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of October, 1960, incorporating: Arthur I. Bronstein, of Côte-St-Luc, William I. Miller, of Montreal, and Morton Bell, of St-Laurent, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of jewellers, silversmiths, diamond merchants, stone setters, watchmakers and gold craftsmen, and any business incidental to the same or any of them, under the name of "Simon Jewellery Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 500 common shares of $10 each and 500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1450 City Councillors Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1960.

P. FRENETTE,

56546-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 14645-60)

Table Talk Pies Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six octobre 1960, constituant en corporation: Harry Blank, Lewis Batshaw, avocats, et Rhoda Cohen, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de boulangers, confiseurs, et fabricants de biscuits, sous le nom de « Table Talk Pies Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six octobre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56546 P. FRENETTE.

(A.G. 14645-60)

Table Talk Pies Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of October, 1960, incorporating: Harry Blank, Lewis Batshaw, advocates, and Rhoda Cohen, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as bakers, confectioners and biscuit manufacturers, under the name of "Table Talk Pies Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of October, 1960.

P. FRENETTE,

56546-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 15180-60)

Trans-Continental Gas (Quebec) Ltd.
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six décembre 1960, constituant en corporation: John Austin Murphy, avocat et conseil en loi de la Reine, Francis Joseph Dolan, comptable, et Meta Brooker, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à prospecter, forer, développer, produire, affiner, fabriquer, emmaganiser, installer des conduits, transporter, acheter, vendre, du gaz naturel et en faire le commerce; posséder, aliéner, développer et exploiter des puits et terrains contenant lesdites substances et tous droits et intérêts en iceux, sous le nom de « Trans-Continental Gas (Quebec) Ltd. » (No Personal Liability), avec un capital total de $5,000,000, divisé en 5,000,000 d'actions d'une valeur au pair de $1 chacune.

(A.G. 15180-60)

Trans-Continental Gas (Quebec) Ltd.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of December, 1960, incorporating: John Austin Murphy, advocate and Queen's Counsel, Francis Joseph Dolan, accountant, and Meta Brooker, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of prospecting, drilling, developing, producing, refining, manufacturing, storing, piping, transporting, buying, selling, and dealing in natural gas, petroleum, oil and their products and by-products; to acquire, lease, possess, alienate, develop and operate wells and lands containing such substances, and any rights and interests therein, under the name of "Trans-Continental Gas (Quebec) Ltd." (No Personal Liability), with a total capital stock of $5,000,000, divided into 5,000,000 shares of a par value of $1 each.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six décembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56546 P. FRENETTE.

(P.G. 14417-60)

Van Woods Jewellers Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize octobre 1960, constituant en corporation: Lawrence Diner, avocat, de Montréal, Jack Esbin, bijoutier, et Dorothy Lee Berger Esbin, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jack Esbin, ces deux derniers de St-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bijoutiers, orfèvres et travailleurs de métal en général, marchands de diamands, fabricants de montres et autres commerces semblables, sous le nom de « Van Woods Jewellers Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize octobre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56546 P. FRENETTE.

(P.G. 14911-60)

Went Realty Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq novembre 1960, constituant en corporation: Ernest William Mockridge, gérant, de St-Lambert, Clifford George Meek, teneur de livres, de Montréal, et Charles Eric Humphrey, teneur de livres, de Verdun, pour les objets suivants:

Acquérir, détenir, louer, améliorer, aliéner et faire autrement le commerce de propriétés immobilières, sous le nom de « Went Realty Inc. », avec un capital-actions divisé en 47,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et 100 actions ordinaires sans valeur nominale ni au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera $470,500.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq novembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56546 P. FRENETTE.

(P.G. 14656-60)

Winday Plastics Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit octobre 1960, constituant en corporation: Irwin S. Brodie, Theodore H. Polisuk,

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of December, 1960.

P. FRENETTE,

56546-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 14417-60)

Van Woods Jewellers Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of October, 1960, incorporating: Lawrence Diner, advocate, of Montreal, Jack Esbin, jeweller, and Dorothy Lee Berger Esbin, housewife, wife separate as to property of the said Jack Esbin, the latter two of St-Laurent, for the following purposes:

To exercise the commerce of jewellers, goldsmiths, silversmiths and metal workers generally, diamond merchants, manufacturers of watches and other similar commerces, under the name of "Van Woods Jewellers Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of October, 1960.

P. FRENETTE,

56546-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 14911-60)

Went Realty Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of November, 1960, incorporating: Ernest William Mockridge, manager, of St-Lambert, Clifford George Meek, bookkeeper, of Montreal, and Charles Eric Humphrey, bookkeeper, of Verdun, for the following purposes:

To acquire, hold, lease, improve, alienate and otherwise deal in immoveable property, under the name of "Went Realty Inc.", with a capital stock divided into 47,000 preferred shares of the par value of $100 each and 100 common shares without nominal or par value, and the amount with which the company will commence its operations will be $470,500.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56546-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 14656-60)

Winday Plastics Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of October, 1960, incorporating: Irwin S. Brodie, Theodore H. Polisuk, advocates,

avocats, Sonya Schneyer, fille majeure, et Suzanne-C. Angers, épouse séparée de biens d'Alexandre Angers, ces deux dernières secrétaires, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer des outils, machinerie, matrices, moules et toutes sortes d'articles en plastique et marchandises manufacturées en tout ou en partie de plastic, acier, fer, cuivre, zinc, bois, et autres produits naturels, en faire le commerce, sous le nom de « Winday Plastics Ltd. », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 445 rue De La Colline, Duvernay, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit octobre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56546 P. FRENETTE.

Sonya Schneyer, fille majeure, and Suzanne-C. Angers, wife separate as to property of Alexandre Angers, the latter two secretaries, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in tooling, machinery, dies, molds and plastic substances of every kind and description, and in articles made, in whole or in part, from plastic, steel, iron, brass, zinc, wood and other natural products, under the name of "Winday Plastics Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 445 De La Colline Street, Duvernay, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of October, 1960.

P. FRENETTE,

56546-o *Assistant Deputy Attorney General.*

Demandes à la Législature

Dame Robert Poliquin

« Dame Robert Poliquin » donne, par les présentes, avis qu'une pétition sera présentée à la Législature de Québec, à la présente session, pour l'adoption d'une loi aux fins de faire disparaître toute servitude de droit de passage ayant pu être établie par destination du père de famille sur la subdivision (585-49) devenue par la suite, par resubdivision, les lots numéros (585-49-1-2-3-4) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la paroisse de St-Roch Nord, cité de Québec.

Les Procureurs de la pétitionnaire,

56294-3-4-o PH. & AN. CORRIVEAU & CARON.

Collège des chiropraticiens de la province de Québec

Avis est par les présentes donné, que le « Collège des chiropraticiens de la province de Québec » demandera à la Législature de la province de Québec, au cours de la présente session, l'adoption d'une loi pour:

a) Constituer en corporation professionnelle le Collège des chiropraticiens du Québec;

b) Définir la chiropratique;

c) Décréter qui aura le droit d'exercer cette profession;

d) Créer le conseil général de cette corporation;

e) Créer le comité de discipline de cette corporation;

f) Établir les pouvoirs de régie de cette profession;

g) Établir les conditions d'admission à l'étude de la chiropratique.

Montréal, ce 27 décembre, 1960.

Le Procureur de la pétitionnaire,

56295-3-4-o POTHIER FERLAND.

Université de Trois-Rivières

Son Excellence Monseigneur Georges-Léon Pelletier, évêque de Trois-Rivières, Monseigneur Charles-Édouard Bourgeois, Monsieur le Chanoine Albany Mélançon, supérieur du Séminaire de Trois-Rivières, Monsieur le Chanoine Raymond Langevin, supérieur du Séminaire Sainte-Marie de Shawinigan, Monsieur l'Abbé Renald Rivard, Monsieur l'Abbé Louis Martel, Monsieur l'Abbé Réal Mercier, Monsieur l'Abbé Gilles Boulet, l'Honorable Juge Jean-Louis Marchand, J.C.S., Monsieur Henri Ferron, C.A., le dr J. A.

Applications to Legislature

Dame Robert Poliquin

"Dame Robert Poliquin" hereby gives notice that a request will be presented to the Quebec Legislature, during its present session, for the adoption of an act removing all servitudes of right of way having been established by the father of the family on subdivision (585-49) which later became, through re-subdivision, the lots number (585-49-1-2-3-4) in the plan and book of reference of the official cadaster of the parish of St-Roch North, city of Quebec.

PH. & AN. CORRIVEAU & CARON,

56294-3-4 *Attorneys for the petitioner.*

Quebec College of Chiropractors

Notice is hereby given by the "Quebec College of Chiropractors" that it will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session, for the passing of an Act:

a) Constituting the professional corporation of the Quebec Chiropractic College;

b) Defining the art of chiropractic;

c) Decreeing who will have the right to practice this profession;

d) Creating the administrative council of this corporation;

e) Creating the disciplinary board of this corporation;

f) Establishing the governing powers of this profession;

g) Determining the qualifications to study the art of chiropractic.

Montreal, this 27th day of December, 1960.

POTHIER FERLAND,

56295-3-4-o *Attorney for the petitioner.*

University of Trois-Rivières

His Excellency, Monsignor Georges-Léon Pelletier, Bishop of Trois-Rivières, Monsignor Charles-Édouard Bourgeois, the Reverend Canon Albany Mélançon, Superior of the Seminary of Trois-Rivières, the Reverend Canon Raymond Langevin, Superior of the Seminary Sainte-Marie de Shawinigan, Reverend Father Renald Rivard, Reverend Father Louis Martel, Reverend Father Réal Mercier, Reverend Father Gilles Boulet, the Honouralbe Judge Jean-Louis Marchand, S.C.J., Mr. Henri Ferron, C.A., Dr. J. A. Denon-

Denoncourt, Me Léon Lamothe, Me Richard Rioux, Monsieur Léon Gervais s'adresseront à la Législature de Québec lors de sa première session pour être constitué en corporation sous le nom de Université de Trois-Rivières, avec siège social aux Trois-Rivières, ayant tous les droits, pouvoirs et privilèges d'une Université y compris le droit de former des facultés, d'accorder des diplômes, d'accepter des affiliations, de posséder toutes sortes de propriétés et pour tous autres buts; avis public est par les présentes donné de la nature et des objets du bill projeté.

Shawinigan, ce 12 janvier 1961.

Le Procureur,
LÉON LAMOTHE.

56316-3-4-o

court, Me Léon Lamothe, Me Richard Rioux, Mr. Léon Gervais will apply to the Legislature of Quebec at its first session to be incorporated under the name of University of Trois-Rivières, having all the rights, powers and privileges of a University comprising therein the right to form faculties, grant diplomas, accept affiliations, to own all kinds of properties and for all other purposes; public notice is hereby given of the nature and purposes of the projected bill.

Shawinigan, January 12, 1961.

LÉON LAMOTHE,
Attorney.

56316-3-4

Sourp Hagop Armenian Church

Avis est par les présentes donné que Garabed S. Partzigian, marchand, Garabed Mouradian, racommodeur de tapis, Bedros Kaprielian, poseur de tapis, Kerop Bedoukian, marchand, Kapriel Kaprielian, chauffeur de taxi, tous domiciliés et résidant dans la cité de Montréal, P.Q., Yervant Savoyan, vendeur, domicilié et résidant à ville Saint-Laurent, P.Q., Serko Boyadjian, bijoutier, domicilié et résidant dans la cité d'Outremont, P.Q. et Yervant Pasdermajian, marchand, domicilié et résidant à ville Mont-Royal, P.Q., et autres feront une demande à la présente session de la législature de Québec pour l'adoption d'une loi pour constituer en corporation une corporation ecclésiastique sous le nom de « Sourp Hagop Armenian Church » et avec tels pouvoirs qui sont habituellement accordés à une corporation ecclésiastique.

Montréal, P.Q., le 17 janvier 1961.

Les Procureurs des Requérants,
HOWARD, CATE, OGILVY, BISHOP, COPE,
PORTEOUS & HANSARD.

56353-3-4-o

Sourp Hagop Armenian Church

Notice is hereby given that Garabed S. Partzigian, merchant, Garabed Mouradian, rug repairer, Bedros Kaprielian, carpet layer, Kerop Bedoukian, merchant, Kapriel Kaprielian, taxi driver, all domiciled and residing in the city of Montreal, P.Q., Yervant Savoyan, salesman, domiciled and residing in the town of ville Saint-Laurent, P.Q., Serko Boyadjian, jeweller, domiciled and residing in the city of Outremont, P.Q., and Yervant Pasdermajian, merchant, domiciled and residing in the town of Mont-Royal, P.Q., and others will apply at the present session of the Quebec Legislature for an Act to incorporate an ecclesiastical corporation under the name of "Sourp Hagop Armenian Church" and with such powers as are usually granted to an ecclesiastical corporation.

Montreal, P.Q., January 17th, 1961.

HOWARD, CATE, OGILVY, BISHOP, COPE,
PORTEOUS & HANSARD,
Attorneys for Petitioners.

56353-3-4-o

Cité de Jacques-Cartier

Avis est par les présentes donné, que la « cité de Jacques-Cartier » demandera à la Législature de la Province de Québec, au cours de la présente session, l'adoption d'une loi pour modifier la charte de la cité, de même que la Loi des cités et villes, relativement:

a) À la perception de la taxe d'eau et aux privilèges de la cité en cette matière;

b) Au morcellement de son territoire pour fins d'annexion;

c) À l'annulation de ruelles cadastrées;

d) Au pouvoir d'emprunt relatif à la construction de certaines routes;

e) Au plan directeur d'urbanisme de la cité.

Jacques Cartier, ce 13 janvier, 1961.

L'avocat de la pétitionnaire,
POTHIER FERLAND.

56361-3-4-o

City of Jacques-Cartier

Notice is hereby given that the "city of Jacques-Cartier" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, during the course of the present session, for the adoption of an act to amend the charter of the city, as well as the Cities and Towns Act, relative to:

a) The collection of water taxes and the privilege of the city in this matter;

b) The parcelling-out of its territory, for purposes of annexation;

c) The cancellation of cadastral lanes;

d) Borrowing powers relative to the building of certain roads;

e) The master plan to urbanize the city.

Jacques-Cartier, this 13th day of January, 1961.

POTHIER FERLAND,
Advocate for the petitioner.

56361-3-4

Donald James Johnston

Avis est, par les présentes, donné que « Donald James Johnston », de la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour obtenir l'adoption d'une Loi autorisant le Barreau de la Province de Québec à l'admetter à la pratique du droit immédiatement, l'exemptant ainsi de certaines dispositions contenues dans la section 71 de la Loi du Barreau qui l'empêcherait de pratiquer le droit avant 1964.

Montréal, P.Q. le 18 janvier 1961.

Les Procureurs du requérant,
STIKEMAN & ELLIOTT.

56422-4-4-o

Donald James Johnston

Notice is hereby given that, "Donald James Johnston", of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act authorizing the Bar of the Province of Quebec to admit him to the practive of law forthwith, thus exempting him from certain provisions contained in Section 71 of the Bar Act, which would not permit him to practise law until 1964.

Montreal, P.Q., this 18th day of January, 1961.

STIKEMAN & ELLIOTT,
Attorneys for Petitioner.

56422-4-4-o

Village de La Pointe des Cascades

Avis est par la présente donné que Pierre Clément, contremaître, Louis Ménard, agent d'assurance, J.-P. Boyer, hôtelier, Léo Ménard, garagiste, A. Généreux, rentier, G. Demontigny, hôtelier, R. Berthiaume, dessinateur, Denis Ménard, entrepreneur, P.-E. Juillet, épicier, Germain Rousseau, pilote, Henri Vallée, rentier, résidant dans un certain territoire connu sous le nom de « La Pointe des Cascades » et faisant partie des municipalités des paroisses de Saint-Joseph de Soulanges et de Saint-Michel de Vaudreuil, s'adresseront au parlement de la province de Québec au cours des sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi érigeant ledit territoire en une corporation municipale distincte, régie par le code municipal de la Province de Québec, sous le nom de « La Municipalité du Village de La Pointe des Cascades », décrétant que ladite municipalité fera partie de la municipalité du comté de Soulanges, octroyant à ladite municipalité les pouvoirs énoncés à l'article 426 et au paragraphe 23e de l'article 427 de la loi des Cités et Villes de la Province de Québec et assujettissant ladite municipalité aux dispositions de l'article 522 de la loi des Cités et Villes de la Province de Québec.

Montréal, le 16 janvier 1961.

Le Procureur des requérants,

56431-4-4-o MARC BRIÈRE.

Village of La Pointe des Cascades

Notice is hereby given that Pierre Clément, foreman, Louis Ménard, insurance agent, J.-P. Boyer, innkeepre, Léo Ménard, garage keeper, A. Généreux, gentleman, G. Demontigny, innkeeper, R. Berthiaume, draftsman, Denis Ménard contractor, P.-E. Juillet, grocer, Germain Rousseau, pilot, Henri Vallée, gentleman, residing in a certain territory known under the name of "La Pointe des Cascades" and being part of the municipalities of the parish of Saint-Joseph de Soulanges and of Saint-Michel de Vaudreuil, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, to ask for the passing of an act erecting the said territory as a distinct municipal corporation governed by the Municipal Code of the Province of Quebec, under the name of "The Municipality of the village of La Pointe des Cascades", enacting that the said municipality will be part of the municipality of the county of Soulanges, granting the said Municipality the powers prescribed by section 426 and paragraph 23 of section 427 of the Cities and Towns Act and bringing the said municipality under the provisions of section 522 of the Cities and Towns Act.

Montreal, January 16th, 1961.

MARC BRIÈRE,

56431-4-4-o *Attorney for the Petitioners.*

Les Directeurs de Funérailles et Embaumeurs de la Province de Québec Inc. The Funeral Directors and Embalmers of the Province of Quebec Inc.

Avis est par les présentes donné que « Les Directeurs de Funérailles et Embaumeurs de la Province de Québec Inc. — The Funeral Directors and Embalmers of the Province of Quebec Inc. », demanderont à la Législature, au cours de la présente session, l'adoption d'une loi principalement pour grouper les Directeurs de Funérailles et Embaumeurs de la Province de Québec en une corporation régie par un Conseil d'Administration composé de dix membres, organiser, opérer et administrer un Collège des Embaumeurs à être connu sous les nom et raison sociale de « Collège des Embaumeurs de la Province de Québec », et émettre des diplômes, licences, permis ou autres certificats.

Québec, 24 janvier 1961.

Les Procureurs de la pétitionnaire,

56453-4-2-o GRAVEL, THOMSON & GRAVEL.

The Funeral Directors and Embalmers of the Province of Quebec Inc. Les Directeurs de Funérailles et Embaumeurs de la Province de Québec Inc.

Notice is hereby given by "Les Directeurs de Funérailles et Embaumeurs de la Province de Québec Inc. — The Funeral Directors and Embalmers of the Provicne of Quebec Inc.", that it will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act: mainly to group The Funeral Directors and Embalmers of the Province of Quebec in a corporation governed by an Administrative Council composed of ten members, to organize, operate and administer a College of Embalmers to be known under the name and style of "College of Embalmers of the Province of Quebec", to issue diplomas, licenses, permits or othercertificates.

Quebec, January 24th, 1961.

GRAVEL, THOMSON & GRAVEL,

56453-4-2-o *Attorneys for Petitioner.*

L'Équitable Compagnie d'Assurances Générales

Avis est par les présentes donné que « L'Équitable Compagnie d'Assurances Générales » s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa présente session, pour obtenir l'adoption d'une loi amendant sa charte, l'autorisant à effectuer des opérations d'assurance sur la vie et sur les personnes, étendant ses pouvoirs et pour autres fins.

Montréal, ce 18 janvier 1961.

« L'Équitable Compagnie d'Assurances, Générales »,

Par le Secrétaire,

56462-4-2-o J. J. MILORD.

The Equitable General Insurance Company

Notice is hereby given that "The Equitable General Insurance Company" will apply to the legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passation of an act amending its charter, authorizing it to transact insurance on life and on persons, enlarging its powers and for other purposes.

Montreal, January 18th, 1961.

"The Equitable General Insurance Company",

Per: J. J. MILORD,

56462-4-—o *Secretary.*

Cité de Saint-Michel

Avis public est par les présentes donné que la « cité de Saint-Michel », dans le comté de Bourget, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour obtenir

City of Saint-Michel

Notice is hereby given that the "city of Saint-Michel',, in the county of Bourget, will apply to the Legislature of the province of Quebec at its present session to request the adoption of an

l'adoption d'une loi aux fins d'autoriser la cité à modifier des résolutions d'emprunt adoptées pour son bénéfice par la Commission Métropolitaine de Montréal / ou la Corporation de Montréal Métropolitain; de rendre obligatoire pour les fins du vote aux élections municipales un système d'identification comportant une photo de la personne qui a droit de vote; de ratifier certains actes de vente et d'échange et pour d'autres fins.

Les Procureurs de la cité de Saint-Michel,
LONG & AQUIN.

56493-5-4-o

act to authorize the city to change some loan resolution adopted for its benefit by the Metropolitan Commission of Montreal / or the Montreal Metropolitan Corporation; to render compulsory for the purposes of voting at municipal elections a system of identification comprising a photograph of the person entitled to vote; to ratify certain deeds of sale and exchange and for other purposes.

LONG & AQUIN,
Attorneys for the city of Saint-Michel.

56493-5-4-o

Les Immeubles Dolgis Ltée

Avis est par les présentes donné que « Les Immeubles Dolgis Ltée » de la cité de St-Jérôme s'adressera à la Législature à sa présente session lui demandant l'adoption d'une loi déclarant bons et valables les titres de propriété d'un immeuble transmis par Hubert Murray et Dollard Lebeau et provenant de la succession de Dame Élodie Deschambault.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
56537-5-4 RIEL, VERMETTE & MARIN.

Les Immeubles Dolgis Ltée

Notice is hereby given that "Les Immeubles Dolgis Ltée" of the city of St-Jérôme will apply to the Legislature during its present session requesting the adoption of a law declaring good and valid the propriety deeds of an immoveable transmitted by Hubert Murray and Dollard Lebeau and the coming from the estate of Dame Élodie Deschambault.

RIEL, VERMETTE & MARIN,
56537-5-4-o *Attorneys for the petitioner.*

La Compagnie de Publication de La Presse, Limitée

Avis public est par les présentes donné que Dame Angélina Berthiaume, de la cité de Montréal, veuve de feu l'Honorable P. R. DuTremblay, en son vivant avocat, Membre du Sénat du Canada et du Conseil Législatif de la Province de Québec, s'adresse à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session régulière, pour demander l'adoption d'une loi aux fins de pourvoir au transfert de toutes les actions privilégiées et ordinaires de La Compagnie de Publication de La Presse, Limitée à Placements Ber-Dut, Ltée, compagnie dont toutes les actions sont la propriété de « La Fondation Berthiaume-DuTremblay », contre paiement de certaines sommes à la Fiducie Testamentaire et à la Fiducie Donation de feu l'Honorable Trefflé Berthiaume, et aux fins de pourvoir à la distribution desdites sommes et à la nomination d'une compagnie de fiducie pour remplacer les fiduciaires de la Fiducie Testamentaire et de la Fiducie Donation ci-dessus mentionnées.

Montréal, le 26 janvier 1961.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
56544-5-4-o GEOFFRION & PRUD'HOMME.

La Compagnie de Publication de La Presse, Limitée

Public notice is hereby given that Dame Angélina Berthiaume, of the city of Montreal, widow of the late Honourable P. R. DuTremblay, in his lifetime advocate, member of the Senate of Canada and of the Legislative Council of the Province of Quebec, is applying to the Quebec Legislature, at its present regular session, for an Act to provide for the transfer of all the preferred and common shares of La Compagnie de Publication de La Presse, Limitée to Placements Ber-Dut, Ltée, a company all the shares of which are owned by "La Fondation Berthiaume-DuTremblay", against payment of certain sums to the Testamentary Trust and to the Donation Trust of the late Honourable Trefflé Berthiaume, and to provide for the distribution of the said sums and to the appointment of a trust company to replace the trustees of the Testamentary Trust and of the Donation Trust hereinabove mentioned.

Montreal, January 26th, 1961.

GEOFFRION & PRUD'HOMME,
56544-5-4-o *Attorneys for Petitioner.*

Ventes pour taxes

Ville de Scotstown

Avis est public par le présent donné par le soussigné, Maurice Laliberté, secrétaire-trésorier de la ville de Scotstown, comté de Compton. que MARDI, le VINGT-HUIT FÉVRIER, 1961, à DIX heures de l'avant-midi, à la salle du conseil municipal de la ville de Scotstown. seront vendus à l'enchère publique les immeubles ci-après désignés pour non-paiement des taxes municipales, scolaires, frais et charges dûs sur chacun de ces immeubles, à moins que lesdites taxes, frais et charges ne soient payés avant la vente avec les frais encourus, savoir:

1. Madame Anna Boutin: « Le lot numéro un de la subdivision du lot originaire numéro

Sales for Taxes

Town of Scotstown

Public notice is hereby given by the undersigned, Maurice Laliberté, secretary-treasurer for the town of Scotstown, in the county of Compton, that on TUESDAY, the TWENTY-EIGHTH day of FEBRUARY, 1961, at TEN o'clock in the forenoon, in the municipal council room, in the town of Scotstown, the immoveables hereinafter designated shall be sold by public auction for non-payment of municipal and school taxes, costs and charges due on each of these immoveables, unless the said taxes, costs and charges shall have been paid, plus costs incurred before the sale to wit:

1. Mrs. Anna Boutin: "The lot number one of the subdivision of original lot number forty-

quarante-six, des plan et livre de renvoi officiels pour la ville de Scotstown, avec bâtisses dessus construites ».

2. Monsieur Ovide Goulet: « Le lot numéro deux cent soixante-cinq (265) des plan et livre de renvoi officiels pour la ville de Scotstown, avec bâtisses dessus construites.»

3. Monsieur Adrien Guillette: « Un terrain de forme irrégulière ayant front sur la rue Albert, dans la ville de Scotstown, connu et désigné sur le plan et dans le livre de renvoi officiel pour la ville de Scotstown, comme étant toute la partie du lot quarante-six (Ptie 46) comprise entre la rue Albert dudit plan, la ligne est du lot quarante-six-huit du cadastre de la ville de Scotstown, appartenant à Alfred Duval ou représentants, la ligne est de partie dudit lot quarante-six appartenant à Théodule Godin ou représentants la ligne de visision entre la ville de Scotstown et le canton de Lingwick, et la ligne du chemin de fer Canadien Pacific et contenant ce qu'il peut y avoir avec constructions et améliorations: borné au sud par la rue Albert, à l'ouest par la ligne ouest dudit lot 46-8 et la ligne est de la propriété de Théodule Godin ou représentants, au nord par la ligne de division entre la ville de Scotstown et le canton de Lingwick et à l'est par la ligne du chemin de fer du Canadien Pacific. À distraire de la partie du terrain plus haut décrit la partie dudit lot 46 vendue à Alfred Guillette par Samuel Labonne par acte de vente passé devant Me Émile Beaudoin, notaire le 7 janvier 1950 et enregistré à Cookshire sous le No 63,225; et à distraire également la partie dudit lot 46 vendue au Ministère de la Voirie par vente passé devant Pierre Beaudoin, notaire, le 22 novembre, 1954 et enregistré à Cookshire sous le No 68,351.

4. Irenée Roy: Partie du lot numéro cinquante et un (Ptie 51) du cadastre officiel pour la ville de Scotstown, mesurant ledit terrain quarante pieds de largeur en front et en arrière, du sud-ouest au nord-nord-ouest, sur soixante pieds de profondeur ou de longueur, de l'ouest à l'est, sans garantie de mesures précises, et borné ledit terrain au nord par le résidu dudit lot appartenant à Willie Prévost, à l'est par la propriété de Fernand Gilbert, au sud par la ligne entre les lots 51 et 46 du cadastre de la ville de Scotstown et à l'ouest par la propriété de Scott Bros représentants Michel Valcourt.

5. Lucien Duval: « Un morceau de terre étant une partie du lot numéro cinquante et un (Ptie 51) du cadastre de la ville de Scotstown, avec bâtisses dessus construites. Le terrain ci-vendu mesure une profondeur de soixante-six pieds entre ses lignes nord et sud et soixante pieds de largeur entre ses lignes est et ouest, le tout plus ou moins sans garantie de mesures précises et est bornée vers le nord par autre partie du même lot 51 appartenant à la Cie Guelph Cask Veneer & Plywood Company Limited ou représentants, à l'est, par une autre partie du même lot 51 loué à Fernand Gilbert, vers le sud par une ligne séparant ledit lot 51, le lot numéro 46 du même plan ou cadastre et à l'ouest par une autre partie du lot 51 appartenant à Scott Brothers ou représentants, le tout ensemble avec les droits de passage et servitudes attachées au terrain vendu pour servir en commun avec d'autres y pouvant être intéressés moins cette partie déjà vendue à M. Alcide Turcotte.

La vente des immeubles décrits dans le présent avis est faite sujette aux charges ou hypothèques pouvant affecter ledits immeubles.

six in the official plan and book of reference for the town of Scotstown, with buildings thereon constructed."

2. Mr. Ovide Goulet: "The lot number two hundred and sixty-five (265) in the official plan and book of reference for the town of Scotstown, with buildings thereon constructed."

3. Mr. Adrien Guillette: "A terrain irregular in shape, having frontage on Albert St., in the town of Scotstown, known and designaged in the official plan and book of reference for the town of Scotstown, as being the entire part of lot forty-six (P. 46) included between Albert St., in the said plan, and the eastern line of lot forty-six-eight in the cadaster of the town of Scotstown, belonging to Alfred Duval or representatives, the east line of the part of said lot forty-six belonging to Théodule Godin or representatives; the division line between the town of Scotstown and the township of Lingwick, and the line of the Canadian Pacific railroad and containing whatever there may be with constructions and improvements: bounded on the south by Albert St., on the west by the west line of said lot 46-8 and the east line of the property of Théodule Godin or representatives, on the north by the division line between the town of Scotstown and the township of Lingwick and on the east by the line of the Canadian Pacific railroad. To be withdrawn from the part of the land described above, the part of said lot 46 sold to Alfred Guillette by Samuel Labonne, by a Deed of Sale passed before Me Émile Beaudoin, notary, on January 7, 1950 and registered in Cookshire under the No. 63,225; and also to be withdrawn the part of said lot 46 sold to the Department of Roads by a sale passed before Pierre Beaudoin, notary, on November 22, 1954, and registered in Cookshire under the No. 68,351.

4. Irenée Roy: Part of lot number fifty-one (P. 51) in the official cadaster of the town of Scotstown, said lot of land measuring forty feet in width in front and back, from south-west to north-north-west, by sixty feet in depth or in length, from west to east, without any guarantee of exact measure, and said lot of land bounded on the north by the remainder of the said lot belonging to Willie Prevost, on the east by the property of Fernand Gilbert, on the south by the line between lots 51 and 46 in the cadaster of the town of Scotstown and on the west by the property of Scott Bros., representatives, Michel Valcourt.

5. Lucien Duval: "A parcel of land being a part of lot number fifty-one (P. 51) in the cadaster of the town of Scotstown, with buildings thereon constructed. The land herewith sold measures, in depth, sixty-six feet between its north and south lines, and sixty feet in width between its east and west lines, the whole more or less, without any guarantee of precise measure and is bounded on the north by an other part of the same lot 51 belonging to the "Cie Guelph Cask Veneer & Plywood Company Limited" or representatives, on the east by another part of same lot 51, rented to Fernand Gilbert, on the south by a line separating said lot 51 from lot number 46 in the same plan or cadaster and on the west by yet another part of lot 51 belonging to "Scott Brothers" or representatives, the whole together with the rights of way and servitudes attached to the land sold to serve in common with others which might be interested therein, less that part already sold to Mr. Alcide Turcotte.

The sale of the immoveables described in the present notice is made subject to charges and mortgages which may affect the said immoveables.

Le prix d'adjudication de chacun des immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera faite sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la loi de la commission municipale de Québec.

Donné à Scotstown, ce 11 janvier 1961.

(Sceau) *Le Secrétaire-trésorier,*
56387-4-2-o MAURICE LALIBERTÉ.

The adjudication price of each of the immoveables will be payable immediately.

The sale will be made subject to the right of withdrawal and to other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Scotstown, this 11th day of January, 1961.

(Seal) MAURICE LALIBERTÉ,
56387-4-2 *Secretary-Treasurer.*

Ville de Maniwaki

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité, que les immeubles ci-après mentionnés seront vendus par enchère publique, dans l'Hôtel de Ville, à la ville de Maniwaki, JEUDI, le NEUVIÈME jour de MARS mil neuf cent soixante et un, à DEUX heures p.m., pour taxes municipales et scolaires et autres redevances, sur les divers lots de terre plus bas désignés, à moins que lesdites taxes et redevances ne soient payées avec les frais avant la vente, savoir:

Town of Maniwaki

Public notice is hereby given by the undersigned, secretary-treasurer of the aforesaid municipality, that the immoveables hereinafter mentioned will be sold at public auction in the Town Hall, in the town of Maniwaki, on THURSDAY, the NINTH day of MARCH, one thousand nine hundred and sixty-one, at TWO o'clock in the afternoon, for municipal and school taxes and other dues, on the diverse lots of land designated below, unless the said taxes and dues be paid with the costs before the sale, to wit:

Noms — Names	Lots — Lots	Rang — Range	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Barbe, Gilbert	P. 33-33 — 33-34	F.R.G.	$ 65.47	$ 30.05	$ 95.52
Les lots de terre portant les numéros trente-trois-trente-quatre et trente-trois-trente-trois (33-34 et 33-33) dans le rang de front à la rivière Gatineau, dans le canton de Maniwaki, moins dudit lot numéro trente-trois trente-trois la partie de ce lot appartenant à Lionel Fournier suivant acte enregistré à Gatineau sous le numéro 32906 et moins dudit lot trente-trois trente-trois la partie de ce lot occupée par ledit Lionel Fournier et mesurant vingt-deux pieds sur tous ses côtés et borné comme suit: vers le nord par le résidu dudit lot, vers le sud par partie de la propriété décrite dans ledit acte enregistré sous 32906, vers l'est par le résidu dudit lot 33-33 et vers l'ouest par la 2ième rue Scott ou lot No 33-25. Le tout avec bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances et avec toutes les servitudes actives et passives apparentes ou occultes attachées audit immeuble.					
Beauséjour, Léo	1-21	F.R.D.	72.09	48.63	120.72
Le lot de terre portant le numéro 1-21 dans le rang front à la rivière Désert dans le canton de Maniwaki avec bâtisses dessus érigées.					
Brunet, Jean-Marc, succ.-est. Alfred Girard, Léonard Brunet	P. 35-137	F.R.G.	79.22	49.57	128.79
Partie du lot 35-137, rang front rivière Gatineau, mesurant trente-trois (33) pieds de largeur en front sur la rue Sainte-Marie, la même chose à l'arrière, par une profondeur de cent (100) pieds ou la profondeur du lot et borné comme suit: En front vers l'est par la rue Sainte-Marie, à l'arrière vers l'ouest par partie du lot 35-148, d'un côté vers le nord par partie dudit lot 35-137 la propriété d'Henri Poirier, et vers le sud par le lot 35-136 propriété de Donat Beaudoin. Avec bâtisses.					
Cyr, Gérard	34-152-3-9	F.R.G.	147.74	148.80	296.54
Le lot de terre portant le numéro 34-152-3-9 dans le rang front à la rivière Gatineau, canton de Maniwaki, avec bâtisses dessus érigées.					
Duquette, Noé	P. 1-98, 1-99, 1-101	F.R.D.	43.37	19.50	62.87
La moitié sud des lots de terre portant les numéros un-quatre-vingt-dix-huit et un-cent-un tous deux dans le rang front à la rivière Désert dans le canton de Maniwaki, avec bâtisses dessus érigées circonstances et dépendances. Une partie du lot de terre portant le numéro un-quatre-vingt-dix-neuf dans le rang front à la rivière Désert dans le canton de Maniwaki laquelle partie de terrain mesurant soixante-dix pieds de largeur par soixante-six pieds de profondeur et est borné comme suit, savoir: vers le nord par partie du lot 1-98 appart tenant à l'acquéreur, vers le sud par le résidu dudit lot 1-99 restant la propriété de Dame Olivier Lafleur					

The lots of land bearing the numbers thirty-three-thirty-four and thirty-three-thirty-three (33-34 and 33-33) on the range in front of the Gatineau river, in the township of Maniwaki, the said lot number thirty-three thirty-three less the part of this lot belonging to Lionel Fournier according to the deed registered at Gatineau under the number 32906 and said lot thirty-three thirty-three less the part of this lot occupied by the said Lionel Fournier and measuring twenty-two feet on all its sides and bounded as follows: on the north by the remainder of the said lot, on the south by the part of the property described in the said deed registered under 32906, on the east by the remainder of said lot 33-33 and on the west by the 2nd Scott St., or lot No. 33-25. The whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies and with all the servitudes, active and passive, apparent or unapparent attached to said immoveable.

The lot of land bearing the number 1-21 on the range having frontage on the Désert river in the township of Maniwaki with buildings thereon erected.

Part of lot 35-137, on the range having frontage on the Gatineau river, measuring thirty-three (33) feet in width in front on Sainte-Marie St., the same in the back, by a depth of one hundred (100) feet or the depth of the lot and bounded as follows: In front on the east by Sainte-Marie St., in the back on the west by a part of lot 35-148, on one side on the north by a part of said lot 35-137, the property of Henri Poirier, and on the south by the lot 35-136 which is the property of Donat Beaudoin. With buildings.

The lot of land bearing the number 34-152-3-9 on the range having frontage on Gatineau river, township of Maniwaki, with buildings thereon erected.

The south half of the lots of land bearing the numbers one-ninety-eight and one-one hundred and one both on the range having frontage on the Désert river in the township of Maniwaki, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

A part of the lot of land bearing the number one-ninety-nine on the range having frontage on the Désert river in the township of Maniwaki which part of land measures sixty-six in width by sixty-six feet in depth and is bounded as follows, to wit: on the north by a part of lot 1-98 belonging to the purchaser, on the south by the remainder of lot 1-99 remaining the property of Dame Olivier Lafleur or heirs, on the

ou successeurs, vers l'est par le lot numéro 1-100 et vers l'ouest par partie du lot numéro 1-95 et par partie du lot 1-94.

east by the lot number 1-100 and on the west by a part of lot number 1-95 and by a part of lot 1-94.

Noms — Names	Lots — Lots	Rang — Range	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Lapratte, Aris	Maison seulement-House only sur-on lot 1-21	F.R.D.	$72.24	$12.25	$84.49
Maison seulement sur lot No 1-21 rang front à la rivière Désert, canton de Maniwaki.		The house only on lot No. 1-21 on the range having frontage on Désert river, township of Maniwaki.			
Lévesque, Lorenzo	P. 33-4	F.R.G.	35.57	39.25	74.82
Le lot de terre portant le numéro trente-trois-quatre (33-4) dans le rang front à la rivière Gatineau dans le canton de Maniwaki avec bâtisses, moins de ce lot la partie de ce lot appartenant à Albert St-Amour, fils d'Edmond, suivant acte enregistré à Gatineau sous le numéro 22637.		The lot of land bearing the number thirty-three-four (33-4) on the range having frontage on the Gatineau river in the township of Maniwaki with buildings, this lot less the part of said lot belonging to Albert St-Amour, son of Edmond, according to the deed registered at Gatineau under number 22637.			
Rollin, Fernand	P. 3-27	F.R.D.		93.03	93.03
Une partie du lot de terre portant le numéro trois vingt-sept (P. 3-27) dans le rang front à la rivière Désert dans le canton de Maniwaki, laquelle partie mesure quarante-trois pieds de front sur une rue projetée, quarante-trois pieds à l'arrière par une profondeur de soixante-sept pieds et est borné comme suit, vers le nord par la propriété de Laurent Gravel, vers l'est par une rue projetée (partie dudit lot 3-27) vers le sud par la propriété de Vital Langevin ou représentants et vers l'ouest par le résidu ou partie dudit lot 3-27 appartenant à Pierre Lefebvre. Avec bâtisses.		A part of the lot of land bearing number three-twenty-seven (P. 3-27) on the range having frontage on the Désert river in the township of Maniwaki, which part measures forty-three feet in front on a projected street, forty-three feet in back by a depth of sixty-seven feet and is bounded as follows: on the north by the property of Laurent Gravel, on the east by a projected street (part of said lot 3-27), on the south by the property of Vital Langevin or representatives and on the west by the remainder or part of said lot 3-27 belonging to Pierre Lefebvre. With buildings.			
St-Amour, Gérard	34-152-3-13	F.R.G.	172.61	121.61	294.22
Le lot de terre portant le numéro 34-152-3-13 dans le rang front à la rivière Gatineau. Avec bâtisses.		The lot of land bearing number 34-152-3-13 on the range having frontage on the Gatineau river. With buildings.			
Kay Ste-Thérèse Inc.	33-6	F.R.G.	$194.06	$46.55	$240.61
Le lot de terre portant le numéro trente-trois-six (33-6) dans le rang front à la rivière Gatineau, canton de Maniwaki. Avec bâtisses.		The lot of land bearing number thirty-three-six (33-6) on the range having frontage on the Gatineau river, township of Maniwaki. With buildings.			
Turpin, Maurice dit-said Lapratte	P. 1-24	F.R.D.	51.89	44.62	96.51
Une partie du lot de terre portant le numéro un-vingt-quatre (Ptie 1-24) dans le rang front à la rivière Désert, dans le canton de Maniwaki, laquelle partie de terrain mesure trente-trois pieds de largeur ou la moitié de la largeur dudit lot par une profondeur de cent soixante-cinq pieds ou la profondeur du lot et borné comme suit, savoir: en front, vers le sud, par la rue Koko, vers le nord par partie du lot 1-31, vers l'est par le lot numéro 1-25 et vers l'ouest par le résidu dudit lot 1-24. Avec bâtisses.		A part of the lot of land bearing the number one-twenty-four (P. 1-24) on the range having frontage on the Désert river, in the township of Maniwaki, which part of land measures thirty-three feet in width or half of the width of said lot by a depth of one hundred and sixty-five feet or the depth of the lot and bounded as follows, to wit: in front, on the south by Koko St., on the north by a part of lot 1-31, on the east by the lot number 1-25 and on the west by the remainder of said lot 1-24. With buildings.			
St-Jacques, Léopold, Beaudoin, Louis-René, Beaudoin, Robert	P. 4-84	F.R.D.		50.49	50.49
« Un endroit possédé étant une partie du lot quatre-quatre-vingt-quatre (4-84) dans le rang front à la rivière Désert, dans le canton de Maniwaki, contenant soixante pieds à l'avant et sur le chemin public appelé rue Logue, soixante-six pieds à l'arrière, sur un côté vers le sud, cent six pieds et sur l'autre côté, vers le nord, aussi cent six pieds, et ainsi borné: En avant, à l'est, par ladite rue Logue, en profondeur et sur un côté au nord, par la balance dudit lot, et sur l'autre côté, vers le sud, par un autre endroit possédé faisant aussi partie dudit lot numéro quatre-quatre-vingt-quatre. Avec les bâtisses. »		"A sitting place being a part of lot number four-eighty-four (4-84) in the river Désert front range in the township of Maniwaki containing sixty feet at the front and on the public road called Logue Street, sixty-six feet at the depth, on one side towards the south one hundred and six feet and on the other side towards the north, also one hundred and six feet, and so bound: On the front at the east by the said Logue Street, in depth and on one side on the north by the remainder of said lot, and on the other side towards the south by another sitting place also part of said lot number four-eighty-four. With buildings."			

Donné à Maniwaki, ce dix-huitième jour de janvier mil neuf cent soixante et un.

Le Secrétaire-trésorier,
LÉO PAUL GRONDIN.

56421-4-2-o

Given at Maniwaki, this eighteenth day of January, one thousand nine hundred and sixty-one.

LÉO PAUL GRONDIN,
Secretary-Treasurer.

56421-4-2

Cité de Dorval

Avis public est par le présent donné par le soussigné, Armand DelTorchio, greffier de la cité de Dorval, que les propriétés ci-dessous décrites

City of Dorval

Public notice is hereby given by the undersigned, Armand DelTorchio, city clerk of the city of Dorval, that the properties hereinafter

seront vendues à l'enchère publique à la salle municipale, No 40 Avenue Martin à Dorval, LUNDI, le VINGT-SEPTIÈME jour du mois de FÉVRIER, mil neuf cent soixante et un (1961) à DIX heures de l'avant-midi pour satisfaire au paiement des taxes municipales, spéciales, scolaires et autres, avec intérêts, mentionnées dans l'état ci-dessous, ainsi que les frais subséquents encourus à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

described will be sold by Public Auction at the Municipal Hall, No. 40 Martin Avenue at Dorval, MONDAY, the TWENTY-SEVENTH day of the month of FEBRUARY, nineteen hundred and sixty-one (1961) at TEN o'clock in the forenoon, for the payment of municipal, special, school and other taxes, with interest, as mentioned in the hereinunder statement, and costs which shall subsequently be incurred, unless said taxes, interests and costs shall be paid before the sale.

Cadastre paroisse de Lachine — Cadastre of the parish of Lachine

No d'ordre — Order No.	Noms — Names	Cad.	Subd.	Taxes totales et intérêts — Total taxes plus interests
1	Legault, Laurent	2	280	
		3	261	$147.25
2	Gunn, Gilbert Geo	2	343	434.63
3	Brault, Henri L	3	119	209.24
4	R. & P. Construction Ltd	4		176.73
P. étant une lisière de terrain ayant front sur l'Avenue Herron et mesurant 240.15′ pieds dans la ligne nord, 232′ pieds dans la ligne sud, 149′ pieds dans la ligne est et 210′ pieds dans la ligne ouest et formant une superficie de 41,766′ pieds carrés, plus ou moins.		P., being a piece of land fronting on Herron Avenue and measuring 240.15′ feet in the north line, 232′ feet in the south line, 149′ feet in the east line and 210′ feet in the west line and forming an area of 41,766′ square feet, more of less.		
5	Larouche, Éphrem	4	17-18-19-P.20, P. 21	205.27
17-18-19-P. 20, P. 21, étant une lisière de terrain de forme irrégulière ayant front sur l'Avenue Cardinal et mesurant 77.4′ pieds dans la ligne sud, 168.5′ pieds dans la ligne ouest et 149.1′ pieds dans la ligne est et formant une superficie de 14,410 pieds carrés, plus ou moins.		17-18-19-P. 20, P. 21, being a piece of land of irregular form fronting on Cardinal Avenue, and measuring 77.4′ feet in the south line, 168.5′ feet in the west line and 149.1′ feet in the east line, and forming an area of 14,410 square feet, more or less.		
6	Larouche, Éphrem	4	22	9.70
7	Larouche, Éphrem	4	23	9.70
8	Marvinda Corporation	4	P. 114	25.73
P. 114, étant une lisière de terrain ayant front sur l'Avenue Chanteclerc, et mesurant 7′ pieds dans les lignes sud et nord, et 107′ pieds dans les lignes est et ouest, et formant une superficie de 749′ pieds carrés.		P. 114, being a piece of land fronting on Chanteclerc Avenue, and measuring 7′ feet in the south and north lines, and 107′ feet in the east and west lines, and forming an area of 749′ square feet.		
9	Poulin, E. *et al*	10	480	146.82
10	Poulin, E. *et al*	10	481	146.82
11	Poulin, E. *et al*	10	482	146.82
12	Poulin, E. *et al*	10	483	146.82
13	Poulin, E. *et al*	10	484	146.82
14	Poulin, E. *et al*	10	485	146.82
15	Poulin, E. *et al*	10	486	146.83
16	Poulin, E. *et al*	10	487	146.83
17	Poulin, E. *et al*	10	488	146.83
18	Poulin, E. *et al*	10	489	146.83
19	Poulin, E. *et al*	10	491	375.36
20	Pine Beach Development Co. Ltd	11	270	82.61
21	Pine Beach Development Co. Ltd	11	277	69.77
22	Pine Beach Development Co. Ltd	11	286	69.82
23	Pine Beach Development Co. Ltd	11	295	69.77
24	Pine Beach Development Co. Ltd	11	304	69.81
25	Pine Beach Development Co. Ltd	11	313	69.77
26	Pine Beach Development Co. Ltd	11	322	69.80
27	Pine Beach Development Co. Ltd	11	331	69.74
28	Pine Beach Development Co. Ltd	11	340	33.90
29	Pine Beach Development Co. Ltd	11	358	69.78
30	Pine Beach Development Co. Ltd	11	367	69.80
31	Pine Beach Development Co. Ltd	11	376	69.79
32	Pine Beach Development Co. Ltd	11	385	69.78
33	Pine Beach Development Co. Ltd	11	394	69.79
34	Pine Beach Development Co. Ltd	11	403	69.78
35	Pine Beach Development Co. Ltd	11	412	61.27
36	Pine Beach Development Co. Ltd	11	421	61.28
37	Pine Beach Development Co. Ltd	11	430	61.27
38	Pine Beach Development Co. Ltd	11	439	61.28
39	Pine Beach Development Co. Ltd	11	448	25.27
40	Pine Beach Development Co. Ltd	11	466	61.26
41	Pine Beach Development Co. Ltd	11	475	61.28
42	Pine Beach Development Co. Ltd	11	484	61.27
43	Pine Beach Development Co. Ltd	11	493	60.94
44	Pine Beach Development Co. Ltd	11	502	61.27
45	Pine Beach Development Co. Ltd	11	511	60.88
46	Pine Beach Development Co. Ltd	11	664	18.67
47	Pine Beach Development Co. Ltd	11	665	23.77
48	Pine Beach Development Co. Ltd	11	666	18.67
49	Pine Beach Development Co. Ltd	11	667	23.77
50	Pine Beach Development Co. Ltd	11	668	18.67
51	Pine Beach Development Co. Ltd	11	669	23.77

Cadastre paroisse de Lachine (*suite*) — Cadastre of the parish of Lachine (*continued*)

No d'ordre — Order No.	Noms — Names	Cad.	Subd.	Taxes totales et intérêts — Total taxes plus interests
52	Pine Beach Development Co. Ltd	11	670	$ 18.67
53	Pine Beach Development Co. Ltd	11	671	18.67
54	Pine Beach Development Co. Ltd	11	672	24.63
55	Pine Beach Development Co. Ltd	11	673	18.67
56	Pine Beach Development Co. Ltd	11	674	24.63
57	Pine Beach Development Co. Ltd	11	675	19.53
58	Pine Beach Development Co. Ltd	11	676	24.63
59	Pine Beach Development Co. Ltd	11	677	12.73
60	Pine Beach Development Co. Ltd	11	678	16.14
61	Pine Beach Development Co. Ltd	11	679	12.73
62	Pine Beach Development Co. Ltd	11	680	12.73
63	Pine Beach Development Co. Ltd	11	681	15.28
64	Pine Beach Development Co. Ltd	11	682	12.73
65	Pine Beach Development Co. Ltd	11	683	15.28
66	Pine Beach Development Co. Ltd	11	684	12.73
67	Pine Beach Development Co. Ltd	11	685	15.33
68	Burger, Mlle-Miss Teresa	16		103.63

P., étant une lisière de terrain de forme irrégulière ayant front sur le Chemin Bord du Lac, mesurant 29.4′ pieds dans la ligne sud, 22.7′ pieds dans la ligne nord et 106.57′ pieds dans la ligne ouest, et ayant une superficie de 2,816′ pieds carrés, plus ou moins.

P., being a piece of land of irregular form fronting on Lakeshore Drive, measuring 29.4′ feet in the south line, 22.7′ feet in the north line and 106.57′ feet in the west line, and having an area of 2,816′ square feet, more or less.

69	Duval, Georges-Henri	16	43	246.55
70	Duval, Georges-Henri	16	137	119.38
71	Quirouette, Sylvio	867	156-157	852.58
72	Billette, Mme P	874, 875		845.74

P., étant une lisière de terrain de forme irrégulière, ayant front sur le Chemin Bord du Lac, et mesurant 48′ pieds dans la ligne sud, 41′ pieds dans la ligne nord, 297′ pieds dans la ligne est et 280′ pieds dans la ligne ouest, et formant une superficie de 13,792′ pieds carrés, plus ou moins.

P., being a piece of land of irregular form fronting on Lakeshore Drive, and measuring 48′ feet in the south line, 41′ feet in the north line, 297′ feet in the east line and 280′ feet in the west line, and forming an area of 13,792′ square feet, more or less.

73	Meloche, Succ.-Est. Jean-Baptiste, F. Alphonse et-Marie-Antoine	1044		4.62
74	Meloche, Succ.-Est. Jean-Baptiste, F. Alphonse et-and Marie-Antoine	1045		43.93

Cadastre paroisse de Pointe-Claire — Cadastre of the parish of Pointe-Claire

75	Milton Kreitzman in Trust	83		$772.45

P., étant une lisière de terrain ayant front sur le Chemin Saint-Rémi, et formant une superficie de 98.28 arpents carrés, plus ou moins.

P., being a piece of land fronting on Saint-Remi Road and forming an area of 98.28′ square arpents, more or less.

Cadastre paroisse de Saint-Laurent — Cadastre of the parish of Saint-Laurent

76	Lafontaine, Mme-Mrs. N	526	41	$ 7.25
77	Lafontaine, Mme-Mrs. N	526	42	7.25
78	Rollin, C	526	43	7.25
79	Leblanc, A	526	139	10.54
80	Rioux, Daniel	526	140	10.54
81	Bourbonnière, Succ.-Est. D	526	141	10.54
82	Vranchk, J	526	142	10.54
83	Desjardins, Succ.-Est. A	526	143	10.54
84	Canada Land & Co	526	144	10.54
85	Coudry, Succ.-Est. A	526	145	10.54
86	Lamoureux, S	526	146	10.55
87	Lamoureux, S	526	147	10.55
88	Bondy, Mlle-Miss Julia	526	159	7.87
89	Meunier, Camille	526	170	7.87
90	Meunier, Camille	526	171	7.88
91	Godier, E	526	181	7.88
92	Godier, E	526	182	7.88
93	Godier, E	526	183	7.88
94	Godier, E	526	184	7.87
95	Deslongchamps-Allard, Mme-Mrs. R	526	185	7.88
96	Deslongchamps-Allard, Mme-Mrs. R	526	186	7.88
97	Deslongchamps-Allard, Mme-Mrs. R	526	187	7.88
98	Brown, Arthur	526	188	7.88
99	Brown, Arthur	526	189	7.88
100	Brown, Arthur	526	190	7.88
101	Brown, Arthur	526	191	7.88
102	Brown, Arthur	526	192	7.88
103	Brosseau, T	526	194	8.82
104	Brosseau, T	526	195	8.83
105	Sirois, Mme-Mrs. J	526	335	5.58
106	Sirois, Mme-Mrs. J	526	336	5.58
107	Sirois, Mme-Mrs. J	526	337	5.59
108	Sirois, Mme-Mrs. J	526	338	5.59

Les immeubles susdits sont tous des cadastres des paroisses de Lachine, Pointe-Claire et Saint-Laurent et situés dans la cité de Dorval.

Donné en la cité de Dorval, ce trentième jour du mois de janvier, mil neuf cent soixante et un (1961).

Le Greffier,
ARMAND DELTORCHIO.

56506-5-2-o

The above immovables are all on the plan and in the book of reference of the parishes of Lachine, Pointe Claire and Saint-Laurent and situated in the city of Dorval.

Given at Dorval, this thirtieth day of the month of January, nineteen hundred and sixty-one (1961).

ARMAND DELTORCHIO,
City Clerk.

56506-5-2-o

Municipalité du comté du Lac Saint-Jean-Est

Avis public est par les présentes donné, que conformément aux dispositions du Code municipal de la Province de Québec, et au règlement numéro soixante de ce conseil de comté, adopté le 10 septembre 1947, et approuvé par l'Honorable Ministre des Affaires Municipales, les propriétés ci-dessous décrites, seront vendues pour taxes, à l'Hôtel de ville d'Alma (Salle du conseil) MERCREDI le VINGT-SIXIÈME jour d'AVRIL 1961, à DIX heures de l'avant-midi.

Cette vente comprendra les bâtiments érigés sur les terrains mis en vente s'il en existe alors:

Municipality of the county of Lake Saint-John-East

Public notice is hereby given that according to the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, and by-law number sixty of this County Council, adopted on September 10, 1947, and approved by the Honourable the Minister of Municipal Affairs, the properties below described shall be sold for taxes at the Town Hall of Alma (Council Hall) WEDNESDAY, the TWENTY-SIXTH day of APRIL, 1961, at TEN o'clock in the forenoon.

This sale will take in the buildings erected on the lots of land put up for sale should any still exist at the time:

Vendu contre — Sold against	Lot	Rang — Range	Canton — Township	Taxes mun. — Mun. taxes	Taxes scol. — School taxes	Taxe d'église et aqueduc — Church and aqueduct taxes
Henri Gaudreault (1)	P. 16A	1	Taillon		$16.50	
Gustave Larouche (2)	16-C-16-D, 16-E-16-F	2	Taillon		86.50	
Dr Bruno Allary (3)	23-6	2	Taillon		56.35	
Adélard Potvin (4)	P. S. 4	A	Taillon		24.10	
Joseph Georges Marcoux (5)	P. S. 26	2	Taillon			
Joseph Turcotte (6)	25A, 25B	3	Signal			
	25b	4	Signal			
	½ O.-W. 25	5	Signal		341.07	
Ernest Côté "W" (7)	P. 5D	10	Signal		119.90	
Doria Côté (8)	18b, 19a, 19c	10	Signal		11.90	
Philippe Boily	18A	10	Signal		23.40	
Albert Bergeron (9)	½ N. 16	10	Signal		182.01	
Georges Audet (10)	P. 4b	10	Signal		73.60	
Joseph Belleau (11)	P 31, 32A	6	Taillon	$22.05	53.13	
Émile Duperré (12)	39	5	Taillon	9.45	22.77	
Mme-Mrs Eugène Fortin (13)	19	7	Taillon	9.45	22.77	
Jean Marie Cloutier (14)	20-21	9	Taillon	52.06	112.12	
Armand Gaudreault (15)	10	12	Taillon	6.30	11.50	
Armand Thibault	P. 21	12	Taillon	0.00	7.59	
Paul-Émile Brisson (16)	P. 19	9	Taillon		54.95	
Joseph Lachance (17)	P. 25A	7	Taillon	33.34	77.65	$63.00
Stanislas Larouche	P. 25A	7	Taillon	19.00	70.00	59.36
Roger Blanchette (18)	34A, 60	6	Taillon	98.40	261.30	
Philippe Fortin	P. 25A	7	Taillon	5.12	21.19	
Thomas Tremblay (19)	13	7	Taillon	17.00	94.67	
Yvon Bouchard (20)	32-127	4	Labarre	7.10	18.20	
Patrick Côté (21)	32-198	4	Labarre	2.60	6.00	
Abel Dufour	P. 12A	8	Signal	243.04	136.45	
Roger Morrissette (22)	P. 16	Saguenay	Labarre	5.65	21.47	
Aimé Morrissette (22)	P. 16	Saguenay	Labarre	5.45	19.53	
Giovanni Summa (23)	P. 12A	8	Signal	22.80	46.60	
Jean Lessard (24)	P. N.O.-W. 37	4	Labarre	170.65	68.40	
Projet Riviera (25)	32-P. ½ S. 33	4	Labarre	234.70	62.05	

(1) Un terrain sis et situé en la paroisse de Saint-Henri de Taillon, mesurant cent pieds de tous les côtés et borné comme suit: — au nord, au chemin entre les rangs un et deux; à l'ouest et au sud au terrain de M. Armand Hudon et à l'est au terrain d'Ernest Lefebvre soit le lot numéro seize-D, le tout faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro seize-A (Ptie No 16A) aux plan et livre de renvoi officiels pour le premier rang du canton de Taillon, le tout avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes.

(2) Un terrain-emplacement, sis et situé à Saint-Henri de Taillon, étant et comprenant les lots numéros seize-C seize-D, seize-E et seize-F (Nos 16-C, 16-D, 16-E et 16-F) aux plan et livre de renvoi officiels pour

(1) A lot situated in the parish of Saint-Henri de Taillon, measuring one hundred feet on all sides and bounded as follows: on the north, by the road between ranges one and two; on the west and on the south by the land of Mr. Armand Hudon and on the east by the land of Ernest Lefebvre, that is lot number sixteen-D, the whole forming part of the lot of land known and designated under number sixteen-A (Pt. No. 16A) on the official plan and in the book of reference for the first range of the township of Taillon, the whole with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. With all the active and passive, apparent and unapparent servitudes.

(2) An emplacement lot, situated at Saint-Henri de Taillon, being and comprising lots numbers sixteen-C, sixteen-D, sixteen-E and sixteen-F (Nos 16-C, 16-D, 16-E and 16-F) on the official plan and in the book of

le deuxième rang du canton Taillon. Avec bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

(3) Le lot numéro vingt-trois-six (No 23-6), du rang deux (R. 2), au cadastre officiel du canton Taillon, ce lot étant une subdivision du lot originaire numéro vingt-trois (No 23), desdits rang et canton.

Sauf à distraire la servitude concédée à la Compagnie Électrique du Saguenay.

(4) Un chalet construit sur la partie sud du lot No 4, rang A, canton Taillon. Le terrain appartenant à la Fabrique de Saint-Coeur de Marie.

(5) Un chalet construit sur la partie sud du lot No 26, du rang 2, canton Taillon. Le terrain appartenant à la Compagnie Alluminum.

(6) *a*) Les lots de terre connus et désignés sous les Nos 25-A et 25-B rang 3 du cadastre officiel du canton Signaï, sauf à en distraire la partie appartenant à Rodolphe Tremblay suivant acte enrégistré sous le No 22646.

b) Le lot numéro 25-B du cadastre officiel pour le quatrième rang du canton Signaï.

c) La juste demie ouest du lot No 25, du cadastre officiel pour le cinquième rang du canton de Signaï, bornée à l'est à la demie est du même lot appartenant à Rodolphe Tremblay, à l'ouest au lot No 26 appartenant à Albert Minier ou représentants, au nord à la ligne de division des rangs 5 et 6 du canton Signaï et au sud à la ligne de division des rangs 4 et 5 dudit canton Signaï.

Sauf à distraire des immeubles ci-dessus, les terrains vendus et servitudes concédés suivant titre enregistré.

(7) Un terrain ou emplacement situé au village de Saint-Gédéon, mesurant environ cent pieds (100′) de profondeur, faisant partie du lot numéro cinq-D (5-D) du rang dix (10) au cadastre officiel du canton Signaï, avec les bâtisses y érigées, lequel terrain est borné: — en front à l'ouest au chemin public, en arrière vers l'est et le sud-est à la ligne du chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean, joignant au sud au lot No 5-D, et au nord au reste du lot 5-D dont il fait partie.

(8) La partie ouest des lots de terre connue et désignée sous les Nos dix-huit-B, dix-neuf-A, dix-neuf-C (Nos. P. Ouest 18-B, 19-A et 19-C) du dixième rang (10) du cadastre du canton Signaï, contenue dans les limites suivantes, savoir: — vers l'ouest du Lac Saint-Jean, vers l'est au chemin public, joignant au sud à la terre de Jean Baptiste Boily et au nord à Cyrénus Murray.

Sauf à distraire desdits immeubles tous les terrains vendus et les serviteuds concédées suivant titre enrégistré.

(9) Une terre sise et située en la paroisse de Saint-Gédéon dans le comté du Lac Saint-Jean, étant et comprenant la juste moitié nord du lot de terre connu et désigné sous le No seize (½ nord 16) du dixième rang (10) du cadastre officiel du canton Signaï, de la contenance de quatre-vingt-dix acres (90) en superficie plus ou moins, bornée comme suit: — au nord au terrain de Gilbert Girard, vers l'est aux terres du cinquième rang, vers le sud au terrain de Arthur Bergeron et vers l'ouest au Lac Saint-Jean, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Sauf à distraire les terrains vendus et les servitudes concédées suivant titre enrégistré.

(10) Un emplacement situé dans le village de Saint-Gédéon de la contenance d'environ vingt-cinq perches en superficie (25) faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro quatre-B (No Ptié 4-B) du cadastre pour le rang dix (10) pour le canton Signaï, tel que clôturé de toutes parts, avec la maison et le hangar et étable dessus construits. Le dit emplacement borné comme suit: — en front vers l'ouest au chemin public, en arrière vers l'est au terrain de Didyme Tremblay, représentants Joseph Fortin, joignant au nord l'emplacement de Jean-Baptiste Potvin représentants Welley Doré et au sud l'emplacement de Evague Tremblay, représentants Jules Bérubé.

Sauf à distraire si nécessaire les terrains vendus et les servitudes concédées suivant titre enrégistré

(11) Un terrain de figure irrégulière d'une superficie de cinq acres environ et compris dans les bornées suivantes; — au nord au chemin public, ainsi qu'à l'ouest, à l'est à la rivière Noire et au sud à la source qui s'y trouve, le tout faisant partie du lot trente et un et trente-deux-A (Lots. 31 et 32-A) aux plan et livre de renvoi officiels pour le sixième rang du canton Taillon.

Sauf à distraire les servitudes concédées suivant titre enrégistré.

(12) Le lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Taillon sous le numéro trente-neuf (No 39) du rang cinq (5) dudit canton.

Sauf à distraire les terrains vendus suivant titre enrégistré.

reference for the second range of the township of Taillon. With buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

(3) Lot number twenty-three-six (No. 23-6), of range two (R. 2), on the official cadaster of the township of Taillon, this lot being a subdivision of original lot number twenty-three (No. 23), on the said ranges and township.

Save to withdraw the servitude ceded to the Saguenay Electric Company.

(4) A cottage erected on the south part of lot No. 4, range A, township Taillon. The land belonging to the Fabrique of Saint-Cœur de Marie.

(5) A cottage erected on the south part of lot No. 26, of range 2, township of Taillon. The land belonging to the Aluminium Company.

(6) *a*) Lots of land known and designated under numbers 25-A and 25-B range 3 of the official cadaster of the township of Signaï, save to withdraw the part belonging to Rodolphe Tremblay, according to registered deed under No. 22646.

b) Lot number 25-B of the official cadaster for the fourth range of the township of Signaï.

c) The exact west/half No. 25, of the official cadaster for the fifth range of the township of Signaï, bounded on the east by the east/half of the same lot belonging to Rodolphe Tremblay, on the west by lot No. 26 belonging to Albert Minier or representatives, on the north, by the dividing line of ranges 5 and 6 of the township of Signaï and on the south by the dividing line of ranges 4 and 5 of the said township of Signaï.

Save to withdraw from the above immoveables, the lots of land sold and servitudes ceded according to registered title.

(7) A lot or emplacement situated in the village of Saint-Gédéon, measuring about one hundred feet (100′) in depth, forming part of lot number five-D (5-D) of range ten (10) on the official cadaster of the township of Signaï, with the buildings thereon erected, which land is bounded: in front on the west by the public road, in rear on the east and on the southeast by the line of the Quebec and Lake St. John Railroad, joining on the south lot No. 5-D and on the north by the remainder of lot 5-D of which it forms part.

(8) The west part of lots of land known and designated under numbers eighteen-B, nineteen-A, nineteen-C, (Nos. Pt. West 18-B, 19-A, and 19-C) of the tenth range (10) of the cadaster of the township Signaï, contained within the following limits, to wit: on the west by Lake St. John, on the east, by the public road, joining on the south the land of Jean-Baptiste Boily and on the north, by Cyrénus Murray.

Save to withdraw from the said immoveables all the lots sold and the servitudes ceded according to registered title.

(9) A farm situated in the parish of Saint-Gédéon in the county of Lake St. John, being and comprising the exact north/half of lot of land known and designated under No. sixteen (½ north 16) of the tenth range (10) of the official cadaster of the township Signaï, containing ninety (90) acres in area more or less, bounded as follows: on the north, by the land of Gilbert Girard, on the east, by the farms of the fifth range, on the south by the land of Arthur Bergeron and on the west, by Lake St. John, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Save to withdraw the lots of land sold and the servitudes ceded according to registered title.

(10) An emplacement situated in the village of Saint-Gédéon containing about twenty-five rods in area (25) forming part of lot of land known and designated under number four-B (No. Pt. 4-B) of the cadaster for range ten (10) for the township of Signaï, as fenced-in on all parts, with the house and the shed and stable thereon erected. The said emplacement bounded as follows: in front on the west, by the public road, in rear on the east by the land of Didyme Tremblay, representatives Joseph Fortin, joining on the north the emplacement of Jean-Baptiste Potvin, representatives Welley Doré and on the south, the emplacement of Evague Tremblay, representatives Jules Bérubé.

Save to withdraw if necessary the lots of land sold and the servitudes ceded according to registered title.

(11) A lot of land of irregular form of an area of five acres about and comprised with the following boundaries: on the north, by the public highway, as well as on the west, on the east by the "Noire" River and on the south, by the spring to be found thereon, the whole forming part of lot thirty-one and thirty-two-A (lots 31 and 32-A) on the official plan and in the book of reference for the sixth range of the township of Taillon.

Save to withdraw the servitudes ceded according to registered title.

(12) Lot of land known and designated on the official plan and in the book of reference for the township of Taillon under number thirty-nine (No. 39) of range five (5) of the said township.

Save to withdraw the lots of land sold according to registered title.

(13) Le lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Taillon, sous le numéro dix-neuf (No. 19) du rang sept (7) dudit canton; sauf à distraire les servitudes concédées suivant titre enrégistré.

(14) Les lots de terre vingt et vingt et un (Nos 20 et 21) aux plan et livre de renvoi officiels pour le neuvième rang du canton de Taillon: sauf à distraire les terrains vendus et servitudes concédées suivant titre enrégistré.

(15) Le lot de terre connu et désigné sous le numéro dix (No 10) du rang douze du cadastre du canton Taillon.

Sauf à distraire si nécessaire les terrains vendus.

(16) Un terrain-emplacement sis et situé en la paroisse de Sainte-Monique de Honfleur mesurant cent pieds (100′) de tous les côtés, et borné à l'est au chemin public et de tous les autres côtés au résidu du lot dont il fait partie, faisant partie du lot dix-neuf (Ptie 19) du rang neuf (9) du cadastre officiel du canton Taillon, avec les bâtisses construires circonstances et dépendances, situé en outre à trois cent cinquante pieds des lignes sud et nord; sauf à distraire les servitudes concédées suivant titre enrégistré.

(17) Un terrain-emplacement sis et situé en la paroisse de Sainte-Monique de Honfleur, mesurant cinquante pieds (50′) dans le sens est-ouest sur cent (100′) pieds profondeur, borné au sud au lot vingt-cinq-A-trente-deux, à l'ouest aux lots vingt-cinq-A-trente et vingt-cinq-A-trente-A, au nord à la rue et à l'ouest au résidu du lot dont il fait partie étant et compronant la partie non-subdivisée du lot vingt-cinq-A (Ptie 25-A) aux plan et livre de renvoi officiels pour le septième rang du canton de Taillon.

Sauf à distraire si nécessaire les servitudes concédées

(18) Le lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro trente-quatre-A soixante (No 34-A-60) du rang six (6) au cadastre officiel du canton Taillon.

Sauf à distraire si nécessaire les servitudes concédées suivant titre enrégistré.

(19) Le lot de terre connu et désigné au cadastre officiel du canton Taillon, sous le numéro treize (No 13) du rang sept (7) dudit canton.

Sauf à distraire les servitudes concédées suivant titre enregistré.

(20) Le lot de terre maintenant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Labarre sous le numéro trente-deux-cent vingt-sept (32-127) du rang quatre dudit canton; sauf à distraire si nécessaire les servitudes concédées.

(21) Sur le lot trente-deux cent quatre-vingt-dix-huit (32-198) rang quatre Labarre.

(22) Les droits à une partie indivise d'un terrain acquis de Aimé Barbeau, par contrat non enrégistré faisant partie du lot 16 du rang Saguenay canton Labarre, mesurant 125 pieds de large par cent cinquante de profondeur, bornée au nord à la Rivière Grande Décharge, à l'ouest de Edgar Guay, à l'est au terrain de Maurice Tremblay, et au sud au chemin du vendeur. Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances; sauf à distraire les droits appartenant à Aluminum Company et autres Compagnies.

(23) A. Un terrain situé en la paroisse d'Alma mesurant cent quatre-vingt-un pieds de largeur (181′) ou du nord au sud sur cent (100′) pieds de profondeur ou de l'est à l'ouest, et faisant partie du lot douze-A (Ptie 12-A) du rang huit (8) au cadastre officiel du canton Signal, et borné au nord au reste du terrain de MM. Joseph et Isidore Plourde ou représentants, soit à trois cent seize pieds (316′) du terrain de Charlemagne Tremblay ou représentants, à l'est partie du terrain desdits Joseph et Isidore Plourde et partie au terrain de Giovanni Summa, soit à cent pieds de la route régionale, au sud et à l'ouest au reste du terrain desdits Joseph et Isidore Plourde ou représentants.

B. Un terrain situé en la paroisse d'Alma, mesurant soixante pieds (60′) de largeur ou du nord au sud sur cent pieds (100′) pieds de profondeur ou de l'est à l'ouest, faisant partie du lot numéro douze-A (Ptie 12-A) du rang huit (rang 8) au cadastre officiel du canton Signal, et borné: au nord, à l'ouest et au sud au reste du terrain appartenant à Joseph et Isidore Plourde, ou représentants, et à l'est à la route Saint-Bruno. La borne nord est située à trois cent seize pieds du terrain de Charlemagne Tremblay ou représentants.

(13) The lot of land known and designated in the official plan and book of reference of the cadaster of the township of Taillon, under number nineteen (No. 19) on range seven (7) in the said township; save to be withdrawn the servitudes ceded according to registered deed.

(14) The lots of land twenty and twenty-one (No. 20 and 21) in the official plan and book of reference for the ninth range of the township of Taillon; save to be withdrawn the lands sold and the servitudes ceded according to registered deed.

(15) The lot of land known and designated under number ten (No. 10) on the twelfth range of the cadaster of the township of Taillon.

Save to be withdrawn, if necessary, the sold lands.

(16) A terrain-emplacement situated in the parish of Sainte-Monique de Honfleur, mexsuring one hundred feet (100′) on all sides, and bounded on the east by the public road and on all other sides by the remainder of the lot of which it forms a part, forming part of lot nineteen (P. 19) on the ninth range (9) of the official cadaster of the township of Taillon, with buildings constructed thereon, circumstances and dependencies, situated, moreover, three hundred and fifty feet from its south and north lines; save to be withdrawn the servitudes ceded according to registered deed.

(17) A terrain-emplacement situated in the parish of Sainte-Monique de Honfleur, measuring fifty-feet (50′) from east to west by one hundred feet (100′) in depth, bounded on the south by lot twenty-five-A-thirty-two, on the west by the lots twenty-five-A-thirty and twenty-five-A-thirty-A, on the north by the street and on the west by the remainder of the lot of which it forms a part being and comprising the non-subdivided part of lot twenty-five-A (P. 25-A) in the official plan and book of reference for the seventh range of the township of Taillon.

Save to be withdrawn, if necessary, the ceded servitudes.

(18) The lot of land now known and designated under number thirty-four-A-sixty (No. 34-A-60) on the sixth range (6) of the official cadaster of the township of Taillon.

Save to be withdrawn, if necessary, the servitudes ceded according to registered deed.

(19) The lot of land known and designated in the official cadaster of the township of Taillon, under the number thirteen (No. 13) on range seven (7) of the said township.

Save to be withdrawn the servitudes ceded according to registered deed.

(20) The lot of land now knows and designated in the official plan and book of reference of the cadaster of the township of Labarre, under number thirty-two-one hundred and twenty-seven (32-127) on range four of the said township; save to be withdrawn, if necessary, the ceded servitudes.

(21) On the lot thirty-two one hundred and ninety-eight (32-198), range four, Labarre.

(22) The rights on an undivided part of a terrain acquired from Aimé Barbeau, by a deed not registered forming a part of lot 16 on the Saguenay Range, Township of Labarre, measuring 125 feet in width by one hundred and fifty in depth, bounded on the north by the Grande Décharge River, on the west by Edgar Guay, on the east by the land of Maurice Tremblay, and on the south by the road belonging to the vendor. The whole with buildings thereon constructed, circumstances and dependencies; save to be withdrawn the rights belonging to "Aluminum Company" and other companies.

(23) A. A terrain situated in the parish of Alma, measuring one hundred and eighty-one feet in width (181′) or from north to south by one hundred (100′) feet in depth or from east to west, and forming a part of lot twelve-A (Pt. 12-A) on range eight (8) in the official cadaster of the township of Signal, and bounded on the north by the remainder of the terrain of Messrs. Joseph and Isidore Plourde or representatives, which is three hundred and sixteen feet (316′) from the land of Charlemagne Tremblay or representatives, on the east by a part of the land of the said Joseph and Isidore Plourde and part of the land of Giovanni Summa, which is at a distance of one hundred feet from the regional highway, on the south and on the west by the remainder of the land of the said Joseph and Isidore Plourde or representatives.

B. A terrain situated in the parish of Alma, measuring sixty feet (60′) in width or from north to south by one hundred feet (100′) in depth or from east to west, forming part of lot number twelve-A (Pt. 12-A) on range eight (range 8) of the official cadaster of the township of Signal, and bounded on the north, on the west and on the south by the remainder of the land belonging to Joseph and Isidore Plourde, or representatives, and on the east by the St. Bruno highway. The north boundary is situated at a distance of three hundred and sixteen feet from the land of Charlemagne Tremblay of representatives.

Sauf à distraire si nécessaire les servitudes concédées.

(24) Un terrain ou emplacement faisant partie de la demie nord ouest du lot trente-sept (Ptie N.O. 37) du rang quatre (4) au cadastre officiel du canton Labarre, mesurant cinquante pieds de l'ouest à l'est sur cent pieds du sud au nord et borné: — au sud au terrain de Paul Maltais et des trois autres côtés au reste du lot dont il fait partie et appartenant à Welley Maltais. Ce terrain est situé à environ deux cents à l'est de la route régionale et les bornes ouest et est sont déterminées par deux fossés, le tout avec bâtisses y érigées et dépendances. Un droit de passage à pieds et en voiture pour atteindre la route régionale à partir du terrain sus-vendu. Ce droit de passage sera perpétuel et devra être exercé dans le chemin actuellement ouvert à cette fin.

Sauf à distraire les servitudes concédées si nécessaire.

(25) 31-1 à 31-251 inclusivement, rang 4 Labarre.
32-1 à 32-20 inclusivement, rang 4 Labarre.
32-22 à 32-23 rang 4 Labarre.
32-25 à 32-37 inclusivement, rang 4 Labarre.
32-40 à 32-45 inclusivement, rang 4 Labarre.
32-50 à 32-63 inclusivement, rang 4, Labarre.
32-67 à 32-88 inclusivement, rang 4 Labarre.
32-90 et 32-91, rang 4, Labarre.
32-93, rang 4, Labarre.
32-95 et 32-96, rang 4, Labarre.
32-99 à 32-102 inclusivement, rang 4, Labarre.
32-104, 32-105 et 32-106, rang 4, Labarre.
32-109 et 32-110 et 32-111, rang 4, Labarre.
32-113 à 32-119, inclusivement, rang 4, Labarre.
32-126, rang 4, Labarre.
32-128 et 32-129, rang 4, Labarre.
32-131 et 32-132, rang 4, Labarre.
32-134 à 32-177 inclusivement, rang 4, Labarre.
32-181 à 32-201 inclusivement, rang 4, Labarre.
32-204 à 32-227 inclusivement, rang 4, Labarre.
32-232 à 32-263 inclusivement, rang 4, Labarre.
32-267 à 32-283 inclusivement, rang 4, Labarre.
32-285 à 32-291 inclusivement, rang 4, Labarre.
32-294 à 32-507 inclusivement, rang 4, Labarre.
33-3 à 33-10 inclusivement, rang 4, Labarre.
33-13, rang 4, Labarre.
33-15 à 33-20 inclusivement, rang 4, Labarre.
33-23, rang 4, Labarre.
33-25 à 33-32, inclusivement, rang 4, Labarre.
33-34 et 33-35, rang 4, Labarre.
33-37 à 33-43 inclusivement, rang 4, Labarre.
33-45, rang 4, Labarre.
33-47 à 33-65 inclsuivement, rang 4, Labarre.
33-68 à 33-307 inclusivement, rang 4, Labarre.
Sauf à distraire si nécessaire les servitudes concédées.

Donné à Saint-Jérôme, ce 1er février 1961.
Le Secrétaire-trésorier,
56559-6-2-o LAURENT PLOURDE.

Save to be withdrawn, if necessary, the ceded servitudes.

(24) A terrain or emplacement forming part of the northwest half of lot thirty-seven (N. W. Pt. 37) on range four (4) of the official cadaster of the township of Labarre, measuring fifty feet from west to east by one hundred from south to north and bounded: on the south by the land of Paul Maltais and on the three other sides by the remainder of the lot of which it forms part and belonging to Welly Maltais. Said terrain is situated at approximately two hundred feet east of the regional highway and the west and east boundaries are determined by two ditches, the whole with buildings thereon erected and dependencies. A right of way, on foot or in vehicle to reach the regional highway from the above-sold land. This right of way will be perpetual and must be exercised on the road presently open for such a purpose.

Save to be withdrawn, the servitudes ceded, if necessary.

(25) 31-1 to 31-251 inclusively, range 4, Labarre.
32-1 to 32-20 inclusively, range 4, Labarre.
32-22 to 32-23, range 4, Labarre.
32-25 to 32-37, inclusively, range 4, Labarre.
32-40 to 32-45, inclusively, range 4, Labarre.
32-50 to 32-63, inclusively, range 4, Labarre.
32-67 to 32-88 inclusively, range 4, Labarre.
32-90 and 32-91, range 4, Labarre.
32-93, range 4, Labarre.
32-95 and 32-96, range 4, Labarre.
32-99 to 32-102 inclusively, range 4, Labarre.
32-104, 32-105 and 32-106, range 4, Labarre.
31-109 and 32-110 and 32-111, range 4, Labarre.
32-113 and 32-119 inclusively, range 4, Labarre.
32-126, range 4, Labarre.
32-128 and 32-129, range 4, Labarre.
32-131 and 32-132, range 4, Labarre.
32-134 to 32-177 inclusively, range 4, Labarre.
32-181 to 32-201 inclusively, range 4, Labarre.
32-204 to 32-227 inclusively, range 4, Labarre.
32-232 to 32-263 inclusively, range 4, Labarre.
32-267 to 32-283 inclusively, range 4, Labarre.
32-285 to 32-291 inclusively, range 4, Labarre.
32-294 to 32-507 inclusively, range 4, Labarre.
33-3 to 33-10 inclusively, range 4, Labarre.
33-13, range 4, Labarre.
33-15 to 33-20 inclusively, range 4, Labarre.
33-23, range 4, Labarre.
33-25, to 33-32, inclusively, range 4, Labarre.
33-34 and 33-35, range 4, Labarre.
33-37 to 33-43 inclusively, range 4, Labarre.
33-45, range 4, Labarre.
33-47 to 33-65 inclusively, range 4, Labarre.
33-68 to 33-307 inclusively, range 4, Labarre.
Save to be withdrawn if necessary the ceded servitudes.

Given at St-Jérôme on February 1, 1961.
LAURENT PLOURDE,
56559-6-2 *Secretary-Treasurer.*

Municipalité du comté de Témiscamingue

Erratum

Dans l'avis de vente pour taxes de la municipalité précitée publié dans la *Gazette officielle de Québec*, les 21 et 28 janvier 1961, veuillez noter les corrections suivantes:

Corporation scolaire de Laforce
Lactance Gaudet — Lot 2, lire: Lot II
Commission scolaire de Granada
Lerans Marc — Lire: Lerous Marc.
56299-x-o

Municipality of the county of Témiscamingue

Erratum

In the notice of sale for taxes for the above mentioned municipality published in the *Quebec Official Gazette* on January 21 and 28, 1961, kindly note the following corrections:

School Corporation of Laforce
Lactance Gaudet — Lot 2, read: Lot II
School Commission of Granada
Lerans Marc — Read: Leroux Marc.
56299-x-o

Municipalité du comté d'Abitibi

Avis public vous est par les présentes donné par le soussigné, Laval Goulet, secrétaire de la Corporation du Comté d'Abitibi que les immeubles avec bâtisses, circonstances et dépendances ci-après détaillés, seront vendus à l'enchère publique au Palais de Justice d'Amos, au lieu ordinaire des sessions de ce Conseil, le second jeudi du mois d'avril 1961, soit le TREIZE (13) AVRIL à DIX heures de l'avant-midi pour non paiement de taxes municipales, scolaires, religieuse et répartition d'église, frais et charge

Municipality of the county of Abitibi

Public notice is hereby given by the undersigned, Laval Goulet, secretary of the corporation of the county of Abitibi, that the immoveable property, buildings, circumstances and dependencies hereafter described, shall be sold by public auction at the Court House of Amos, in the place where this Council usually holds its sittings, the second Thursday of the month of April, 1961 namely the THIRTEENTH (13) day of APRIL at TEN o'clock in the forenoon, for non-payment of municipal, school and church

dûs sur chacun de ces immeubles à moins que ces taxes, frais et charge ne soient plus tôt payés et acquittés avec les frais encourrus avant la vente, savoir.

taxes, church apportionments, costs and charges due on each of these immoveables, unless said taxes, costs and charges are paid, including costs incurred, prior to the sale, to wit:

Corporation de Colombourg — Commission scolaire de Colombourg
Corporation of Colombourg — School Commission of Colombourg

Canton ou village — Township or village	Lot	Rang Bloc — Range Block	Propriétaires — Owners	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Palmarolle	47	10	Armand Morin		$ 61.88	$ 61.88
La Sarre	¼ N. 48					
"	¼ N. 49	1	Lionel Mercier	$ 29.52	46.00	75.52
"	½ N. 50					
"	35	2	Johnny Goulet		102.55	102.55
"	36	2	Arthur Demers	73.56	186.59	260.15
"	37	2	Wellie Demers		108.35	108.35
"	38	2	Adélard Goulet		167.93	167.93
"	41	2	Barthélémy Dumont	48.15	132.39	180.54

Commission scolaire de Saint-François-de-Sales — Destor
School Commission of Saint-François-de-Sales — Destor

Destor	32	3	Odina Fidzback		$152.23	$ 152.23

Corporation de Clermont — Commission scolaire de Clermont
Corporation of Clermont — School Commission of Clermont

Desmeloises	57	2	Aurèle Racicot	$ 57.38	$165.33	$ 222.71

Corporation de Privat — Commission scolaire de Privat
Private of Corporation — School Commission of Privat

Village Privat	731	Bl. 65	Dame-Mrs. Raymond Boutin	$ 17.96	$ 11.02	$ 28.98
"	62	Bl. D	Auguste Dubreuil	9.98	27.94	37.92

Commission scolaire de Val Senneville — School Commission of Val Senneville

Senneville	24	2	Aldège Allaire		$ 44.52	$ 44.52
"	45	2	Treffié Lauzon		25.03	25.03
"	46	2	Guy Pilotte		35.69	35.69
"	44	4	Dame-Mrs Maurice Leclerc		70.77	70.77
"	47	4	Paul-Émile Tardif		70.13	70.13
"	28 et-and 29B	4 N	Adrien Ouimet		17.72	17.72
"	32B	4 N	Adrien Ouimet		44.69	44.69
"	27	5	Rosaire Audy		42.57	42.57
"	28	5	Xavier Beaulieu		63.64	63.64
"	45A	5	Romuald Gendron		38.40	38.40
"	55	5	Réal Deschatelets		17.72	17.72
"	20	6	Edmond Labelle		78.83	78.83
"	46	6	Réal Deschatelets		73.12	73.12
"	36	6	Georges Gingras		81.61	81.61
"	47	6	Léon Auger		37.45	37.45
"	48ABC					
"	51	6	Jean-Paul Ouimet		61.04	61.04
"	20A	7	Roger Dupras		45.06	45.06
"	21A					
"	22A					
"	7	Bl. A	Émile Matte		23.71	23.71
"	18	Bl. A	Philippe Labrecque		41.43	41.43
"	28 et-and 29	Bl. A	Lorenzo Gauthier		44.17	44.17
"	52	Bl. B	Marc Laforest		58.15	58.15

Corporation de Launay — Commission scolaire de Launay
Corporation of Launay — School Commission of Launay

Launay	13	3	Rosaire Simard	$ 4.08	$ 19.85	$ 23.93
"	17AB	6	Dame-Mrs Eugène Harrison	1.04	3.30	4.34

Corporation de Normétal — Commission scolaire de Normétal
Corporation of Normétal — School Commission of Normétal

Desmeloises	51	6	Raumond Gauthier	$185.90	$110.40	$ 296.30
"	44-3	10	Garneau Gervais	672.89	502.70	1,175.59
"	44-62	9	Charles Johnson	62.40		62.40
"	44-63	9	Charles Johnson	72.27		72.27
"	45-52	9	Lionel Mayer	62.10		62.10
"	53	10	Arthur Nadeau	40.60	132.14	172.74

Commission scolaire de Saint-Antoine-de-Padoue — School Commission of Saint-Antoine-de-Padoue

Canton ou village — Township or village	Lot	Rang Bloc — Range Block	Propriétaires — Owners	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Lamorandière	50	7	Léo Garceau		$ 54.26	$ 54.26
"	51	7	Gérard Garceau		48.62	48.62
"	48	8	Jean Plante		45.56	45.56
"	58	8	Wilfrid Pilon		26.60	26.60
"	59	8	Wilfrid Pilon		169.56	169.56
Rochebeaucourt	20 et-and 21	5	Gérard Harrison		40.06	40.06
"	11	6	François Bousquet		51.70	51.70
"	17	6	Gérard Harrison		53.48	53.48
"	31	6	Alcide Bourassa		52.98	52.98
"	14	7	Gérard Harrison		74.18	74.18
"	23	7	Xavier Fontaine		81.70	81.70
"	24	7	Gérard Dicaire		44.26	44.26
"	½ N. 31 et-and 32	7	Martin Catudal		26.32	26.32
"	22	8	Paul Fontaine		54.28	54.28
"	23	8	Xavier Fontaine		47.90	47.90
"	25	8	Walter Meunier		57.08	57.08
"	27	8	Pierre Riendeau		114.98	114.98
"	8	8	Gérard Bérubé		69.38	69.38
"	33	8	Gilles Geoffroy		48.88	48.88
"	29	8	Martin Catudal		85.78	85.78
"	26	10	Onil Gonthier		49.58	49.58

Corporation de Belcourt — Commission scolaire de Courville
Corporation of Belcourt — School Commission of Courville

Courville	33N	9	Léandre Lafrance	$ 5.86	$ 30.66	$ 36.52
"	39-40-41	9	André Lafrance	16.82	45.21	62.03
"	44	9	Edwige Labbé	3.08	16.76	19.84
"	45	9	Edwige Labbé	16.76	31.64	48.40
"	61	9	Jean-Baptiste Lauzé	22.42	58.49	80.91
"	62	9	Jean-Baptiste Lauzé	8.18	17.41	25.59
Montguay	3	1	Ovila Lecouteur	13.88	36.24	50.12
Senneterre	5	7	Émile Cayer, tuteur-tutor	11.92	46.61	58.53
"	6	7	Émile Cayer, tuteur-tutor	4.08	55.99	60.07
"	4	9	Henri Brunet	16.18	53.37	69.55

Commission scolaire de Saint-Étienne-de-Languedoc
School Commission of Saint-Etienne-de-Languedoc

Languedoc	54	4	Sylvio Breton		$ 6.50	$ 6.50
"	18	6	Aurélien Béland		96.93	96.93
"	34 et-and 37	6	Léopold Lachance		85.47	85.47
"	60	6	Gérard Beaulieu		55.25	55.25
"	18	7	Oscar Lauzier		51.23	51.23
"	38	7	Maurice Caron		49.77	49.77
"	46	7	Bertrand Caron		43.10	43.10
"	49	7	Sylvio Breton		138.46	138.46
"	57	7	Arthur Gaboury		65.03	65.03
"	37	8	Camille Gagnon		47.12	47.12
"	39	8	René Cimon		108.45	108.45
"	43	8	Robert Morin		16.85	16.85
"	46	9	Raymond Cloutier		94.43	94.43
"	39	10	Lucien Boucher		71.51	71.51
"	49	9	Jean Delarosbil		76.54	76.54

Corporation du Lac Lemoyne — Corporation of Lac Lemoyne

Dubuisson	37B-4	7	Alphonse Labrecque	$ 47.63		$ 47.63
"	½ O.-W.51	7	Dame-Mrs. Bertha Lampkin	26.99		26.99
"	½ O.-W.50	8	Lauréat Trottier	107.33		107.33

Commission scolaire de Saint-Mathias — School Commission of Saint-Mathias

Languedoc	8	6	Benoit Lemire		$173.46	$ 173.46
"	13	7	Dame-Mrs. Adélard Lemire		91.24	91.24
"	½ S. 9	8	Clément Houde		243.30	243.30
"	25	8	Antoine Labranche		296.02	296.02
"	½ N. 2, 3	10	Lionel Bruneau		135.79	135.79
Royal Roussillon	55AB	7	René Roch		169.47	169.47
"	62A	8	Roméo Lamothe		341.29	341.29
Une maison avec dépendance.			A house with outying building.			
Royal Roussillon	58A 59A 60A	9	Roméo Lamothe		115.70	115.70
"	62	8	Philippe Plourde		217.05	217.05
"	62B	9				

Corporation de Saint-Félix-Dalquier — Commission scolaire de Saint-Félix-Dalquier
Corporation of Saint-Félix-Dalquier — School Commission of Saint-Félix-Dalquier

Canton ou village — Township or village	Lot	Rang Bloc — Range Block	Propriétaires — Owners	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Dalquier	38	7	Paul Brochu	$ 6.83	$ 18.90	$ 25.73
"	33	7	Wellie Nolet		54.60	54.60
"	44A. B.	7	Joseph Labrecque	17.52	59.05	76.57
"	46	8	Joseph Plante	35.95	40.15	76.10
"	9	9	Joseph Blanchette		33.85	33.85
"	25	9	Léo Lefebvre		18.90	18.90
"	41	9	Stanislas Blanchette		40.15	40.15
"	22	10	Est-succ. Walter Ubernovich	7.35	29.40	36.75
"	25	10	Léo Lefebvre		84.25	84.25

Commission scolaire du Lac Tiblemont — School Commission of Lac Tiblemont

Pascalis	57	3	Wilfrid Pitre		$ 42.33	$ 42.33
"	60	4	Roland Beauchamp		18.69	18.69
"	60	6	Dame-Mrs. Napoléon Gilbert		53.24	53.24
"	63	6	Éloi Lemay		46.22	46.22
"	60	6	Maurice Gagné		14.92	14.92

Corporation de la paroisse de Senneterre — Commission scolaire de Senneterre
Corporation of the parish of Senneterre — School Commission of Senneterre

Senneterre	41	5	Arthur Villeneuve	$ 18.52	$ 58.75	$ 77.27
"	40 Pt.	6	Dame-Mrs. Eugène Bélanger	12.08	18.45	30.53
"	16A, 17A, 18A.	8	Richard Rompré	5.56	18.45	24.01

Commission scolaire de Senneterre — School Commission of Senneterre

Montguay	½ 41 et-and 42	2	Arthur Primeau		$ 79.45	$ 79.45
"	43	3	Achille Leblond		55.80	55.80
"	46	3	Athanase Parent		43.70	43.70
"	48	3	Alexandre Parent		94.25	94.25
"	44	4	Alcide Ricard		8.00	8.00
"	47	4	Alcide Ricard		113.45	113.45
"	46	4	Pierre Raymond		124.85	124.85
"	48	5	Rosaire Plourde		83.35	83.35
"	53	5	Marcel Paradis		9.55	9.55

Commission scolaire de Saint-Laurent-de-Palmarolle
School Commission of Saint-Laurent-de-Palmarolle

Roquemaure	57	3	Gérard Larochelle		$134.47	$ 134.47

Corporation Fiedmont et Barraute — Commission scolaire de Saint-Blaise
Corporation Fiedmont and Barraute — School Commission of Saint-Blaise

Barraute	21	4	Marie Anna Blais Mercier	$ 11.14	$114.24	$ 125.38
" h	18	5	Omer Tardif	11.25	187.05	198.30
Moins emplacement de la commission scolaire de Saint-Blaise.			Minus the emplacement of the school commission of Saint-Blaise.			
Barraute	23	5	Henri-Paul Thibodeau		80.55	80.55
"	26	5	Henri-Paul Thibodeau		175.00	175.00
"	11	6	Stanislas Coulombe	$ 24.20	$150.35	$ 174.55
"	23	6	Napoléon Chayer		67.00	67.00
"	37B14	6	Lucien Lupien	0.94	9.60	10.54
"	38 et-and 38-1 à-to 38-17	6	Dame-Mrs. Christiana Hubert Alain		135.73	135.73
"	½ N. 41 et-and 42	6	Roland Benoit	24.00	123.50	147.50
"	48	6	Olivier Laplante	7.60	74.60	82.20
"	49	6	Martin Johanns	12.10	98.25	110.35
"	½ N. 11 et-and 12	7	Léo Coderre	0.84	10.75	11.59
"	½ S. 11 et-and 12	7	Judes de Carufel	10.20	62.00	72.20
"	14	7	Amédée Morin	18.90	110.50	129.40
"	15	7	Félicien Audy	5.90	69.10	75.00
"	49	7	Mendoza Fiset		67.95	67.95
"	6	8	René Brisebois		10.75	10.75
"	7	8	Georges Lapointe		10.75	10.75
"	23A et-and 23B	8	Marcel Thelland	7.95	94.00	101.95
"	25B	8	Gérard Lapointe		56.80	56.80
Partie située dans la municipalité de Fiedmont et Barraute.			Part situated in the municipality of Fiedmont and Barraute.			

Corporation Fiedmont et Barraute — Commission scolaire de Saint-Blaise (*suite*)
Corporation Fiedmont and Barraute — Shcool Commission of Saint-Blaise (*continued*)

Canton ou village — Township or village	Lot	Rang Bloc — Range Block	Propriétaires — Owners	Taxes munic. — Municipal taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Barraute	54A	8	Stanislas Coulombe	$ 1.70	$ 16.00	$ 17.7
"	55	8	Henri Montreuil		16.00	16.0
"	57	8	Léo Picard		16.00	16.0
"	9	9	Jean-Paul Millaire		10.75	10.7
"	27	9	Émilien Mayer	1.35	10.75	12.1
"	38	9	Antonio Coutu	4.50	10.75	15.2
"	½ S. 50 et-and 51	9	Cyrille Bouliane	12.50	136.50	149.0

Corporation d'Authier — Commission scolaire d'Authier
Corporation of Authier — School commission of Authier

Languedoc	25	4	Raymond Lefebvre	$ 72.60	$162.45	$ 235.0
"	26	4	Marcel Julien	43.33	107.33	150.6
"	8	5	Bernard Bellerive	84.36	178.68	263.0

Corporation de Saint-Jacques Dupuy — Commission scolaire de Saint-Jacques Dupuy
Corporation of Saint-Jacques Dupuy — School commission of Saint-Jacques Dupuy

La Reine	42	9	Succ.-Est. Dame-Mrs. Délima Laplante	$ 11.26	$ 15.30	$ 26.5
"	52	9	Ronaldy Dubé	39.99	116.42	156.4
"	32	10	Télesphore Arseneault	41.35	96.43	137.7

Commission scolaire de Saint-Alphonse-de-Castagnier — School commission of Saint-Alphonse-de-Castagnier

Castagnier	38	2	François Calouette		$ 59.30	$ 59.3
Duverny	9	10	Conrad Richer		36.25	36.2
"	18	10	Émile Petitclerc		4.75	4.7
"	42	10	Alex Ross		21.25	21.2
"	50	10	Stanley Sup		25.75	25.7
"	52	10	Wellie Larivière		9.25	9.2

Corporation d'Amos-Est — Commission scolaire de Dollard
Corporation of Amos-East — School commission of Dollard

Figuery	P. 50	8	Dame-Mrs. Yolande Ouellet Fortier	$ 58.95	$ 79.42	$ 138.3

Un lopin de terre de forme triangulaire irrégulière, étant le coin nord-est du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton Figuery, sous le numéro cinquante du rang huit (coin N.-E. 50 rg VIII) borné ledit lopin de terre comme suit: au nord, par la route Senneterre La Reine, sur une longueur de (292) deux cent quatre-vingt-douze pieds; à l'est, par le lot numéro cinquante et un du même rang, sur une longueur de deux cent quatre-vingts pieds (280) et au sud-ouest par la route Amos-Val'dOr, distraction faite de la lisière de terrain qui a été vendu au Ministère de la Voirie, suivant contrat dûment enregistré.

A parcel of land having the shape of an irregula triangle, being the northeast corner of the lot know and designated in the plan and book of reference of th official cadaster of the township of Figuery, under th number fifty on the eighth range (N. E. corner 5 range VIII); the said parcel of land bounded as follow on the north by the Senneterre-La Reine highway, to distance of (292) two hundred and ninety-two fee on the east by the lot number fifty-one on the sam range, to a distance of two hundred and eighty fee (280) and on the southwest by the Amos-Val d'O highway which was withdrawn from the strip of lan which sold to the Department of Roads according t a contract duly registered.

Corporation de Landrienne — Commission scolaire de Landrienne
Corporation of Landrienne — School commission of Landrienne

Duverny	19	1	Lucien Prince	$ 22.65	$ 90.75	$ 113.4
Landrienne	4	5	Aurèle Lefebvre	9.60	21.00	30.6
"	5	5	Aurèle Lefebvre	1.80	3.75	5.5
"	6	5	Marcel Rousseau	0.90	2.25	3.1
"	7	5	Jean-Louis Rousseau	9.60		9.6
"	6	6	Marcel Rousseau	18.00	52.50	70.5
"	7	7	Marcel Rousseau	9.90	20.25	30.1
"	26	8	René Delisle	9.75	30.75	40.5
"	27	8	André Baribeau	3.00	7.50	10.5
"	10A 11A	9	Benoit Gervais	14.40	44.25	58.6
"	11 et-and 12BC	9	Wendel Min. Prod. Inc.	1.50	4.50	6.0
"	13BC	9	Wendel Min. Prod. Inc.	16.50	33.75	50.2
"	14BC	9	Wendel Min. Prod. Inc.	87.00	174.65	261.6

Commission scolaire Lac-Castagnier — School commission of Lac-Castagnier

Canton ou village — Township or village	Lot	Rang Bloc — Range Block	Propriétaires — Owners	Taxes munic. — Municipal taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Vassal	19	1	Hélène Noël Lepage		$ 58.31	$ 58.31
"	15	2	Marcel Pronovost		39.20	39.20
Lamorandière	26	7	Floral Grenier		24.50	24.50
"	43	10	Paul-Eugène Gendron		31.70	31.70

Corporation d'Amos-Est — Commission scolaire de Saint-Maurice
Corporation of Amos-East — School commission of Saint-Maurice

Dalquier	59	3	Dame-Mrs. Philippe Vezeau	$ 9.50	$125.59	$ 135.09
"	60	3	Philippe Vezeau		60.10	60.10
"	58	4	Alfred Roy		87.42	87.42
"	56	8	Georges Bouchard		72.25	72.25
"	57	8	Georges Bouchard	7.25	34.09	41.34
Duverny	7	5	Adélard Gray		130.20	130.20
"	3	6	Noël Petitclerc		97.35	97.35
"	8	7	Lucien Latulippe		56.35	56.35
"	7	7	Paul Lavoix		56.35	56.35
"	4	7	Dame-Mrs. Adrien Tremblay		146.75	146.75
"	3	7	Alfred Roy		59.70	59.70
"	4	8	Clément Séguin		72.90	72.90
"	7	8	René Descoteaux		29.94	29.94
"	8	8	Louis-Philippe Gagnon		48.85	48.85
"	9	8	Alfred Roy		112.75	112.75
"	2A 3A	9	Adélard Mercier		73.05	73.05
"	7	9	Georges Petitclerc		97.35	97.35
"	1/3 O.-W. 9-10-11	9	Fernand Duchesne		64.00	64.00
"	3	10	Georges Petitclerc		26.34	26.34
"	8	10	Rock Petitclerc		119.65	119.65
Dalquier	58BC	5	Jean Montreuil		22.05	22.05

Corporation de La Motte — Commission scolaire de La Motte
Corporation of La Motte — School commission of La Motte

La Motte	4	4	Albert Buteau	$ 2.71	$ 15.51	$ 18.22
"	P. 32	4	Adrien Charest		34.52	34.52

Corporation de Sainte-Rose-de-Poularies — Commission scolaire de Sainte-Rose-de-Poularies
Corporation of Sainte-Rose-de-Poularies — School Commission of Sainte-Rose-de-Poularies

Poularies	25	5	Joseph Rancourt	$ 21.36	$ 94.70	$ 116.06
"	21	6	André Aubin	14.88	66.00	80.88
"	53, 53A, 53B	6	Yves Thériault	19.62	176.70	196.32
"	54	6	Yves Thériault	3.72	34.10	37.82
"	45	8	Donat Isabelle	19.97	140.55	160.52
"	5	9	Robert Lapierre	10.05	122.82	132.87
"	28, 28A, 28B	9	Jos. Armstrong	14.04	84.95	98.99
"	½ S. 36 et- and 37	9	Henri Brunelle	5.61	51.80	57.41
"	38	9	Armand Trottier	6.96	62.10	69.06
"	½ S. 39 et- and 40	9	Thomas Beaudet	10.49	109.85	120.34

Commission scolaire de Saint-Benoît La Corne — School Commission of Saint-Benoît La Corne

La Corne	1	3	Jean Laflamme		$ 33.91	$ 33.91
"	2	7	Paul-Émile Dumais		125.73	125.73
"	3	8	Léonidas Laliberté		86.81	86.81
"	9	8	Charles Moreau		236.77	236.77
"	11	9	Charles Moreau		103.93	103.93
La Motte	55	3	Jean Girard		4.39	4.39
Un emplacement situé en bordure nord du lac Malartic.			An emplacement situated on the north boundary of Lake Malartic.			
"	40	5	Roland Châteauneuf		6.28	6.28
"	41	5	Roland Châteauneuf		160.76	160.76
"	64	5	Roland Morin		251.39	251.39
"	56	8	Pierre Morin		3.71	3.71
Un emplacement en bordure du Lac Lamotte sur le lot cinquante-six (56).			An emplacement bordering on Lake Lamotte on lot fifty-six (56).			

Corporation de Fiedmont et Barraute — Commission scolaire de Barraute
Corporation of Fiedmont and Barraute — School commission of Barraute

Barraute	50AB	1	Charles-Édouard Chevalier		$ 10.49	$ 10.49
"	41A 2	2	Ronald Fiset		6.00	6.00
"	41A	2	Léger Plamondon	$ 3.39	14.49	17.88

Partie du lot 41A borné comme suit: au nord, par le lot 41 du rang 3 canton Barraute; à l'est, par la rivière Laflamme et le lot 42 du rang 2; au sud, par une ligne parralèle à la ligne nord du chemin des rangs 1 et 2 du canton Barraute, passant à six cent vingt (620) pieds, au nord de cette dernière; à l'ouest, par la route régionale ou route 45, et par les lots 41A11 à 41A48 dudit rang 2, et par les lots 41A11, 41A12, 41A13, 41A14, 41A15, 41A16, 41A17, 41A18, 41A19, 41A20, 41A21, 41A22, 41A23, 41A24, 41A25, 41A26, 41A27, 41A28, 41A29, 41A30, 41A31, 41A32, 41A33, 41A34, 41A35, 41A36, 41A37, 41A38, 41A39, 41A40, 41A41, 41A42, 41A43, 41A44, 41A45, 41A46, 41A47, 41A48.

La partie du lot 42 située au nord de la rivière Laflamme.

La partie du lot 43 située au nord et à l'ouest de la rivière Laflamme.

Part of lot 41A bounded as follows: on the north by the lot 41 on range 3, township of Barraute; on the east by the Laflamme River and the lot 42 on range 2; on the south by a line parallel to the north line of the road of ranges 1 and 2, township of Barraute, passing at a distance of six hundred and twenty (620) feet to the north of the latter; on the est by the regional highway or highway 45, and by the lots 41A11 to 41A48 on said range 2, and the lots 41A11, 41A12, 41A13, 41A14, 41A15, 41A16, 41A17, 41A18, 41A19, 41A20, 41A21, 41A22, 41A23, 41A24, 41A25, 41A26, 41A27, 41A28, 41A29, 41A30, 41A31, 41A32, 41A33, 41A34, 41A35, 41A36, 41A37, 41A38, 41A39, 41A40, 41A41, 41A42, 41A43, 44, 41A45, 41A46, 41A47, 41A48.

Part of lot 42 situated north of the Laflamme River.

Part of lot 43 situated to the north and the west of Laflamme River.

Corporation de Fiedmont et Barraute — Commission scolaire de Barraute (*suite*)
Corporation of Fiedmont and Barraute — School Commission of Barraute (*continued*)

Canton ou village — Township or village	Lot	Rang Bloc — Range Block	Propriétaires — Owners	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Barraute	29	4	Benoit Larose	$2.15	.....	$ 2.15
	¼ N.-E. 15	9				
Fiedmont	½ N. 16	9	Joseph Turcotte	6.30	$59.00	65.30
	¼ S.-E. 15	10				

Corporation Sainte-Germaine-Boulé — Commission scolaire de Sainte-Germaine-Boulé
Corporation of Sainte-Germaine-Boulé — School commission of Sainte-Germaine-Boulé

Duparquet	35	10	Eugène Marcotte	$ 5.67	$ 47.70	$ 53.37
"	44	10	Antonio Genest	13.71	59.00	72.71
Palmarolle	27	1	Rosaire Cadotte	16.05	76.20	92.25

Corporation de Saint-Mathieu — Commission scolaire de Saint-Mathieu
Corporation of Saint-Mathieu — School commission of Saint-Mathieu

Figuery	1	3	Réjean Desfossés	$ 22.15	$124.00	$ 146.15
"	4	5	Jean Hébert	9.00	77.00	86.00
"	21	5	Oscar Lanthier	21.00	178.00	199.00
Villemontel	58	3	Henri Pomerleau	58.50	173.00	231.50
"	51	4	Yvon Labrie	3.20	42.50	45.70
"	52	4	Eric Kerr	1.95	25.90	27.85

Donné à Amos, ce 3 février 1961.
Le Secrétaire-trésorier de la corporation du comté d'Abitibi,
56582-6-2-o LAVAL GOULET.

Given at Amos on February 3, 1961.
LAVAL GOULET,
Secretary-Treasurer of the corporation of the county of Abitibi.
56582-6-2

Actions en séparation de biens

Landry vs Coolridge

« Canada, Province de Québec, district de Montréal, numéro 496 540, Dame Marguerite Landry, ménagère, épouse commune en biens de Gérard Coolridge, marchand, domicilié en les cité et district de Montréal, a formé contre son mari une demande en séparation de biens. »

Montréal, le 7 février 1961.
Le Procureur de la demanderesse,
56594-o ANDRÉ PELLETIER.

Shoofey vs Courey

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure N° 529,637; Dame Ruby Shoofey, ménagère, de ville Mont-Royal, district de

Actions for separation as to property

Landry vs Coolridge

"Canada, Province of Quebec, district o Montreal, number 496 540, Dame Marguerite Landry, housewife, wife common as to property of Gérard Coolridge, merchant, domiciled in the city and district of Montreal, has formed an action in separation as to property against her husband."

Montreal, February 7, 1961.
ANDRÉ PELLETIER,
56594 *Attorney for the plaintiff.*

Shoofey vs Courey

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 529,637. Dame Ruby Shoofey, housewife, of the town of Mount Royal,

Montréal, épouse en communauté de biens d'Edward J. Courey, gérant, des mêmes lieux, demanderesse, vs Edward J. Courey, gérant, de ville Mont-Royal, district de Montréal, défendeur.

Avis

Dame Ruby Shoofey, épouse d'Edward J. Courey, gérant, tous deux de ville Mont-Royal, district de Montréal, a intenté une action en séparation de biens.

Montréal, 7 février 1961.

Les Procureurs de la demenderesse,
JACOBS & JACOBS, Avocats.

Édifice Radio City, Suite 470,
265 ouest, rue Craig, Montréal, Qué. 56595

district of Montreal, wife common as to property of Edward J. Courey, manager, of the same place, plaintiff *vs* Edward J. Courey, manager, of the town of Mount Royal, district of Montreal, defendant.

Notice

Dame Ruby Shoofey, wife of Edward J. Courey, manager, both of the town of Mount Royal, district of Montreal, has instituted an action in separation as to property.

Montreal, February 7, 1961.

JACOBS & JACOBS, advocates,
Attorneys for plaintiff.

Radio City Building, Suite 470,
265, Craig Street West, Montreal, Que. 56595-o

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 227

Québec, le 27 janvier 1961.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la Loi de l'impôt sur les corporations.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 7 de la Loi de l'impôt sur les corporations, II George VI, chapitre 33 et ses amendements, le lieutenant-gouverneur en conseil peut fixer par règlement les allocations à l'égard du coût des immobilisations;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 32 de ladite loi, le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du Ministre des finances, est autorisé à changer ou modifier les impôts prévus par la Loi de l'impôt sur les corporations.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du Ministre des finances:

QUE soit adoptés les règlements annexés au présent arrêté en conseil, qui permettront de déterminer le montant de la déduction permise à l'encontre des profits de compagnies opérant des navires et qui est relative à l'amortissement du coût de navires construits ou convertis dans la province de Québec.

L. DÉSILETS,
Greffier du Conseil Exécutif.

Règlements concernant les allocations relatives au coût et aux frais de conversion des navires.

1° Dans le présent règlement, l'expression

a) « coût » signifie le coût en capital que détermine le Ministre;

b) « frais de conversion » signifie le coût d'une conversion ou d'une importante modification, déterminé par le Ministre;

c) « conversion ou importante modification » signifie une conversion ou une importante modification effectuée dans la province de Québec par un contribuable selon des plans approuvés par le ministre après approbation écrite par la Commission maritime canadienne, aux fins de la Loi aidant à la construction des navires au Canada (Statuts revisés au Canada 1952, chapitre 43).

d) « navire » signifie un bâtiment défini dans la Loi sur la marine marchande du Canada (Statuts revisés du Canada 1952, chapitre 186).

e) « ministre » désigne le Ministre des finances de la province.

2° (1) Lorsqu'un contribuable est propriétaire d'un navire.

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 227

Quebec, January 27, 1961.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING: The Corporation Tax Act.

WHEREAS under section 7 of the Corporation Tax Act, II George VI, chapter 33 and its amendments, the Lieutenant-Governor in Council may determine, by regulations, allowances in respect of capital costs;

WHEREAS, under section 32 of the said Act, the Lieutenant-Governor in Council, upon the recommendation of the Minister of Finance, is authorized to change or modify the taxes prescribed by the Corporation Tax Act;

WHEREFORE, IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Finance:

THAT the regulations annexed to the present Order in Council, determining the amount of deduction allowable against the profits of companies operating vessels and which is relative to the amortization of the cost of vessels constructed or converted in the Province of Quebec, be adopted.

L. DÉSILETS,
Clerk of the Executive Council.

Regulations concerning allowances relative to the cost and to the conversion of vessels.

1. In the present regulations, the expression

a) "cost" means capital cost as determined by the Minister;

b) "conversion cost" means the cost of a conversion or major alteration as determined by the Minister;

c) "conversion or major alteration" means a conversion or major alteration made in the province of Quebec by a taxpayer in accordance with plans approved by the Minister after written approval by the Canadian Maritime Commission for the purposes of the Canadian Vessel Construction Assistance Act (Revised Statutes of Canada, 1952, chapter 43);

d) "vessel" means a vessel as defined in the Canada Shipping Act, (Revised Statutes of Canada, 1952, chapter 186);

e) "Minister" means the Minister of Finance of the province.

2. (1) Where a taxpayer owns a vessel

a) construit dans la province de Québec et immatriculé au Canada, ou immatriculé selon des conditions acceptées par le ministre, dans tout pays ou territoire auquel s'applique la convention relative à la marine marchande de la communauté britannique et signée à Londres le 10 décembre 1931;

b) dont la construction a été commencée après le 1er janvier 1961, et

c) pour le coût duquel aucune allocation n'a été faite à quelqu'autre contribuable aux termes des présents règlements

il peut, dans le calcul de son revenu net pour une année financière, au lieu de la déduction permise par les règlements concernant les allocations à l'égard du coût des immobilisations, et tant qu'il reste propriétaire dudit navire, déduire, à son choix, une partie du coût du navire, mais n'excédant pas le moindre des deux montants suivants:

d) trente-trois et un tiers pour cent de ce que le navire lui a coûté, ou

e) le coût non déprécié, pour lui, du navire à la fin de l'année d'imposition, avant toute déduction prévue par le présent paragraphe pour l'année d'imposition.

(2) Dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition, un contribuable, propriétaire d'un navire immatriculé selon les prescriptions du sous-paragraphe *a*) du paragraphe (1) du présent article, et dont la conversion ou la modification importante a commencé après le 1er janvier 1961, peut, tant qu'il reste propriétaire dudit navire, au lieu de la déduction permise par la loi de l'impôt sur les corporations à l'égard des frais de conversion, mais en plus de la déduction prévue pour les autres frais du coût du navire, par les règlements concernant les allocations à l'égard du coût des immobilisations, déduire, à son choix, une partie du coût de la conversion du navire, n'excédant pas le moindre des deux montants suivants:

a) trente trois et un tiers pour cent de ce que la conversion lui a coûté, ou

b) le coût non déprécié pour lui, de la conversion du navire à la fin de l'année d'imposition, avant toute déduction prévue par le présent paragraphe pour l'année d'imposition.

3° (1) Lorsqu'un contribuable, ayant bénéficié d'une allocation en vertu de l'article 2 du présent règlement, dispose d'un navire ci-après appelé navire vendu, et que le produit de la disposition est employé par lui ou par une autre personne, à des conditions que le Ministre juge satisfaisantes,

a) à l'achat d'un navire tel que décrit au paragraphe (1) de l'article 2 du présent règlement, ci-après appelé le nouveau navire, ou

b) au paiement des frais de conversion d'un navire tel que décrit au paragraphe (2) de l'article 2 du présent règlement,

le montant qui doit être inclus dans le calcul du revenu net de ce contribuable, en vertu de l'article 6e de la Loi de l'impôt sur les corporations, pour l'année financière au cours de laquelle il a disposé du navire vendu, est une partie du montant qui serait autrement inclus si la présente disposition n'existait pas, proportionnelle au rapport entre la partie du produit de la disposition du navire vendu qui excède.

a) le coût du nouveau navire acheté durant la même année financière, ou

b) le coût de conversion encouru durant la même année financière, ou

c) le total des deux, selon le cas,

et le produit de la disposition du navire vendu.

a) constructed in the province of Quebec and registered in Canada, or registered according to conditions accepted by the Minister, in any country or territory to which the British Commonwealth Merchant Shipping Agreement (signed at London on December 10th, 1931) applies

b) the construction of which was commenced after January 1st, 1961, and

c) in respect of the capital cost of which no allowance has been made to any other taxpayer under the terms of the present regulations

he may, in computing his income for a taxation year, instead of the deduction permitted by the regulations concerning allowances in respect of capital costs and so long as the title to the vessel remains vested in him, deduct such part of the capital cost to him of the vessel as he may elect, not exceeding the lesser of the two following amounts:

d) thirty-three and one-third per cent of the capital cost to him of the vessel, or

e) the unde reciated capital cost to him of the vessel as of the end of the taxation year, before making any deduction provided for under the present paragraph for the taxation year.

(2) Where a taxpayer owns a vessel that is registered according to the dispositions of subparagraph *a*) of paragraph (1) of the present section, the conversion or major alteration of which was commenced after January 1st, 1961, he may, in computing his income for a taxation year, so long as the title to the vessel remains vested in him, instead of the deduction permitted by the Corporation Tax Act in respect of the conversion cost but in addition to the deduction allowed in respect of the capital cost of the vessel other than conversion cost, by the regulations concerning the allowances in respect of capital costs, deduct such part of the conversion cost to him of the vessel as he may elect, not exceeding the lesser of the tow following amounts:

a) thirty-three and one-third per cent of the conversion cost to him, or

b) the undepreciated conversion cost to him of the vessel as of the end of the taxation year, before making any deduction under the present paragraph for the taxation year.

3. (1) Where a taxpayer, having benefitted by an allowance under section 2 of the present regulations, disposes of a vessel hereafter referred to as a "sold vessel", and the proceeds of disposition are used by him or another person, under conditions satisfactory to the Minister,

a) to acquire a vessel, in this section called the "new vessel", to which the description in paragraph (1) of section 2 of the present regulations applies, or

b) to defray the conversion costs in respect of a vessel to which the description in paragraph 2 of section 2 of the present regulations applies,

the amount to be included in computing the net revenue of such taxpayer, under section 6e of the Corporation Tax Act, for the taxation year in which the sold vessel was disposed of shall be that proportion of the amount that would, but for this paragraph, be included therein, which the amount by which the proceeds of disposition of the sold vessel exceeds

a) the capital cost of the new vessel to such taxpayer incurred during the same taxation year; or

b) the conversion cost to such taxpayer incurred during the same taxation year; or

c) the total of both, as the case may be,

bears to the proceeds of disposition of the sold vessel.

(2) Lorsqu'une partie du produit de la disposition du navire vendu n'est pas employée durant l'année financière au cours de laquelle la vente a eu lieu, mais l'est dans l'une des sept années financières subséquentes, le revenu net du contribuable pour l'année financière où la vente a eu lieu doit être ajusté comme si le produit de la disposition du navire vendu avant été employé dans l'année financière où la vente a eu lieu.

(3) Lorsqu'une allocation a été accordée, en vertu du paragraphe (2) de l'article 2 du présent règlement, à un contribuable pour la conversion d'un navire et que ce contribuable dispose de ce navire, le Ministre détermine quelle partie du produit de la disposition s'applique au coût de conversion.

4° Le Ministre peut excepter toute catégorie de navires de l'application des présents règlements.

5° Le Contrôleur du revenu de la province peut exercer tous les pouvoirs accordés au Ministre en vertu des présents règlements.

6° Les présents règlements prendront effet à compter du 1er janvier 1961.

56550-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 262

Québec, le 27 janvier 1961.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la soustration de 34 cités, villes et corporations municipales à l'application de la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires (14-15 George VI, chapitre 20, et ses amendements).

ATTENDU QU'en vertu de l'article 32 de la Loi 14-15 George VI, chapitre 20, et ses amendements, le lieutenant-gouverneur en conseil peut soustraire à l'application de la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires, toute municipalité soumise à ses dispositions, à la demande de la majorité absolue du conseil de la municipalité intéressée;

ATTENDU QU'il est stipulé, par l'article 33 de cette loi, qu'un arrêté en conseil passé en vertu de l'article 32 doit être publié dans la *Gazette officielle de Québec* et qu'il devient exécutoire, à compter de cette publication ou de toute date ultérieure fixée à cette fin;

ATTENDU QUE les 34 cités, villes ou corporations municipales dont les noms suivent, en vertu de résolutions adoptées, conformément aux dispositions dudit article 32 ci-dessus mentionné, ont demandé au lieutenant-gouverneur en conseil de les soustraire à l'application de ladite loi:

1° Ville de Macamic — Comté d'Abitibi-Ouest,

2° Ville de Repentigny — Comté de l'Assomption,

3° Ville Lac Mégantic — Comté de Frontenac,

4° Ville d'Asbestos — Comté de Richmond,

5° Ville de Terrebonne — Comté de Terrebonne,

6° Ville de Nicolet — Comté de Nicolet,

7° Ville de Montréal-Sud — Comté de Chambly,

8° Cité de Saint-Martin — Comté de Laval,

9° Ville de Danville — Comté de Richmond,

10° Ville de Dollard-des-Ormeaux — Comté de Jacques-Cartier,

(2) Where a part of the proceeds of disposition of a sold vessel that is not used during the same taxation year during which such disposition took place is so used during any one of the seven subsequent taxation years, the net revenue of the taxpayer for the taxation year during which the sold vessel was disposed of shall be adjusted as if the proceeds of such disposition had been used during the taxation year when the sold vessel was disposed of.

(3) Where an allowance has been made to a taxpayer under paragraph 2 of section 2 of the present regulations for the conversion of a vessel, and such taxpayer disposes of said vessel, the Minister shall determine what portion of the proceeds of disposition is applicable to the conversion costs.

4. The Minister may exclude any class of vessels from the application of the present regulations.

5. The Comptroller of Provincial Revenue may exercise all the powers of the Minister under the present regulations.

6. The present regulations take effect as from January 1st, 1961.

56550-o

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 262

Quebec, January 27, 1961.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the withdrawal of 34 cities, towns and municipal corporations from the application of the Act favoring the conciliation between lessees and property-owners (14-15 George VI, chapter 20, and its amendments).

WHEREAS under article 32 of the Act 14-15 George VI, chapter 20, and its amendments, the Lieutenant-Governor in Council may withdraw from the application of the Act favoring the conciliation between lessees and property-owners, any municipality subject to its provisions, at the request of the absolute majority of the council of the interested municipality;

WHEREAS it is stipulated, by article 33 of this Act, that an Order in Council passed by virtue of article 32 shall be published in the *Quebec Official Gazette* and that it shall become executory, from and after this publication or at any ulterior date fixed for this purpose;

WHEREAS the 34 cities, towns or municipal corporations as named below, by virtue of the resolutions adopted, according to the provisions of the said article 32 above mentioned, have requested the Lieutenant-Governor in Council to withdraw them from the application of the said Act:

1. Town of Macamic — County of Abitibi-West,

2. Town of Repentigny — County of L'Assomption,

3. Town of Lake Megantic — County of Frontenac,

4. Town of Asbestos — County of Richmond,

5. Town of Terrebonne — County of Terrebonne,

6. Town of Nicolet — County of Nicolet,

7. Town of Montreal-South — County of Chambly,

8. City of Saint-Martin — County of Laval,

9. Town of Danville — County of Richmond,

10. Town of Dollard-des-Ormeaux — County of Jacques-Cartier,

11° Cité de Beauharnois — Comté de Beauharnois,
12° Ville de Cowansville — Comté de Missisquoi,
13° Ville de Saint-François — Comté de Laval,
14° Ville de La Prairie — Comté de Napierville-Laprairie,
15° Ville de Saint-Eustache — Comté de Deux-Montagnes,
16° Ville d'Arthabaska — Comté d'Arthabaska,
17° Ville de Châteauguay — Comté de Châteauguay,
18° Ville de Boucherville — Comté de Chambly,
19° Cité de Magog — Comté de Stanstead,
20° Corporation du village de St-Timothée — Comté de Beauharnois,
21° Ville de St-Léonard-de-Port-Maurice — Comté de Bourget,
22° Cité de Jonquière — Comté de Jonquière-Kénogami,
23° Ville de St-Bruno-de-Montarville — Comté de Chambly,
24° Ville de Bagotville — Comté de Chicoutimi,
25° Cité de Giffard — Comté de Québec,
26° Ville de Léry — Comté de Châteauguay,
27° Ville de Duparquet — Comté d'Abitibi-Ouest,
28° Ville de Cadillac — Comté d'Abitibi-Est,
29° Ville de Renaud — Comté de Laval,
30° Ville de Hampstead — Comté de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce,
31° Cité de Pont-Viau — Comté de Laval,
32° Ville de Courville — Comté de Québec,
33° Ville de Saint-Eustache sur le Lac — Comté de Deux-Montagnes,
34° Ville de Saint-Vincent-de-Paul — Comté de Laval.

ATTENDU QU'il y a lieu de faire droit aux demandes des conseils municipaux desdites cités, villes ou corporations municipales;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable secrétaire de la Province, ce qui suit:

1° Les cités, villes ou corporations municipales suivantes sont soustraites à l'application de la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires, 14-15 George VI, chapitre 20, et ses amendements:
1° Ville de Macamic — Comté d'Abitibi-Ouest,
2° Ville de Repentigny — Comté de l'Assomption,
3° Ville de Lac Mégantic — Comté de Frontenac,
4° Ville d'Asbestos — Comté de Richmond,
5° Ville de Terrebonne — Comté de Terrebonne,
6° Ville de Nicolet — Comté de Nicolet,
7° Ville de Montréal-Sud — Comté de Chambly,
8° Cité de Saint-Martin — Comté de Laval,
9° Ville de Danville — Comté de Richmond,
10° Ville de Dollard-des-Ormeaux — Comté de Jacques-Cartier,
11° Cité de Beauharnois — Comté de Beauharnois,
12° Ville de Cowansville — Comté de Missisquoi,
13° Ville de Saint-François — Comté de Laval,
14° Ville de La Prairie — Comté de Napierville-Laprairie,
15° Ville de Saint-Eustache — Comté de Deux-Montagnes,

11. City of Beauharnois — County of Beauharnois,
12. Town of Cowansville — County of Missisquoi,
13. Town of Saint-Francis — County of Laval,
14. Town of La Prairie — County of Napierville-Laprairie,
15. Town of Saint-Eustache — County of Two-Mountains,
16. Town of Arthabaska — County of Arthabaska,
17. Town of Châteauguay — County of Châteauguay,
18. Town of Boucherville — County of Chambly,
19. City of Magog — County of Stanstead,
20. Corporation of the village of St-Thimothée — County of Beauharnois,
21. Town of St-Léonard-de-Port-Maurice — County of Bourget,
22. City of Jonquière — County of Jonquière-Kénogami,
23. Town of St-Bruno-de-Montarville — County of Chambly,
24. Town of Bagotville — County of Chicoutimi,
25. City of Giffard — County of Quebec,
26. Town of Léry — County of Châteauguay,
27. Town of Duparquet — County of Abitibi-West,
28. Town of Cadillac — County of Abitibi-East,
29. Town of Renaud — County of Laval,
30. Town of Hampstead — County of Montreal-Notre-Dame-de-Grâce,
31. City of Pont-Viau — County of Laval,
32. Town of Courville — County of Quebec,
33. Town of Saint-Eustache sur le Lac — County of Two Mountains,
34. Town of Saint-Vincent-de-Paul — County of Laval.

WHEREAS it is deemed expedient to accede to the requests of the municipal councils of the said cities, towns or municipal corporations;

THEREFORE, what follows is ordained upon the proposition of the Honourable the Provincial Secretary:

1. The following cities, towns or municipal corporations have been withdrawn from the application of the Act in favor of the conciliation between lessees and property-owners, 14-15 George VI, chapter 20 and its amendments:
1. Town of Macamic — County of Abitibi-West,
2. Town of Repentigny — County of L'Assomption,
3. Town of Lake Megantic — County of Frontenac,
4. Town of Asbestos — County of Richmond,
5. Town of Terrebonne — County of Terrebonne,
6. Town of Nicolet — County of Nicolet,
7. Town of Montreal-South — County of Chambly,
8. City of Saint-Martin — County of Laval,
9. Town of Danville — County of Richmond,
10. Town of Dollard-des-Ormeaux — County of Jacques-Cartier,
11. City of Beauharnois — County of Beauharnois,
12. Town of Cowansville — County of Missisquoi,
13. Town of Saint-Francis — County of Laval,
14. Town of La Prairie — County of Napierville-Laprairie,
15. Town of Saint-Eustache — County of Two Mountains,

16° Ville d'Arthabaska — Comté d'Arthabaska,
17° Ville de Châteauguay — Comté de Châteauguay,
18° Ville de Boucherville — Comté de Chambly,
19° Cité de Magog — Comté de Stanstead,
20° Corporation du village de St-Timothée — Comté de Beauharnois,
21° Ville de St-Léonard-de-Port-Maurice — Comté de Bourget,
22° Cité de Jonquière — Comté de Jonquière-Kénogami,
23° Ville de St-Bruno-de-Montarville — Comté de Chambly,
24° Ville de Bagotville — Comté de Chicoutimi,
25° Cité de Giffard — Comté de Québec,
26° Ville de Léry — Comté de Châteauguay,
27° Ville de Duparquet — Comté d'Abitibi-Ouest,
28° Ville de Cadillac — Comté d'Abitibi-Est,
29° Ville de Renaud — Comté de Laval,
30° Ville de Hampstead — Comté de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce,
31° Cité de Pont-Viau — Comté de Laval,
32° Ville de Courville — Comté de Québec,
33° Ville de Saint-Eustache sur le Lac — Comté de Deux-Montagnes,
34° Ville de Saint-Vincent-de-Paul — Comté de Laval.

2° Les arrêtés en conseil adoptés antérieurement et relatifs à cette loi ainsi qu'aux nominations qui s'y rapportent, en ce qui concerne les cités, villes ou corporations municipales ci-dessus mentionnées sont modifiés en conséquence;

3° Le présent arrêté en conseil sera publié dans la *Gazette officielle de Québec* et deviendra exécutoire le quinze février 1961.

L. DÉSILETS,
56546-o *Greffier du Conseil Exécutif.*

16. Town of Arthabaska — County of Arthabaska,
17. Town of Châteauguay — County of Châteauguay,
18. Town of Boucherville — County of Chambly,
19. City of Magog — County of Stanstead,
20. Corporation of the village of St-Timothée — County of Beauharnois,
21. Town of St-Léonard-de-Port-Maurice — County of Bourget,
22. City of Jonquière — County of Jonquière-Kénogami,
23. Town of St-Bruno-de-Montarville — County of Chambly,
24. Town of Bagotville — County of Chicoutimi,
25. City of Giffard — County of Quebec,
26. Town of Léry — County of Châteauguay,
27. Town of Duparquet — County of Abitibi-West,
28. Town of Cadillac — County of Abitibi-East,
29. Town of Renaud — County of Laval,
30. Town of Hampstead — County of Montreal-Notre-Dame-de-Grâce,
31. City of Pont-Viau — County of Laval,
32. Town of Courville — County of Quebec,
33. Town of Saint-Eustache sur le Lac — County of Two Mountains,
34. Town of Saint-Vincent-de-Paul — County of Laval.

2. The Orders in Council formerly adopted and relative to this Act as well as to the appointments pertaining thereto, concerning the abovementioned cities, towns or municipal corporations have been altered accordingly;

3. The present Order in Council will be published in the *Quebec Official Gazette* and will enter into force on February 15, 1961.

L. DÉSILETS,
56546 *Clerk of the Executife Council.*

Modification du tarif des honoraires des notaires de la province de Québec

Erratum

Dans les publications de l'arrêté en conseil N° 2280 de la *Gazette officielle de Québec* du 7 et 14 janvier 1961, pages 95 et 134, respectivement, les mots « witnesses » et « witness » dans la version anglaise du paragraphe *a*) de l'article 5, devraient être remplacés par les mots « appearers » et « appearer ».
56546-o

Amendments to the Tarrif of fees for notaries of the Province of Quebec

Erratum

In the publications of the Order in Council No. 2280 in the *Quebec Official Gazette* on January 7 and 14, 1961, pages 95 and 134 respectively, the words "witnesses" and "witness" in the English version in paragraph *a*) of section 5, must be replaced by the words "appearers" and "appearer".
56546-o

Avis divers

Municipalité de Notre-Dame
Comté de Laprairie, Qué.

Avis de la demande pour constituer en corporation de ville la municipalité de Notre-Dame, comté de Laprairie.

Le conseil municipal de la municipalité de Notre-Dame donne avis que dans le mois qui suivra la dernière insertion de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, il s'adressera au lieutenant-gouverneur en son conseil de la province de Québec, afin d'obtenir des lettres patentes constituant en corporation de ville la corporation de la municipalité de Notre-Dame.

Le nom de la ville projetée sera: La ville de Notre-Dame, (Comté de Laprairie, Qué.).

Miscellaneous notices

Municipality of Notre-Dame
County of Laprairie, Que.

Notice of the application for the incorporation into a town of the municipality of the Notre-Dame, county of Laprairie.

The municipal council of the municipality of Notre-Dame gives notice that within the month following the last insertion of this notice in the *Quebec Official Gazette*, it will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec, in order to obtain letters patent incorporating into a town the corporation of the municipality of Notre-Dame.

The name of the projected town shall be: The town of Notre-Dame, (County of Laprairie, Que.).

Les limites de la municipalité projetée seront celles de la municipalité actuelle, lesquelles sont comme suit:

« Le territoire de la ville de Notre-Dame se compose des lots Nos 128, 129, 130, 131, 132 et 133 du cadastre officiel de la paroisse de Laprairie de la Magdeleine, et comprend leurs subdivisions présentes et futures ainsi que les chemins, rues, ruelles, cours d'eau et parties d'iceux renfermés dans les limites suivantes, à savoir:

partant du coin nord-ouest du lot No 128 du cadastre officiel de la paroisse de Laprairie situé sur le côté sud-ouest du chemin de la Côte-Noire; de là, dans une direction sud-est de long de la ligne sud-ouest dudit chemin, cette ligne étant la ligne limitative entre la paroisse de Laprairie de la Magdeleine et les paroisses de St-Antoine de Longueuil et de St-Hubert, jusqu'au coin nord-est du lot No 133 du susdit cadastre; de là, dans une direction sud-ouest suivant la ligne de division entre les lots Nos 133 et 134 du susdit cadastre, jusqu'au coin sud-est du lot No 133 sur le chemin de la Pipinière; de là, dans une direction nord-ouest le long dudit chemin jusqu'au coin sud-ouest du lot No 128 dudit cadastre; de là, dans une direction nord-est, suivant la ligne de division entre les lots Nos 128 et 127 du susdit cadastre jusqu'au point de départ.

La superficie totale du territoire à incorporer est d'environ cent quatre-vingts (180) acres. »

Le chiffre de sa population, tel que constaté par le recensement qui a été ordonné par le conseil est de 2415 âmes.

Le conseil déclare que la municipalité de Notre-Dame sera érigée en ville sous l'Empire de la Loi des cités et villes, chapitre 233, Statuts refondus de Québec 1941 et amendements.

La ville ne sera pas divisée en quartier.

Le Secrétaire-trésorier de la Corporation de la municipalité de Notre-Dame a été autorisé de donner le présent avis en vertu d'une résolution du conseil de la Corporation de la municipalité de Notre-Dame en date du 6 août 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
56505-5-2-o PAUL-A. GRENIER.

The boundaries of the projected municipality shall those of the present municipality, which are as follows:

"The territory of the town of Notre-Dame is composed of lots Nos. 128, 129, 130, 131, 132 and 133 of the official cadaster of the parish of Laprairie de la Magdeleine, and comprises their present and future subdivisions as well as the roads, streets, lanes, water-courses and parts thereof enclosed within the following limits, to wit:

starting from the northwest corner of lot No. 128 of the official cadaster of the parish of Laprairie situated on the southwest side of the road of the "Côte-Noire"; thence, in a southeasterly direction along the southwesterly line of the said road, this line being the boundary line between the parish of Laprairie de la Magdeleine and the Parishes of St-Antoine de Longueuil and of St-Hubert, to the northeasterly corner of lot No. 133 of the said cadaster; thence, in a southwesterly direction according to the dividing line between lots Nos. 133 and 134 of the above said cadaster, to the southeasterly corner of lot No. 133 on the Pipinière road; thence, in a northwesterly direction along the said road to the southwesterly corner of lot No. 128 of the said cadaster; thence, in a northeasterly direction, according to the dividing line between lots Nos. 128 and 127 of the above said cadaster to the starting point.

The total area of the territory to be incorporated is about one hundred and eighty (180) acres."

The number of its population as shown in the census ordered by the council is 2415 souls.

The council declares that the municipality of Notre-Dame shall be erected into a town under the Cities and Towns Act, chapter 233, Revised Statutes of Quebec, 1941, and amendments.

The town shall not be divided into wards.

The Secretary-Treasurer of the Corporation of the municipality of Notre-Dame has been authorized to give the present notice by virtue of a resolution of the council of the Corporation of the municipality of Notre-Dame dated August 6, 1959.

PAUL-A. GRENIER,
56505-5-2 *Secretary-Treasurer.*

B. L. R. Peinture Inc.

Règlement spécial « A »

La distribution de l'actif de la compagnie entre ses actionnaires, au prorata du nombre d'actions détenues par chacun est autorisée par les présentes.

Vrai résumé certifié du règlement spécial « A » de « B. L. R. Peinture Inc. ».

Trois-Rivières, le 1er février 1961.

Le Secrétaire,
56551-o ROGER COUTURE.

B. L. R. Peinture Inc.

Special By-law "A"

The distribution of the assets of the company amongst its share holders rateably to the number of shares held by each is hereby authorized.

Certified true summary of special by-law "A" of "B. L. R. Peinture Inc.".

Trois-Rivières, February 1, 1961.

ROGER COUTURE,
56551-o *Secretary.*

(P.G. 11713-60)

Le Centre de Ski de Rimouski Inc.

Extrait des règlements de la corporation ci-haut mentionnée, tels qu'adoptés à l'assemblée tenue le 9 mai 1960, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de quatre à neuf:

« *Le Bureau de direction* — 13 — *Nombre:* Les affaires de la corporation seront administrées par un bureau de direction composé de neuf (9) membres. »

Certifié vraie copie.

Le Secrétaire,
56552-o J.-M. TREMBLAY.

(A.G. 11713-60)

Le Centre de Ski de Rimouski Inc.

Excerpt of the by-laws of the above mentioned corporation, as adopted at the meeting held on May 9, 1960, concerning the increase in the number of the directors from four to nine:

"*Board of directors* — 13 — *Number:* The affairs of the corporation shall be administrated by a board of directors composed of nine (9) members."

Certified true copy.

J.-M. TREMBLAY,
56552 *Secretary.*

(P.G. 14840-60)

Conseil des Loisirs de Giffard Inc.

Extrait des règlements de la corporation ci-haut mentionnée, tels qu'adoptés à l'assemblée générale tenue le 26 novembre 1960, concernant l'augmentation du nombre des administrateurs de trois à dix:

« *Article 16* — Le Conseil d'administration — Composition: Le Conseil d'administration se compose de dix membres élus par l'assemblée générale ».

Certifié vraie copie.

Le 1er Vice-président,
GHISLAIN HAWEY, C.A.

56553-o

(A.G. 14840-60)

Conseil des Loisirs de Giffard Inc.

Extract of the by-laws of the above-mentioned corporation, as adopted at a general meeting held on November 26, 1960, concerning the increasing of the number of directors from three to ten:

"*Section 16* — The Board of Directors — Composition: The Board of directors is composed of ten members elected by the general assembly".

Certified true copy.

GHISLAIN HAWEY, C.A.,
1st Vice-president.

56553

(P.G. 13692-60)

L'Hôpital Ste-Germaine Cousin Inc.
Ste Germaine Cousin Hospital Inc.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a, le 25 janvier 1961, approuvé les règlements généraux 1 à 7 inclusivement de « L'Hôpital Ste-Germaine Cousin Inc.— Ste Germaine Cousin Hospital Inc. », conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 30 janvier 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

56554-o

(A.G. 13692-60)

Ste Germaine Cousin Hospital Inc.
L'Hôpital Ste-Germaine Cousin Inc.

Notice is given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has, on the twenty-fifth day of January, 1961, approved the general by-laws 1 to 7 inclusively of "L'Hôpital Ste-Germaine Cousin Inc.— Ste Germaine Cousin Hospital Inc.", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, the thirtieth day of January, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

56554

Syndicat des Instituteurs et Institutrices Catholiques du Comté de Bagot

Avis est donné que le Secrétaire de la province a, le 23 janvier 1961, autorisé la constitution d'un syndicat professionnel sous le nom de « Syndicat des Instituteurs et Institutrices Catholiques du Comté de Bagot ».

Le siège social du syndicat professionnel ci-haut mentionné est situé à Saint-Liboire, comté de Bagot.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt-quatre janvier 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

56555-o

Syndicat des Instituteurs et Institutrices Catholiques du Comté de Bagot

Notice is given that the Provincial Secretary has, on January 23, 1961, authorized the incorporation of a professional syndicate under the name of "Syndicat des Instituteurs et Institutrices Catholiques du Comté de Bagot".

The head office of the above professional syndicate is situated at Saint-Liboire, county of Bagot.

Given at the office of the Secretary of the Province, on January, twenty-four, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

56555

(P.G. 4795-48)

Laiterie Fortier Ltée

Règlement No 9

Règlement résuisant le nombre des Directeurs de la Compagnie de sept (7) à quatre (4).

Qu'il soit décrété et il est par les présentes décrété comme Règlement no. 9 de « Laiterie Fortier Ltée » (ci-après appelée « la Compagnie » ce qui suit:

Que le Règlement no. 6 de la Compagnie, établissant le nombre des Directeurs de la Compagnie à sept (7), soit et il est par les présentes abrogé;

Que le nombre des Directeurs de la Compagnie soit et il est par les présentes établi à quatre (4);

Que le Président et le Secrétaire de la Compagnie soient et ils sont par les présentes autorisés à faire les démarches et à signer les documents nécessaires pour donner pleine force au présent Règlement.

Québec, ce 9 janvier 1961.

Certifié vraie copie.

Le Secrétaire,
PAUL-H. BÉLANGER.

56561-o

(A.G. 4795-48)

Laiterie Fortier Ltée

By-law No. 9

By-law reducing the number of directors of the company from seven (7) to four (4).

Be it enacted and it is hereby enacted that what follows is by-law No. 9 of "Laiterie Fortier Ltée" (Hereinafter called "the Company"):

That by-law No. 6 of the company, fixing the number of directors of the company at seven (7), be and it is hereby abrogated;

That the number of directors of the Company be and it is hereby fixed at four (4);

That the President and the Secretary of the company be and they are hereby authorized to take action and to sign all the necessary documents to give full force to the present by-law.

Quebec, January 9, 1961.

Certified True Copy.

PAUL-H. BÉLANGER,
Secretary.

56561-o

(P.G. 12333-60)

Les Investissements Gertrude Inc.

Règlement No 25

Concernant le changement du bureau principal

« Le bureau principal de la compagnie « Les Investissements Gertrude Inc. » est transporté de 5165 ouest, rue Sherbrooke, dans la Cité de Montréal, au 871, rue Prieur, appartement #3, dans la Cité de Jacques-Cartier, Province de Québec. »

Copie certifiée du règlement No 25 dûment adopté à une assemblée des Directeurs, tenue le 6 décembre 1960, et approuvé à une assemblée générale spéciale de la Compagnie, tenue le 6 décembre 1960, par les Actionnaires détenant entre eux (100%) des actions représentées à cette assemblée.

Le Secrétaire,
ROLAND RACINE.

56560-o

(P.G. 13376-56)

Laurentide Memorial Gardens Inc.

Avis est par les présentes donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, les règlements de « Laurentide Memorial Gardens Inc. » ont été approuvé le 31 janvier 1961, par l'Honorable Secrétaire de la Province, conformément aux dispositions de la section 225*a* de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 3e jour de février 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

56562

(P.G. 2162-51)

La Ligue d'Action Civique
Civic Action League

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a, le 22 avril 1960, approuvé l'amendement apporté à l'article 11, paragraphe « A », des règlements généraux de « La Ligue d'Action Civique — Civic Action League », tel qu'adopté à l'assemblée générale annuelle tenue le 24 octobre 1959, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le trois février 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

56563-o

(P.G. 4792-51)

Montreal Shoe Stores Limited

Règlement spécial « G »

Le siège social de la compagnie est, par les présentes, changé de la cité de Montréal à la cité de Lachine dans la province de Québec.

Je, soussigné, secrétaire de « Montreal Shoe Stores Limited », certifie par les présentes que le précédent est une vraie copie du règlement spécial « G » de ladite compagnie et que le même a été dûment adopté par les directeurs de ladite compagnie le 29 septembre 1960, et dûment approuvé par le vote de toutes les actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale dûment convoquée pour considérer ledit règlement et tenue ce même jour.

(A.G. 12333-60)

Les Investissements Gertrude Inc.

By-law No 25

Concerning the change of head office of the company

"The head office of the company "Les Investissements Gertrude Inc." is transferred from 5165 Sherbrooke Street West, in the City of Montreal, at 871 Prieur Street, Apartment #3, in the City of Jacques-Cartier, Province of Quebec."

Certified copy of By-Law No 25 duly adopted at a meeting of the Directors held on December 6, 1960 and approved at a special general meeting of the Company, held on December 6, 1960, by the shareholders holding amongst themselves (100%) of the shares represented at this meeting.

ROLAND RACINE,
Secretary.

56560-o

(A.G. 13376-56)

Laurentide Memorial Gardens Inc.

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the By-laws of "Laurentide Memorial Gardens Inc." were approved on January 31, 1961, by the Honourable the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of Section 225*a* of the Quebec Companies Act.

Given at the Office of the Provincial Secretary, the 3rd of February, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

56562-o

(A.G. 2162-51)

Civic Action League
La Ligue d'Action Civique

Notice is given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary, on April 22, 1960, has approved the amendment to section 11, paragraph "A", of the general by-laws of "La Ligue d'Action Civique — Civic Action League", as adopted at the annual general meeting held on October 24, 1959, and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on February 3, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

56563

(A.G. 4792-51)

Montreal Shoe Stores Limited

Special By-law "G"

The head office of the company is hereby changed from the city of Montreal to the city of Lachine in the Province of Quebec.

I, the undersigned Secretary of "Montreal Shoe Stores Limited", hereby certify that the foregoing is a true copy of special by-law "G" of the said company and that the same was duly adopted by the directors of the said company on September 29, 1960 and duly approved by the vote of all of the shares represented by the shareholders present at a special general meeting duly called for considering the said by-law and held the same day.

Témoins: Ma signature et le sceau de la compagnie à Montréal, ce 16e jour de janvier 1961.
(Sceau) *Le Secrétaire,*
56564 R. D. WELDON.

Witness my hand and the seal of the company at Montreal this 16th day of January, 1961.
(Seal) R. D. WELDON,
56564-o *Secretary.*

Fort Chimo Co-operative Association

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif « Fort Chimo Co-operative Association », en date du 30 janvier 1961, dont le siège social est situé à Fort Chimo, Baie d'Ungava, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le trois février 1961.
Le Sous-secrétaire de la province,
56575-o RAYMOND DOUVILLE.

Fort Chimo Co-operative Association

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Fort Chimo Co-operative Association", under date January 30, 1961, whereof the head office is at Fort Chimo, Ungava Bay, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this third day of February, 1961.
RAYMOND DOUVILLE,
56575 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 11117-60)
Hôpital Général de St-Lambert

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé, le 6 février 1961, les règlements Nos 4, 5 et 6, modifiant les règlements généraux de l'« Hôpital Général de St-Lambert », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225*a* de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le six février 1961.
Le Sous-secrétaire de la province,
56576-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 11117-60)
Hôpital Général de St-Lambert

Notice is given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has, on February 6, 1961, approved the by-laws Nos 4, 5 and 6, altering the general by-laws of "Hôpital Général de St-Lambert" and such, pursuant to the provisions of section 225*a* of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, the sixth day of February, 1961.
RAYMOND DOUVILLE,
56576 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 12121-55)
Richelieu Paper Co. Ltd.

Règlement N° III

« Le nombre des directeurs de la compagnie « Richelieu Paper Co. Ltd. », est changé de trois directeurs qu'il était auparavant à celui de quatre, et le règlement N° 1 de la compagnie est modifié en conséquence. »

Certifié vraie copie du règlement N° III de « Richelieu Paper Co. Ltd. », adopté lors d'une assemblée des directeurs tenue le 27 mai 1960, et confirmé lors d'une assemblée des actionnaires de la compagnie tenue le 27 mai 1960, par les actionnaires détenant entre eux (100%) des actions représentées à cette assemblée.
Le Secrétaire,
56577-o MARIE-PAULE ROBITAILLE.

(A.G. 12121-55)
Richelieu Paper Co. Ltd.

By-Law No. III

"The number of directors of the company "Richelieu Paper Co. Ltd.", is changed from three directors as it formerly was to four, and by-law No. 1 of the company has been altered accordingly."

Certified true copy of by-law No. III of "Richelieu Paper Co. Ltd.", adopted at a meeting of the directors held on May 27, 1960, and confirmed at a meeting of the shareholders of the company held on May 27, 1960, by the shareholders holding among themselves (100%) of the shares represented at this meeting.
MARIE-PAULE ROBITAILLE,
56577 *Secretary.*

(Sec. P. 676-60)
Great Northern Development Corporation Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Great Northern Development Corporation Ltd. », a été autorisée à vendre ou aliéner autrement dans la province de Québec ses actions, obligations, titres, bonds et autres valeurs.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. J. Austin Murphy, c.r., avocat, de la cité de Montréal.

Le siège social de ladite compagnie dans la province de Québec sera établi à chambre 725, 132 ouest, rue St-Jacques, dans ladite cité, et dans le district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 6e jour de février, 1961.
Le Sous-secrétaire de la province,
56546 RAYMOND DOUVILLE.

(P.Sec. 676-60)
Great Northern Development Corporation Ltd.

Notice is hereby given that "Great Northern Development Corporation Ltd.", has been authorized to sell or otherwise alienate in the Province of Quebec its shares, stocks, stock-certificates, debentures and other securities.

The chief agent for the purpose of receiving service in proceedings against the said company, is Mr. J. Austin Murphy, q.c., advocate, of the city of Montreal.

The head office of the said company in the Province is to be established at Room 725, 132 St. James Street West, in the said city, and in the judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of February, 1961.
RAYMOND DOUVILLE,
56546-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 7491-45)

Noël Roméo & Compagnie Limitée

Règlement No 27

Concernant la modification du nombre des directeurs.

Il est par les présentes décrété que le nombre des directeurs de la compagnie « Noël Roméo & Compagnie Limitée » soit changé de trois (3) qu'il était auparavant à celui de cinq (5) dont trois formeront quorum, et le règlement No 9 de la compagnie est modifié en conséquence.

Certifié vraie copie.

Le Secrétaire,
FERNAND ROMÉO.

56585-o

(A.G. 7491-45)

Noël Roméo & Compagnie Limitée

By-law No. 27

Concerning the amendment in the number of Directors.

It is hereby decreed that the number of the directors of the company "Noël Roméo & Compagnie Limitée" be changed from three (3) that it was heretofore to that of five (5) of which three will form quorum, and by-law No. 9 of the company is therefore amended.

Certified true copy.

FERNAND ROMÉO,
Secretary.

56585

(P.G. 12107-58)

Pointe Claire Pre-School Association

Avis est, par les présentes, donné que sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, les règlements généraux de « Pointe Claire Pre-School Association » ont, le 3 février 1961, été approuvés par l'Honorable Secrétaire de la province, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 7e jour de février 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

56586

(A.G. 12107-58)

Pointe Claire Pre-School Association

Notice is hereby given that, under the recommendation of the Deputy Attorney General, the General By-laws of "Pointe Claire Pre-School Association" were approved on February 3, 1961, by the Honourable the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of Section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of February, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

56586-o

La Solidarité, compagnie d'assurance sur la vie

Règlement No 4

augmentant le nombre des administrateurs de la compagnie de onze (11) à treize (13).

Le nombre des administrateurs de « La Solidarité, compagnie d'assurance sur la vie », est changé de onze (11) qu'il était à treize (13) et l'article 3 du règlement général numéro 1 de la compagnie est modifié comme suit:

« Les affaires de la Compagnie sont administrées par un Conseil d'Administration composé de treize administrateurs ».

Certificat

Je soussigné, Gabriel-M. Pelletier, secrétaire de « La Solidarité, compagnie d'assurance sur la vie », certifie que le présent règlement fut valablement adopté lors d'une assemblée régulière du Conseil d'Administration de la compagnie duement convoquée à cette fin. Ledit règlement fut approuvé unanimement par les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale de la compagnie convoquée à cette fin le 31 janvier 1961.

En foi de quoi, j'ai signé à Québec, sous le sceau de la compagnie, ce 7ième jour de février 1961.

Le Secrétaire,
GABRIEL-M. PELLETIER.

56589-o

La Solidarité, compagnie d'assurance sur la vie

By-law No. 4

Increasing the number of company directors from eleven (11) to thirteen (13).

The number of directors of "La Solidarité, compagnie d'assurance sur la vie", has been changed from eleven (11) as it was to thirteen (13) and section 3 of general by-law number 1 of the company has been altered as follows:

"The business of the company will be directed by a Board of Directors composed of thirteen directors".

Certificate

I the undersigned, Gabriel-M. Pelletier, secretary of "La Solidarité, compagnie d'assurance sur la vie", certify that the present by-law was validly adopted at a regular meeting of the Board of Directors of the company duly called together for this purpose. The said by-law was unanimously approved by the shareholders present at a special general meeting of the company convoked for this purpose on January 31, 1961.

In testimony whereof, I have signed in Quebec, under the seal of the company, this 7th day of February, 1961.

GABRIEL-M. PELLETIER,
Secretary.

56589

Saguenay Wood Pulp Company Inc.

Les biens de la compagnie seront distribués entre ses actionnaires proportionnellement au montant d'actions qu'ils détiennent dans la compagnie, quinze jours après la publication de ce règlement dans la *Gazette officielle de Québec.*

Le Secrétaire,
ROLAND BERGERON.

56596-o

Saguenay Wood Pulp Company Inc.

The assets of the company will distributed to the shareholders in proportion to the number of shares they hold in the company, fifteen days after the publication of this by-law in the *Quebec Official Gazette.*

ROLAND BERGERON.
Secretary.

56596-o

Moon Realty Corp.

Règlement No « B »

Qui est un règlement concernant la distribution de l'actif de « Moon Realty Corp. ».

Que la compagnie soit et elle est, par les présentes, autorisée à disposer de ses biens et à distribuer son actif au *pro rata* entre ses actionnaires et à subséquemment procéder à sa dissolution par voie de procédures d'abandon de charte, en vertu de l'article 26 de la Loi des compagnies de Québec.

Certifié comme étant une copie authentique du règlement « B » dûment décrété à une assemblée du Conseil d'administration, le 6 février 1961, et approuvé à l'unanimité par les actionnaires à une assemblée tenue le même jour.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
56597 J. LEAVITT.

Moon Realty Corp.

By-law No. "B"

Being a by-law respecting the distribution of the assets of "Moon Realty Corp.".

The company be and is hereby authorized to dispose of its property, distribute its assets rateably among its shareholders and subsequently to proceed to dissolution by way of surrender of Charter proceedings under Section 26 of the Quebec Companies Act.

Certified a true copy of by-law "B" duly enacted at a meeting of the board of directors on February 6th 1961, and approved unanimously by the shareholders at a meeting held on the same day.

(Seal) J. LEAVITT,
56597-o *Secretary.*

(P.G. 13641-59)

Hôtel-Motel Ste-Marie Ltée

Règlement No 10

Qu'il soit décrété, et il est par les présentes décrété comme étant le règlement no 10 de « Hôtel-Motel Ste-Marie Ltée » ce qui suit:

1. Que le nombre des directeurs de la compagnie soit, et il est par les présentes augmenté de trois (3) à cinq (5) directeurs, que le conseil d'administration de la compagnie soit dorénavant composée de cinq (5) directeurs;

2. Que trois (3) directeurs formeront le quorum à toutes les assemblées du conseil d'administration;

3. Que tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie relative à icelui, sont par les présentes amendés, modifiés et revisés, de manière à donner effet à ce règlement.

Certifié véritable extrait du procès verbal du conseil d'administration de « Hôtel-Motel Ste-Marie Ltée », tenu le 11ième jour de juillet 1960, et ce règlement a été approuvé par un vote unanime des actionnaires présents et détenant 100% des actions souscrites, à une assemblée générale spéciale.

Le Secrétaire,
56598-o JACQUES GAGNON.

(A.G. 13641-59)

Hôtel-Motel Ste-Marie Ltée

By-law No. 10

Be it decreed, and it is hereby decreed that what follows is by-law No. 10 of "Hôtel-Motel Ste-Marie Ltée":

1. That the number of company directors be, and it is hereby increased from three (3) to five (5) directors, that the Board of Directors of the company be hereafter composed of five (5) directors;

2. That three (3) directors will form quorum at all meetings of the Board of Directors.

3. That all former by-laws, resolutions and procedures of the company pertaining to same are hereby amended, modified and revised in such a way as to give effect to this by-law;

Certified true extract of the minutes of the Board of Directors of "Hôtel-Motel Ste-Marie Ltée", held on the 11th day of July, 1960, and this by-law was approved by a unanimous vote of the shareholders present and holding 100% of the underwritten shares, at a special general meeting.

JACQUES GAGNON,
56598 *Secretary.*

Bill — Assemblée législative

CHAMBRE DU CONSEIL LÉGISLATIF

Québec, 2 février 1961.

Aujourd'hui, à trois heures et quarante-cinq minutes de l'après-midi, l'honorable lieutenant-gouverneur s'est rendu à la chambre du Conseil législatif au Palais législatif.

Les membres du Conseil législatif étant assemblés, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur d'y faire requérir la présence de l'Assemblée législative et, cette chambre s'y étant rendue, le greffier de la couronne en chancellerie a lu les titres des bills à être sanctionnés comme suit:

19 Loi instituant le ministère du revenu.

28 Loi modifiant la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 19, concernant les membres de l'Assemblée législative.

Bill — Legislative Assembly

LEGISLATIVE COUNCIL CHAMBER

Quebec, February 2, 1961.

This day, at three o'clock and forty-five minutes in the afternoon, the Honourable the Lieutenant-Governor proceeded to the Legislative Council Chamber, in the Legislative Building.

The members of the Legislative Council being assembled, the Honourable the Lieutenant-Governor was pleased to command the attendance of the Legislative Assembly, and, that House being present the Clerk of the Crown in Chancery read the titles of the bills to be sanctioned as follows:

19 An Act to establish the Department of Revenue.

28 An Act to amend the act 6-7 Elizabeth II, chapter 19, respecting the members of the Legislative Assembly.

107 Loi concernant le club St. James de Montréal.

135 Loi modifiant la charte du Cercle universitaire de Montréal, Inc.

149 Loi concernant l'Hôpital Général de Québec.

150 Loi concernant le Monastère des Augustines de l'Hôpital Général de Québec.

153 Loi modifiant la charte de la ville de Montréal-Est et ratifiant certains contrats.

174 Loi constituant en corporation le collège Marianopolis..

189 Loi modifiant la Loi concernant certaines corporations scolaires des comtés de Chicoutimi, Jonquière-Kénogami et La commission des écoles catholiques de Chicoutimi.

192 Loi concernant le Syndicat des fiduciaires de l'université Laval.

210 Loi concernant La Corporation des Soeurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs.

212 Loi modifiant la charte de la ville de St-Eustache.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

« Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills. »

33 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1961, et pour d'autres fins.

A ce bill, la sanction royale a été donnée dans les termes suivants:

« Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur remercie ses fidèles sujets, agrée leur *benevolence* et sanctionne ce bill. »

56588-o

107 An Act respecting the St. James' Club of Montreal.

135 An Act to amend the charter of The "Cercle universitaire de Montréal, Inc."

149 An Act respecting the "Hôpital Général de Québec."

150 An Act respecting the "Monrstère des Augustines de l'Hôpital Général de Québec."

153 An Act to amend the charter of the Town of Montreal-East and to ratify certains contracts.

174 An Act to incorporate Marianopolis College.

189 An Act to amend the Act respecting certain school corporations of the counties of Chicoutimi, Jonquière-Kénogami and The Catholic school commission of Chicoutimi.

192 An Act respecting the Board of Trustees of Laval University.

210 An Act respecting "La Corporation des Soeurs de Sainte-Croix et des Se, t-Douleurs."

212 An Act to amend the charter of the town of St. Eustache.

To these bills the Royal assent was pronounced by the Clerk of the Legislative Council in the following words:

"In Her Majesty's name, the Honourable the Lieutenant-Governor assents to these bills."

33 An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the financial year ending on the 31st of March, 1961, and for other purposes.

To this bill the Royal assent was signified in the following words:

"In Her Majesty's name the Honourable the Lieutenant-Governor thanks her loyal subjects accepts their benevolence and assents to this bill."

56588-o

Chartes — Abandon de

Packard Papineau Motor Sales Limited

Avis est par les présentes donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, la compagnie « Packard Papineau Motor Sales Limited », ayant son siège social à Montréal, Qué., s'adressera au lieutenant-gouverneur pour obtenir, l'autorisation d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, le 24e jour de janvier 1961.

Le Secrétaire,
HONORÉ ROCHELEAU.

56556-o

Sales Sites Corporation

Avis est par les présentes donné que « Sales Sites Corporation », demandera la permission

Charters — Surrender of

Packard Papineau Motor Sales Limited

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Companies Act, the company "Packard Papineau Motor Sales Limited", having its principal place of business in the city of Montreal, Que., will apply to the Lieutenant-Governor for leave to surrender its charter.

Given at Montreal, January 24, 1961.

HONORÉ ROCHELEAU,
Secretary.

56556-o

Sales Sites Corporation

Notice is hereby given that "Sales Sites Corporation", will apply for leave to surrender its

d'abandonner sa charte en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, 26 janvier 1961.

Le Procureur des Sales Sites Corporation,

56565 HARRY H. KLIGER, c.r.

Hôtel Taft Limitée

Prenez avis que la compagnie « Hôtel Taft Limitée » demandera au Procureur général la permission d'abandonner sa charte et sa dissolution après la date qu'il jugera appropriée à déterminer.

(Sceau) *Les Procureurs de Hôtel Taft Limitée,*

56601-o PINARD & PINARD.

The Evangelical Christian Union Inc.

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, « The Evangelical Christian Union Inc. », avise, par les présentes, qu'elle demandera au Procureur général de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte et sa dissolution à compter d'une date devant être désignée par lui.

Daté à Montréal, ce 7e jour de février 1961.

Les Procureurs de la Corporation,

56602 PENDER, WEST, RUSKO & GREGORY.

Star Investment Corp.

Avis est par les présentes donné que « Star Investment Corp. », constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec en date du 1er avril 1958, demandera la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, 6 février 1961.

Le Secrétaire,

56603 ABRAHAM STERN.

charter under Part I of the Quebec Companies Act.

Montreal, January 26th, 1961.

HARRY H. KLIGER, Q.C.,

56565-o *Attorney for Sales Sites Corporation.*

Taft Hotel Limited

Please take notice that "Taft Hotel Limited" will apply to the General Attorney for leave to surrender its charter and its cancellation after such date as he may deem fit to determine.

(Seal) PINARD & PINARD,

Attorneys for Toft Hotel Limited.

56601-o

The Evangelical Christian Union Inc.

Under the provisions of the Quebec Companies' Act "The Evangelical Christian Union Inc." hereby gives notice that it will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter and its cancellation from a date to be fixed by him.

Dated at Montreal this 7th day of February 1961.

PENDER, WEST, RUSKO & GREGORY,

56602-o *Attorneys for the Corporation.*

Star Investment Corp.

Notice is hereby given that "Star Investment Corp.", incorporated by letters patent of the Province of Quebec dated April 1st, 1958, will make application for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Montreal, February 6, 1961.

ABRAHAM STERN,

56603-o *Secretary.*

Commission Municipale de Québec

Ville de St-Hubert

Avis public est par les présentes donné, tel que prescrit par l'article 39 de la Loi de la Commission municipale de Québec (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 207), que la Commission municipale de Québec présentera, conformément aux dispositions de l'article 38 de ladite loi, à un Juge de la Cour Supérieure siégeant en division de Pratique, dans et pour le district de Montréal, le mercredi, 22 février 1961, à 10.30 hrs a.m., une requête aux fins de faire déclarer en défaut au sens de la section V de la même loi, la ville de St-Hubert, dans le comté de Chambly.

Québec, le 3 février 1961.

Le Secrétaire,

56578-o L.-A. DUSSAULT.

Village de Parent

Avis public est par les présentes donné, tel que prescrit par l'article 39 de la Loi de la Commission municipale de Québec (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 207), que la Commission municipale de Québec présentera, conformément aux dispositions de l'article 38 de ladite loi, à un Juge de la Cour Supérieure siégeant

Quebec Municipal Commission

Town of St. Hubert

Public notice is hereby given, as prescribed by Section 39 of the Quebec Municipal Commission Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 207), that the Quebec Municipal Commission will petition, in conformity with section 38 of said act, a Judge of the Superior Court, sitting in Practice Division, in and for the district of Montreal, Wednesday, February 22, 1961, at 10.30 a.m. to have the town of St. Hubert, in the county of Chambly, declared to be in default under the provisions of Division V of said act.

Quebec, February 3, 1961.

L.-A. DUSSAULT,

56578-o *Secretary.*

Village of Parent

Public notice is hereby given, as prescribed by section 39 of the Quebec Municipal Commission Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 207), that the Quebec Municipal Commission will petition, in conformity with section 38 of said Act, a Judge of the Superior Court, sitting in Practice Division, in and for the district of

en division de Pratique, dans et pour le district de Trois-Rivières, le mardi, 21 février 1961, à 10.00 hrs a.m., une requête aux fins de faire déclarer en défaut au sens de la section V de la même loi, la corporation municipale du village de Parent, dans le comté de Laviolette.

Québec, le 3 février 1961.

Le Secrétaire,
L.-A. DUSSAULT.

56579-o

Three Rivers, Tuesday, February 21, 1961, at 10.00 a.m., to have the municipal corporation of the village of Parent, in the county of Laviolette, declared to be in default under the provisions of Division V of said act.

Quebec, February 3, 1961.

L.-A. DUSSAULT,
Secretary.

56579-o

Compagnies dissoutes

(P.G. 15505-60)

John Alleyn Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « John Alleyn Limited », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 9 mars 1925.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et un janvier 1961, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
P. FRENETTE.

56546-o

(P.G. 12351-60)

Bowl-O-Rama Val Royal Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Bowl-O-Rama Val Royal Inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 27 octobre 1959.

Avis est de plus donné qu'à compter du seize janvier 1961, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
P. FRENETTE.

56546-o

(P.G. 14691-60)

Denver Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Denver Construction Ltd. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 6 novembre 1958.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente janvier 1961, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
P. FRENETTE.

56546-o

Companies Dissolved

(A.G. 15505-60)

John Alleyn Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "John Alleyn Limited", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated March 9, 1925.

Notice is also given that from and after January thirty-first, 1961, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of February, 1961.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

56546

(A.G. 12351-60)

Bowl-O-Rama Val Royal Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Bowl-O-Rama Val Royal Inc. », incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated October 27, 1959.

Notice is also given that from and after January sixteenth, 1961, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of January, 1961.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

56546

(A.G. 14691-60)

Denver Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Denver Construction Ltd.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated November 6, 1958.

Notice is also given that from and after January thirtieth, 1961, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of February, 1961.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

56546

(P.G. 10654-60)

International Fabrics Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « International Fabrics Inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 5 mai 1958.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente janvier 1961, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56546-o P. FRENETTE.

(A.G. 10654-60)

International Fabrics Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "International Fabrics Inc.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated May 5, 1958.

Notice is also given that from and after January thirtieth, 1961, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of February, 1961.

P. FRENETTE,

56546 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 14588-60)

Peerless Slipper Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Peerless Slipper Co. Ltd. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 23 février 1935.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et un janvier 1961, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56546-o P. FRENETTE.

(A.G. 14588-60)

Peerless Slipper Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and aubject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Peerless Slipper Co. Ltd.", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated February 23, 1935.

Notice is also given that from and after January thirty-first, 1961, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of February, 1961.

P. FRENETTE,

56546 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 12024-60)

Pride O'Glen Knitting Mills of Canada Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Pride O'Glen Knitting Mills of Canada Limited », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 24 mars 1958.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente janvier 1961, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56546-o P. FRENETTE.

(A.G. 12024-60)

Pride O'Glen Knitting Mills of Canada Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Pride O'Glen Knitting Mills of Canada Limited", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated March 24, 1958.

Notice is also given that from and after January thirtieth, 1961, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of February, 1961.

P. FRENETTE,

56546 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 13976-60)

Quebec Laurentian Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Quebec Laurentian Company », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec,

(A.G. 13976-60)

Quebec Laurentian Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Quebec Laurentian Company", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated November 20, 1944.

par lettres patentes en date du 20 novembre 1944.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et un janvier 1961, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
56546-o P. FRENETTE.

Notice is also given that from and after January thirty-first, 1961, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of February, 1961.

P. FRENETTE,
56546 *Assistant Deputy Attorney General.*

Département de l'Instruction publique

No 190-61.

Wendower et Simpson Diss.

Avis est par la présente donné que je me propose de soumettre au lieutenant-gouverneur en conseil, conformément aux dispositions de l'article 71-B, du chapitre 59, des Statuts refondus de Québec, 1941, l'annexion, pour les contribuables protestants seulement, du territoire actuellement sous la juridiction des syndics d'écoles pour la municipalité de Wendover et Simpson, dans le comté de Drummond, à la municipalité scolaire de la cité de Drummondville, dans le comté de Drummond.

Québec, le 24 janvier 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
56494-5-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No 647-60.

Village de Bernierville

Correction

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 190, en date du 20 janvier 1961, de modifier l'item 3 de l'arrêté en conseil No 2160, en date du 29 novembre 1960, concernant l'annexion de certains lots à la municipalité scolaire du village de Bernierville, dans le comté de Mégantic, en changeant les mots « canton Halifax » dans la première ligne de la description technique par les mots « canton Irelande ».

Cette correction prend effet immédiatement.

Québec, le 1er février 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
56549 O.-J. DESAULNIERS.

No 1162-57.

Gatineau & Pointe-à-Gatineau

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 190, en date du 20 janvier 1961, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Templeton-Ouest, dans le comté de Papineau, aux municipalités scolaires catholiques de Gatineau, dans le comté de Papineau et de Pointe-à-Gatineau, dans le comté de Hull, de la façon suivante, savoir:

1° La partie devant être annexée à la municipalité scolaire catholique de Gatineau, comté de Papineau, comprend les lots 17 à 22 inclusivement ainsi que la demi-nord ces lots 23 à 28 inclusivement et la demi-sud du lot 16 du rang III, 17 à 28 inclusivement des rangs IV, V et VI; 23 à 28 aussi inclusivement des rangs VII à XI inclusivement, tous du cadastre officiel du canton Templeton.

2° La partie devant être annexée à la municipalité scolaire de Point-à-Gatineau, dans le comté de Hull, comprend les lots 23 à 28 inclusivement du rang II; la demi-sud des lots 23 à 28

Department of Education

No. 190-61.

Wendower and Simpson Diss.

Notice is hereby given that I intend to submit to the Lieutenant-Governor in Council, pursuant to the provisions of article 71-B, of chapter 59, of the Revised Statutes of Quebec, 1941, the annexation, for the Protestant ratepayers only, of the territory presently under the jurisdiction of the school trustees for the municipality of Wendover and Simpson, in the county of Drummond, to the school municipality of the city of Drummondville, in the county of Drummond.

Quebec, January 24, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,
56494-5-2 *Superintendent of Education.*

No. 647-60.

Village of Bernierville

Correction

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 190, dated January 20, 1961, has been pleased to amend item 3 of the Order in Council No. 2160, dated November 29, 1960, concerning the annexation of certain lots to the school municipality of the village of Bernierville, in the county of Megantic, by changing the words "township of Halifax", in the first line of the technical description by the words "township of Irelande".

This correction takes effect immediately.

Quebec, February 1, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,
56549 *Superintendent of Education.*

No. 1162-57.

Gatineau & Pointe-à-Gatineau

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 190, dated January 20, 1961, has been pleased to annex the present territory of the school municipality of Templeton-West, in the county of Papineau, to the Catholic School municipalities of Gatineau, in the county of Papineau and of Pointe-à-Gatineau, in the county of Hull, in the following manner, to wit:

1. The part to be annexed to the Catholic School Municipality of Gatineau, county of Papineau, comprises lots 17 to 22 inclusively as well as the northern/half of lots 23 to 28 inclusively and the souther/half of lot 16 of range III, 17 to 28 inclusively of ranges IV, V and VI; 23 to 28 also inclusively of ranges VII to XI inclusively, all of the official cadaster of the township of Templeton.

2. The part to be annexed to the school municipality of Pointe-à-Gatineau, in the county of Hull, comprises lots 23 to 28 inclusively of range II; the souther/half of lots 23 to 28 inclusi-

inclusivement du rang III ainsi que les lots 23 à 28 inclusivement du rang I, tous du cadastre officiel du canton Templeton et les lots 45 à 57 inclusivement du cadastre officiel de la municipalité du village de Pointe-à-Gatineau.

Ce changement prendra effet le premier juillet 1961.

Québec, le 1er février 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

56549-o O.-J. DESAULNIERS.

No 1785-60.

Pont-Rouge

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 216, en date du 24 janvier 1961, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Ste-Jeanne-de-Pont-Rouge, dans le comté de Portneuf, à la municipalité scolaire de Pont-Rouge, dans le même comté.

Ce changement prendra effet le premier juillet 1961.

Québec, le 1er février 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

56549-o O.-J. DESAULNIERS.

No 198-61.

Ste-Cécile-de-Masham

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 216, en date du 24 janvier 1961, d'annexer le territoire ci-dessous décrit, lequel n'est pas encore organisé au point de vue scolaire catholique, pour les contribuables catholiques seulement, à la municipalité scolaire de Ste-Cécile-de-Masham, dans le comté de Gatineau.

1. Dans le canton de Masham, les lots 1 à 15 inclusivement des rangs I, II et III ainsi que les lots 1 à 11 inclusivement du rang IV.

2. Dans le canton Wakefield, les lots 1 à 11 inclusivement du rang I et 1 à 12 inclusivement du rang II.

Ce changement prendra effet le 8 février 1961.

Québec, le 1er février 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

56549-o O.-J. DESAULNIERS.

No 1360-59.

St-Médard

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 216, en date du 24 janvier 1961, de détacher les lots 26, 27, 34, 35, 36, 37, 38 et 41 du cadastre officiel du canton Tingwick, de la municipalité scolaire de Chénier, dans le comté d'Arthabaska, pour les ennexer à la municipalité scolaire de St-Médard, dans le même comté.

Ce changement prendra effet le premier juillet 1961.

Québec, le 1er février 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

56549-o O.-J. DESAULNIERS.

No 1955-60.

Montmagny

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil N° 294, en date du 31 janvier 1961, de changer le nom de la municipalité scolaire de la ville de Montmagny, dans le comté de Montmagny, en celui de Montmagny, même comté.

vely of range III as well as lots 23 to 28 inclusively of range I, all of the official cadaster of the township of Templeton and lots 45 to 57 inclusively of the official cadaster of the municipality of the village of Pointe-à-Gatineau.

This change will take effect on July first, 1961.

Quebec, February 1, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

56549 *Superintendent of Education.*

No. 1785-60.

Pont-Rouge

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 216, dated January 24, 1961, has been pleased to annex the present territory of the school municipality of Ste-Jeanne-de-Pont-Rouge, in the county of Portneuf, to the school municipality of Pont-Rouge in the same county.

This change will take effect on the first day of July, 1961.

Quebec, February 1, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

56549 *Superintendent of Education.*

No. 198-61.

Ste-Cécile-de-Masham

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by order in Council No. 216, dated January 24, 1961, has been pleased to annex the territory hereinafter described, which is not yet organized from the Catholic school point of view, for Catholic taxpayers only, to the school municipality of Ste-Cécile-de-Masham, in the county of Gatineau.

1. In the township of Masham, the lots 1 to 15 inclusively on ranges I, II and III as well as the lots 1 to 11 inclusively on range IV.

2. In the township of Wakefield, the lots 1 to 11 inclusively on range I and 1 to 12 inclusively on range II.

This change will take effect on February 8, 1961.

Quebec, February 1, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

56549 *Superintendent of Education.*

No. 1360-59.

St-Médard

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 216, dated January 24, 1961, has been pleased to detach lots 26, 27, 34, 35, 36, 37, 38 and 41 from the official cadaster of the township of Tingwick, from the school municipality of Chénier, in the county of Arthabaska, to annex them to the school municipality of St-Médard, in the same county.

This change will take effect on July first, 1961.

Quebec, February 1, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

56549 *Superintendent of Education.*

No. 1955-60.

Montmagny

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council, No. 294, January 31, 1961, has been pleased to change the name of the school municipality of the town of Montmagny, in the county of Montmagny, into that of Montmagny, same county.

Ce changement prendra effet le 19 février 1961.

Québec, le 3 février 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

56549-o O.-J. DESAULNIERS.

No. 71-60.

Banlieue des Trois-Rivières

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la Banlieu des Trois-Rivières, dans le comté de St-Maurice, le territoire ci-dessous décrit, pour l'annexer, pour les contribuables catholiques seulement, à la municipalité scolaire catholique des Trois-Rivières:

Un territoire situé en partie dans le fief Ste-Marguerite et en partie dans le canton de St-Maurice, comprenant en référence aux cadastres officiels de la paroisse de Trois-Rivières, et de la paroisse de St-Étienne, tous les lots ou parties de lot et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, emprises de chemin de fer, rivières, lacs, cours d'eau ou partie d'iceux renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du point d'intersection de la limite nord-ouest de la Cité de Trois-Rivières avec la rive droite ou rive sud-ouest de la rivière St-Maurice; de là, en référence au cadastre officiel de la paroisse de Trois-Rivières, ladite limite nord-ouest de la cité de Trois-Rivières en passant par: la ligne sud-ouest du lot 179 et partie de la ligne sud-ouest du lot 178 jusqu'à un point à une distance de 3,472 pieds du boulevard des Forges mesurée le long de la ligne sud-est des lots 177 et 178; une ligne faisant un angle de 72°30′ avec la première ligne décrite passant dans les lots 178 et 180 et mesurant une longueur de 1,960 pieds; une ligne faisant avec la ligne précédente une déviation à gauche de 7°42′ sur une longueur de 170 pieds jusqu'à la ligne séparative des lots 180 et 181-1; la ligne sud-ouest du lot 181-1 et son prolongement dans le lot 181 jusqu'au prolongement dans le même lot, de la ligne sud-est du lot 181-2; ledit prolongement et ladite ligne sud-est du lot 181-2; une ligne brisée séparant le lot 181 des lots 184, 183 et 182; le prolongement dans le lot 182 de la ligne sud-est du lot 181; le côté sud-est du boulevard des Forges jusqu'à la ligne sud-est du rang Ste-Marguerite; ladite ligne sud-est du rang Ste-Marguerite jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 167; de là, laissant la limite de la Cité de Trois-Rivières, ladite ligne sud-ouest du lot 167; la ligne séparative le rang Ste-Marguerite des rangs I, II, III et IV (fief St-Maurice); la ligne sud-ouest du rang (fief St-Maurice); de là, dans le canton de St-Maurice, la ligne nord-ouest du lot 295 séparant en même temps le rang IV (fief St-Maurice) du rang III (fief St-Étienne); de là, en référence au cadastre officiel de la paroisse de St-Étienne, la ligne séparative des rangs II et III (fief St-Étienne); l'axe de la route entre les lots 279, 38 et 39 d'un côté et les lots 278, 277, 276 et 40 de l'autre côté; l'axe du chemin de front du rang I (fief St-Étienne) jusqu'à la ligne séparative des lots 38 et 40; cette dernière ligne jusqu'à la rive droite ou rive sud-ouest de la rivière St-Maurice et enfin cettedite rive en la suivant dans une direction sensiblement sud-est jusqu'au point de départ.

Québec, le 3 février 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique.

56573-6-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No. 56-61.

Paroisse de St-Marcel

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de la paroisse de St-

This Order in Council will take effect on February 19, 1961.

Quebec, February 3, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

56549 *Superintendent of Education.*

No. 71-60.

Banlieue des Trois-Rivières

Application is made to detach from the school municipality of the Banlieue des Trois-Rivières, in the county of St-Maurice, the territory below described, to annex it for the Catholic ratepayers only, to the Catholic school municipality of Trois-Rivières:

A territory situated partly in the fief Ste-Marguerite and partly in the township of St-Maurice, comprising with reference to the official cadasters of the parish of Trois-Rivières, and of the parish of St-Étienne, all lots or parts of lot and present and future subdivisions, as well as the roads, railway rights-of-way, rivers, lakes, water-courses or part thereof enclosed in the following limits, to wit: starting from the point of intersection of the northwest boundary of the City of Trois-Rivières with the right bank or the southwest bank of the St-Maurice River; thence, with reference to the official cadaster of the parish of Trois-Rivières, the said northwest boundary of the city of Trois-Rivières passing by: the southwest line of lot 179 and partly by the southwest line of lot 178 to a point at a distance of 3,472 feet from the des Forges Boulevard measured along the southeast line of lots 177 and 178; a line forming an angle of 72°30′ with the first line described in lots 178 and 180 and measuring a length of 1,960 feet; a line forming with the preceding line a deviation on the left 7°42′ on a length of 170 feet to the dividing line of lots 180 and 181-1; the southwest line of lot 181-1 and its extension in lot 181 to the extension in the same lot, of the southeast line of lot 181-2; the said extension and the said southeast line of lot 181-2; a broken line dividing lot 181 from lots 184, 183 and 182; the extension in lot 182 of the southeast line of lot 181; the southeast side of the des Forges Boulevard to the southeast line of range Ste-Marguerite; the said southeast line of range Ste-Marguerite to the southwest line of lot 167; thence, leaving the boundary of the City of Trois-Rivières, the said southwest line of lot 167; the dividing line of range Ste-Marguerite, of ranges I, II, III and IV (fief St-Maurice); the southwest line of range IV (fief St-Maurice); thence, in the township St-Maurice, the northwest line of lot 295 dividing at the same time range IV (fief St-Maurice) of range III (fief St-Étienne); thence, with reference to the official cadaster of the parish of St-Étienne, the dividing line of ranges II and III (fief St-Étienne); the axis of the road between lots 279, 38 and 39 on one side and lots 278, 277, 276 and 40 on the other side; the axis of the front road of range I (fief St-Étienne) to the dividing line of lots 38 and 40; this latter line to the right bank of southwest bank of the St-Maurice River and finally this said bank by following it in a due southeasterly direction to the starting point.

Quebec, February 3, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

56573-6-2 *Superintendent of Education.*

No. 56-61.

Parish of St-Marcel

Application is made to annex the present territory of the school municipality of the parish of

Marcel, dans le comté de Yamaska, à la municipalité scolaire du village de St-Marcel, dans le même comté.

Québec, le 3 février 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

56574-6-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No 276-61.

Village de St-Félicien

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire du village de St-Félicien, dans le comté de Roberval, en celui de Ville de St-Félicien, dans le comté de Roberval.

Québec, le 7 février 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

56605-6-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No 922-59.

Ste-Geneviève No 3

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de Ste-Geneviève No 3, dans le comté de Jacques-Cartier, en celui de Pierrefonds, dans le comté de Jacques-Cartier.

Québec, le 7 février 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

56606-6-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No 966-60.

Paroisse de St-Jérôme

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de St-Jérôme, dans le comté de Terrebonne, les lots 350 à 641 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de St-Jérôme, pour les annexer, pour les contribuables catholiques seulement, à la municipalité scolaire de la cité de St-Jérôme, dans le même comté.

Québec, le 7 février 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

56607-6-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No 342-59.

Malartic

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de Dubuisson, dans le comté d'Abitibi-Est, les lots 59 à la limite est du canton, dans le rang I et II du canton Malartic, territoire non organisé au point de vue scolaire.

Québec, le 7 février 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

56608-6-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No 843-60.

Canton Morin

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil N° 294, en date du 31 janvier 1961, d'annexer le territoire actuel des municipalités scolaires inopérantes de Ste-Angélique-des-Mille-Iles N° 2 et de Ste-Angélique-des-Mille-Iles N° 3, dans le comté d'Argenteuil, pour les contribuables catholiques seulement, à la municipalité scolaire du canton Morin, dans le comté d'Argenteuil.

Le territoire de ces deux municipalités comprend les lots 71 à 126 inclusivement de la Côte Ste-Angélique sud-ouest, 127 à 174 inclusivement de la Côte Ste-Angélique nord-est et 181 à 213 inclusivement de la Côte Ste-Marguerite, tous du cadastre officiel de la municipalité des Mille-Iles.

St-Marcel, in the county of Yamaska, to the school municipality of the village of St-Marcel, in the same county.

Quebec, February 3, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

56574-6-2 *Superintendent of Education.*

No. 276-61.

Village of St-Félicien

Application is made to change the name of the school municipality of the village of St-Félicien, county of Roberval, into that of the Town of St-Félicien, in the county of Roberval.

Quebec, February 7, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

56605-6-2 *Superintendent of Education.*

No. 922-59.

Ste-Geneviève No 3

Application is made to change the name of the school municipality of Ste-Geneviève No. 3, county of Jacques-Cartier, into that of Pierrefonds, in the county of Jacques-Cartier.

Quebec, February 7, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

56606-6-2 *Superintendent of Education.*

No. 966-60.

Parish of St-Jérôme

Application is made to detach from the school municipality of the parish of St-Jérôme, in the county of Terrebonne, the lots 350 to 641 inclusively in the official cadaster of the parish of St-Jérôme, to annex them, for Catholic taxpayers, only, to the school municipality of the City of St-Jérôme, in the same county.

Quebec, February 7, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

56607-6-2 *Superintendent of Education.*

No. 342-59.

Malartic

Application is made to annex to the school municipality of Dubuisson, in the county of Abitibi-East, the lots 59 to those on the eastern boundary of the township, on range I and II in the township of Malartic, territory not organized from a point of view.

Quebec, February 7, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

56608-6-2 *Superintendent of Education.*

No. 843-60.

Township Morin

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 294, dated January 31, 1961, has been pleased to annex the present territory of the non-operating school municipalities of Ste-Angélique-des-Mille-Iles No. 2 and of Ste-Angélique-des-Mille-Iles No. 3, in the county of Argenteuil, for the Catholic ratepayers only, to the school municipality of the township of Morin, in the county of Argenteuil.

The territory of these two municipalities comprises lots 71 to 126 inclusively of Côte Ste-Angélique southwest, 127 to 174 inclusively of the Côte Ste-Angélique northeast and 181 to 213 inclusively of the Côte Ste-Marguerite, all of the official cadaster for the municipality of Mille-Iles.

Ce changement prendra effet le premier juillet 1961.

Québec, le 7 février 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

56609-6-2-o O.-J. DESAULNIERS.

This change will take effect on July first, 1961.

Quebec, February 7, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

56609-6-2 *Superintendent of Education.*

Département des Terres et Forêts

Avis

Cadastre officiel de canton Ascot, municipalité de cité de Sherbrooke, division d'enregistrement de Sherbrooke.

Avis est par la présente donné qu'une partie du lot 18-A-232 du rang VI est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 31 janvier 1961.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,

56548-o J.-ÉDOUARD GUAY.

Cadastre officiel de la paroisse de Laprairie de la Magdeleine, municipalité de Côte Ste-Catherine d'Alexandrie, division d'enregistrement de Laprairie.

Avis est par la présente donné que les lots 606-8 à 606-28 et 606-33 à 606-35 sont annulés en vertu de l'article 2174A.

Québec, le 26 janvier 1961.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,

56548-o J.-ÉDOUARD GUAY.

Cadastre officiel de Ville de Lévis, Quartier Lauzon, municipalité de Cité de Lévis, division d'enregistrement de Lévis.

Avis est par la présente donné que les lots 281-7 à 281-20, 281-8-1, 281-8-2, 281-9-1, 281-9-2, 281-10-1, 281-10-2, 281-11-1, 281-11-2, 281-14-1, 281-14-2, 281-15-1, 281-15-2, 282-4 à 282-11, 282-4-1, 282-4-2, 282-8-1, 282-8-2, 283-3 à 283-10, 286-12-2 à 286-12-33, 286-12-22-1, 286-12-22-2, 286-12-23-1, 286-12-23-2, 286-12-24-1, 286-12-24-2, 286-12-26-1, 286-12-26-2, 286-12-27-1, 286-12-27-2, 286-12-28-1, 286-12-28-2, 286-12-29-1, 286-12-29-2, 286-12-30-1, 286-12-30-2, 286-12-31-1, 286-12-31-2, 286-12-32-1, 286-12-32-2, 697-1 à 697-8 et une partie des lots 286-12, 281, 282, 283, 286 et 697 sont annulés et les lots 713 et 714 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 16 janvier 1961.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,

56548-o J.-ÉDOUARD GUAY.

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Foye, municipalité de la cité de Ste-Foy, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 101-B-2 à 101-B-69, 102-2 à 102-88, 103-4 à 103-85, 104-2 à 104-33 et une partie des lots 101-B, 101, 102, 103, 104 sont annulés et le lot 414 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 26 janvier 1961.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,

56548-o J.-ÉDOUARD GUAY.

Department of Lands and Forest

Notice

Official cadastre of township of Ascot, municipality of City of Sherbrooke, registration division of Sherbrooke.

Notice is hereby given that a part of lot 18-A-232 range VI has been cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, January 31, 1961.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
J.-ÉDOUARD GUAY,

56548-o *Deputy Minister.*

Official cadastre of the parish of Laprairie de la Magdeleine, municipality of Côte Ste-Catherine d'Alexandrie, registration division of Laprairie.

Notice is hereby given that lots 606-8 to 606-28 and 606-33 to 606-35 are cancelled in vertu of article 2174A.

Quebec, January 26, 1961.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
J.-ÉDOUARD GUAY,

56548-o *Deputy-Minister.*

Official cadastre of town of Lévis, Lauzon Ward Municipality of City of Lévis, registration division of Lévis.

Notice is hereby given that lots 281-7 to 281-20, 281-8-1, 281-8-2, 281-9-1, 281-9-2, 281-10-1, 281-10-2, 281-11-1, 281-11-2, 281-14-1, 281-14-2, 281-15-1, 281-15-2, 282-4 to 282-11, 282-4-1, 282-4-2, 282-8-1, 282-8-2, 283-3 to 283-10, 286-12-2 to 286-12-33, 286-12-22-1, 286-12-22-2, 286-12-23-1, 286-12-23-2, 286-12-24-1, 286-12-24-2, 286-12-26-1, 286-12-26-2, 286-12-27-1, 286-12-27-2, 286-12-28-1, 286-12-28-2, 286-12-29-1, 286-12-29-2, 286-12-30-1, 286-12-30-2, 286-12-31-1, 286-12-31-2, 286-12-32-1, 286-12-32-2, 691-1 to 697-8 et une partie des lots 286-12, 281, 282, 283, 286 and 697 are cancelled and lots 713 and 714 are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, January 16, 1961.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
J.-ÉDOUARD GUAY,

56548-o *Deputy-Minister.*

Official cadastre of the parish of Ste-Foye, municipality of city of Ste-Foy, registration division of Québec.

Notice is hereby given that lots 101-B-2 to 101-B-69, 102-2 to 102-88, 103-4 to 103-85, 104-2 to 104-33 and a part of lots 101-B, 101, 102, 103, 104 are cancelled and lot 414 has been added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, January 26, 1961.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
J.-ÉDOUARD GUAY,

56548-o *Deputy-Minister.*

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Foye, municipalité de la cité de Ste-Foy, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné qu'une partie des lots 267, 268, 269 est annulée et le lot 413 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 26 janvier 1961.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre
Le Sous-ministre,
J.-ÉDOUARD GUAY.

56548-o

Official cadastre of the parish of Ste-Foye, municipality of city of Ste-Foy, registration division of Quebec.

Notice is hereby given that a part of lot 267, 268 and 269 has been cancelled and lot 413 has been added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, January 26, 1961.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
J.-ÉDOUARD GUAY,
Deputy-Minister.

56548-o

Cadastre officiel de village de Waterloo, municipalité de ville de Waterloo, division d'enregistrement de Shefford.

Avis est par la présente donné que les lots 515 à 519, 530 à 536 sont annulés et le lot 1087 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 25 janvier 1961.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
J.-ÉDOUARD GUAY.

56548-o

Official cadastre of village of Waterloo, municipality of town of Waterloo, registration division of Shefford.

Notice is hereby given that lots 515 to 519, 530 to 536 are cancelled and lot 1087 has been added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, January 25, 1961.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
J.-ÉDOUARD GUAY.
Deputy-Minister.

56548-o

Cadastre officiel de canton de Wentworth, municipalité de Wentworth-Nord, division d'enregistrement d'Argenteuil.

Avis est par la présente donné que les lots 23-B, 23-C, 24 et 25 du rang VIII sont annulés et le lot 29 du rang VIII est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 26 janvier 1961.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
J.-ÉDOUARD GUAY.

56548-o

Official cadastre of township of Wentworth, municipality of Wentworth-North, registration division of Argenteuil.

Notice is hereby given that lots 23-B, 23-C, 24 and 25 range VIII are cancelled and lot 29 range VIII has been added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, January 26, 1961.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
J.-ÉDOUARD GUAY,
Deputy-Minister.

5654'-o

Département du Travail

Avis d'approbation de règlements

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que la constitution et les règlements généraux du Comité conjoint des matériaux de construction, établi en exécution du décret numéro 2203 du 6 décembre 1960, et dont le siège social est situé dans la cité de Montréal, ont été approuvés par l'arrêté-en-conseil numéro 247 du 27 janvier 1961 section « A ».

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 11 février 1961. 56547-o

Avis de prélèvement

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'industrie de l'automobile de Montréal et du district, établi en exécution du décret numéro 184, du 8 février 1950 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 247 du 27 janvier 1961, section « B », le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et

Department of Labour

Notice of approval of by-laws

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments) that the constitution and general by-laws of the Building Materials Joint Committee, formed under decree number 2203 of December 6, 1960, and whose corporate seat is in the City of Montreal, have been approved by Order-in-Council number 247 of January 27, 1961 (Section "A").

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 11, 1961. 56547-o

Notice of levy

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Automobile Industry of Montreal and District, formed under decree number 184 of February 8, 1950 and amendments, has been authorized by by-law approved by Order in Council number 247 of January 27, 1961, Section "B", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amend-

amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 18 février 1961 au 18 février 1962; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 184 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/5 de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 184 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/5 de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit $58.80 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 184 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/5 de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile de Montréal et du district pour la période comprise entre le 18 février 1961 et le 18 février 1962.

LE COMITÉ PARITAIRE
DE L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE
DE MONTRÉAL ET DU DISTRICT

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 18 février 1961 et le 18 février 1962.

ments), to collect levies from the professional employees the artisans and the employees governed by the said decree according to the following method and rate:

1. *Levy*

The period of levy extends from February 18, 1961 to February 18th, 1962, and applies as hereinafter mentioned:

a) Professional employers governed by the said decree, number 184 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/5 of 1% of their pay-roll for their employees governed by the decree.

b) Artisans governed by the said decree, number 184 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/5 of 1% of the lowest wage rate set in the decree for journeymen, i.e. $58.80 per week.

c) Employees governed by the said decree, number 184 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/5 of 1% of their remuneration.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which shall be given all the particulars required by the said Parity Committee. The professional employer shall complete his report, sign and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from the latter's wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th day of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The Committee has the right to demand sworn reports when deemed advisable.

The levy enacted by the present by-law is payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, five (5) days' notice shall be given to him to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Automobile Industry of Montreal and district for the period between February 18th, 1961, and February 18th, 1962.

THE JOINT COMMITTEE
OF THE AUTOMOBILE INDUSTRY
OF MONTREAL AND DISTRICT

Estimate of the receipts and disbursements for the period between February 18, 1961 and February 18, 1962.

Recettes:

Cotisations (1/5 de 1%):	
Employeurs professionnels	$ 55,441.94
Artisans	9,116.12
Salariés	55,441.94
Honoraires d'examens	2,455.00
Dommages-intérêts liquidés	6,892.91
Intérêts sur obligations	3,000.00
Loyer perçu: Sous-location de bureau	3,600.00
	$135,947.91

Déboursés:

Salaires:	
Secrétaire	$ 7,900.00
Employés de bureau	26,695.04
Inspecteurs	38,151.30
Préposée à l'entretien	1,937.00
Frais de déplacements des Inspecteurs	4,498.57
Loyer de bureau	12,600.00
Frais légaux	3,750.00
Papeterie, impressions, timbres, téléphone et télégrammes	6,343.09
Électricité	475.51
Ameublement et accessoires de bureau	500.00
Vérification des livres	700.00
Assurances et frais de cautionnement	345.43
Jetons de présence et frais de déplacement du président et des membres	15,980.00
Taxe d'affaires et autres	500.26
Statistiques	2,259.14
Propagande et publicité éducative	9,728.72
Bureau d'examinateurs et tests psychologiques	7,497.33
Subvention à la Commission d'Apprentissage	9,100.00
Plan de sécurité sociale et fonds de pension	5,596.16
Dépenses diverses et imprévues	2,275.07
	$156,832.53
Déficit prévu à être comblé par réserve	20,884.62
	$135,947.91

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 11 février 1961. 56547-o

Receipts:

Assessments (1/5 of 1%):	
Professionnal employers	$ 55,441.94
Artisans	9,116.12
Employees	55,441.94
Examination fees	2,455.00
Liquidated damages	6,892.91
Interests on bonds	3,000.00
Rent collected: sub-letting of office space	3,600.00
	$135,947.91

Disbursements:

Salaries:	
Secretary	$ 7,900.00
Office Employees	26,695.04
Inspectors	38,151.30
Charwoman	1,937.00
Travelling expenses: Inspectors	4,498.57
Office rent	12,600.00
Legal fees	3,750.00
Stationery, printing, postage, telephone and telegrams	6,343.00
Electricity	475.51
Office furniture and equipment	500.00
Auditing	700.00
Insurance and fidelity bond	345.43
Meeting and travelling expenses of members	15,980.00
Business and other taxes	500.26
Statistics	2,259.14
Educational and other publicity	9,728.72
Board of Examiners and psychologist tests	7,497.33
Subvention to the Apprenticeship Commission	9,100.00
Social Security and Pension Fund	5,596.16
Various and unforeseen expenses	2,275.07
	$156,832.53
Estimated deficit to be covered by reserve	20,884.62
	$135,947.91

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 11, 1961. 56547-o

Ministère des Finances
Assurances

Equitable Fire and Marine Insurance Company

Avis d'annulation de permis et d'enregistrement

Attendu que « Equitable Fire and Marine Insurance Company », dont le lège social est situé à Providence, état du Rhode Island, États-Unis d'Amérique, a réassuré toutes ses affaires dans la province de Québec auprès de « The Phoenix Insurance Company » (Hartford, Connecticut), dont le siège social est situé à Hartford, état du Connecticut, États-Unis d'Amérique, en vertu d'un contrat de réassurance intervenu entre ces deux compagnies le 19 décembre 1960 et qui a pris effet le 31 décembre 1960;

Department of Finance
Insurance

Equitable Fire and Marine Insurance Company

Notice of Cancellation of Licence and Registration

Whereas "Equitable Fire and Marine Insurance Company", whose head office is situate in Province, Rhode Island, United States of America, has reinsured all its business in the Province of Quebec with "The Phoenix Insurance Company" (Hartford, Connecticut), whose head office is situate in Hartford, Connecticut, United States of America, according to a reinsurance agreement entered into by these two companies on the 19th of December 1960 and which has taken effect on the 31st of December 1960;

Attendu que « Equitable Fire and Marine Insurance Company », s'est conformée aux autres dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et le cetificat d'enregistrement de « Equitable Fire and Marine Insurance Company » sont annulés à compter du 6 février 1961.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 6 février 1961.

Pour le Ministre des finances
de la province,
Le Surintendant des assurances,
56584-6-2-o GUSTAVE-E. TREMBLAY.

Whereas "Equitable Fire and Marine Insurance Company" has otherwise complied with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the license and certificats of registration of "Equitable Fire and Marine Insurance Company" are cancelled as from the 6th of February 1961.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance the 6th of February, 1961.

For the Minister of Finance
of the Province,
GUSTAVE-E. TREMBLAY,
56584-6-2-o *Superintendent of Insurance.*

Compagnie de Fiducie Prêt et Revenu

Avis d'enregistrement

Avis est donné par les présentes que la « Compagnie de Fiducie Prêt et Revenu — Savings and Investment Trust Company » a obtenu le certificat d'enregistrement prévu par l'article 17 de la Loi des compagnies de fidéicommis (chapitre 284, S.R. 1941) qui l'autorise à effectuer des affaires de fidéicommis dans cette province.

Le siège social de la compagnie est situé à 850, place d'Youville, Québec, province de Québec.

Donné en conformité des dispositions de l'article 30 de la Loi des compagnies de fidéicommis, ce 6e jour de février 1961.

Pour le Ministre des finances
de la province,
L'Inspecteur des compagnies de fidéicommis,
56584-6-2-o GUSTAVE-E. TREMBLAY.

Savings and Investment Trust Company

Notice of Registration

Notice is hereby given that "Savings and Investment Trust Company — Compagnie de Fiducie Prêt et Revenu" has obtained the certificate of registration provided by section 17 of the Trust Companies Act (chapter 284 S.R. 1941) authorizing it to carry on trust business in this Province.

The head office of the company is situate at 850 d'Youville Square, Quebec, province of Quebec.

Given pursuant to the provisions of section 30 of the Trust Companies Act, this 6th day of February, 1961.

For the Minister of Finance
of the Province,
GUSTAVE-E. TREMBLAY,
56584-6-2-o *Inspector of Trust Companies.*

Nominations

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer, par arrêté en conseil numéro 908, en date du 7 juin 1960, M. J.-Cléo. Guimond, avocat et membre du Barreau de la province, de Montréal, conseil en loi de la Reine.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le six février 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
56546-o RAYMOND DOUVILLE.

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneuf en conseil de nommer, par arrêté en conseil numéro 7, en date du 4 janvier 1961, M. François Nobert, 167, rue Laviolette, Trois-Rivières, avocat et membre du Barreau de la province, conseil en loi de la Reine.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le six février 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
56546-o RAYMOND DOUVILLE.

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commissions sous le grand sceau de la province, les nominations suivantes:

Québec, le 16 décembre 1960.

Dr Henri Picard, médecin, 74, rue Principale, Granby: coroner conjoint pour le district de Bedford, avec juridiction seulement sur le district électoral de Shefford, à compter du 1er janvier 1961.

Dr Louis-Joseph Paradis, médecin, de Ste-Scholastique: coroner conjoint du district judi-

Appointments

Notice is given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to appoint, by Order in Council Number 908, dated June 7, 1960, Mr. J.-Cléo Guimond, advocate and member of the Bar of the Province, of Montreal, Queen's Counsel.

Given at the office of the Provincial Secretary on February sixth, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
56546 *Assistant Secretary of the Province.*

Notice is given that Lieutenant-Governor in Council has been pleased to appoint, by Order in Council number 7, dated January 4, 1961, Mr. François Nobert, 167 Laviolette Street, Trois-Rivières, advocate and member of the Bar of the Province, Queen's Counsel.

Given at the office of the Provincial Secretary on February sixth, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
56546 *Assistant Secretary of the Province.*

Notice is given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to make, by commissions under the Great Seal of the Province, the following appointments:

Quebec, December 16, 1960.

Dr. Henri Picard, phycisian, 74 Principal Street, Granby: joint-coroner for the district of Bedford, with jurisdiction only on the electoral district of Shefford, from and after January 1, 1961.

Dr. Louis-Joseph Paradis, physician, of Ste-Scholastique: joint-coroner of the judicial dis-

ciaire de Terrebonne, avec juridiction sur le district électoral de Deux-Montagnes, à compter de la date de son assermentation.

M. Villeneuve Huot, 277, rue St-Georges, St-Jérôme: shérif du district de Terrebonne et commissaire *per dedimus potestatem*, à compter du 16 décembre 1960.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le six février 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
56546-o

trict of Terrebonne, with jurisdiction over the electoral district of Two-Mountains, from and after the date of his attestation.

Mr. Villeneuve Huot, 277 St-Georges Street, St-Jérôme: sheriff for the district of Terrebonne and Commissioner *per dedimus potestatem*, from and after December 16, 1960.

Given at the office of the Provincial Secretary on February sixth, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
56546

Sièges sociaux

Auclair Automobiles Inc.

La compagnie « Auclair Automobiles Inc. », a été constituée en corporation dans la cité de Québec par lettres patentes accordées le 16 décembre 1960.

Sa principale place d'affaires dans la province de Québec est à, 100 Boulevard Hamel, Québec Ouest.

En foi de quoi cette déclaration en double est faite et signée par moi, Jean-Paul Auclair, garagiste, de St-Émile, le président de ladite compagnie à 100 Boulevard Hamel, Québec Ouest, le 9 janvier 1961.

Le Président,
JEAN-PAUL AUCLAIR.
56557-o

Parc Horizon Inc.

Avis est donné que la compagnie « Parc Horizon Inc. » constituée en corporation par lettres patentes en date du 7 novembre 1960 et ayant son bureau principal dans la cité de Québec a établi son bureau au No 350 de la rue St-Roch.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce vingt-quatrième jour de janvier 1961.

Le Secrétaire.
G.-ALEX LEBEL.
56558-o

Brind'Amour & Masson Inc.

Avis est donné que la compagnie « Brind'Amour & Masson Inc. », constituée en corporation par lettres patentes, en date du 15ième jour de janvier 1957, et ayant son bureau principal et son siège social à Montréal, où son bureau était situé jusqu'à ce jour au numéro 132 de la rue St-Jacques Ouest, a établi son bureau maintenant au numéro 276 de la rue St-Jacques Ouest, dans les cité et district de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, ce 26e jour de janvier 1961.

Le Secrétaire,
ERNEST CARRÈRE.
56566-o

(P.G. 12440-55)

Les Entreprises Simard Enterprises Cie Ltée, Co. Ltd.

Règlement No 5

concernant le changement du bureau principal

Il est décrété à titre de Règlement de la compagnie:

Le bureau principal de la compagnie est changé de ville d'Amos, district d'Abitibi, où il était

Head Offices

Auclair Automobiles Inc.

The company "Auclair Automobiles Inc." was incorporated in the city of Quebec by letters patent granted on December 16, 1960.

Its principal place of business in the province of Quebec is at 100 Blvd Hamel, Quebec West.

In testimony whereof this double declaration has been made and signed by me, Jean-Paul Auclair, garage-keeper, of St-Émile, the president of said company at 100 Blvd Hamel, Quebec West on January 9, 1961.

JEAN-PAUL AUCLAIR,
President.
56557

Parc Horizon Inc.

Notice is given that the company "Parc Horizon Inc.", incorporated by letters patent dated November 7, 1960, and having its head office in the city of Quebec, has established its office at No. 350 St. Roch street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given in Quebec, this twenty-fourth day of January, 1961.

G.-ALEX LEBEL,
Secretary.
56558

Brind'Amour & Masson Inc.

Notice is hereby given that "Brind'Amour & Masson Inc.", incorporated by letters patent issued under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 15th day of January 1957, and having its head-office in the Province of Quebec, city and district of Montreal, where its office were situated up to date at 132 St. James Street West, has moved it to 276 St. James Street West, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office has been considered by the company as being its head-office.

Dated in Montreal, this 26 day of January 1961.

ERNEST CARRÈRE,
Secretary.
56566-o

(P.G. 12440-55)

Les Entreprises Simard Enterprises Cie Ltée, Co. Ltd.

By-Law No. 5

concerning the changing of the head office

Be it enacted as a By-law of the company:

The head office of the company is changed from the town of Amos, district of Abitibi, where

auparavant, à Baie Comeau, district de Saguenay.

Copie fidèle d'un règlement adopté par les directeurs de « Les Entreprises Simard Cie Ltée — Simard Enterprises Co. Ltd. », le 3 janvier 1961, et approuvé à l'unanimité par les actionnaires de ladite compagnie à une assemblée générale spéciale convoquée aux fins de considérer ledit règlement et tenue le même jour.

Le Secrétaire,
56567-o (*Signé*) J. LEVASSEUR.

(P.G. 10838-54)

Simard & Frères Cie Ltée

Règlement No 25

concernant le changement du bureau principal

Il est décrété à titre de Règlement de la compagnie:

Le bureau principal de la compagnie est changé de ville d'Amos, district d'Abitibi, où il était auparavant, à 3033 Jarry, ville St-Michel, district de Montréal.

Copie fidèle d'un règlement adopté par les directeurs de « Simard & Frères Cie Ltée », le 3 janvier 1961, et approuvé à l'unanimité par les actionnaires de ladite compagnie à une assemblée générale spéciale convoquée aux fins de considérer ledit règlement et tenue le même jour.

Le Secrétaire,
56568-o (*Signé*) J. LEVASSEUR.

Les Équipements Daniel Ltée.

Avis est donné que la compagnie « Les Équipements Daniel Ltée. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 4 décembre 1959 et ayant son bureau principal à Montréal, où elle avait son bureau situé jusqu'à maintenant au numéro 39 de la rue Notre-Dame Est, l'a transporté au numéro 6765, 19e Avenue Rosemont.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 19e jour de décembre 1960.

Le Secrétaire,
56569-o JOSEPH M. FAVREAU.

(P.G. 12365-60)

Glo-Call Inc.

Règlement No 24

Le bureau principal de la compagnie « Glo-Call Inc. » est transporté de Montréal, où il était auparavant, à Longueuil, 2 rue St-Antoine.

Copie certifiée du règlement N° 24 de la compagnie « Glo-Call Inc. », adopté par les directeurs de la compagnie à une assemblée tenue le 23ième jour de janvier 1961 et approuvé à l'unanimité par tous les actionnaires présents à une assemblée tenue le 23ième jour de janvier 1961.

Montréal, ce 23e jour de janvier 1961.

Le Secrétaire,
56570-o A.-J. DOUCET.

M. L. M. Holdings Ltd.

Avis est par les présentes donné que « M. L. M. Holdings Ltd. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 28e jour de janvier 1960, et ayant son siège social dans la cité de Montréal, dans ladite province, a établi son bureau au 5387 rue Rivard, dans ladite cité.

it formerly was, to Baie Comeau, district of Saguenay.

Certified true copy of a By-law enacted by the directors of "Les Entreprises Simard Cie Ltée — Simard Enterprises Co. Ltd.", on January 3, 1961, and unanimously approved by the shareholders of the said company at a special general meeting called for considering the said By-law and held on the same day.

(*Signed*) J. LEVASSEUR,
56567-o *Secretary.*

(A.G. 10838-54)

Simard & Frères Cie Ltée

By-Law No. 25

concerning the changing of the head-office

Be it enacted as a By-law of the company:

The head office of the company is changed from the town of Amos, district of Abitibi, where it formerly was, to 3033 Jarry, town of St-Michel, district of Montreal.

Certified true copy of a By-law enacted by the directors of "Simard & Frères Cie Ltée", on January 3, 1961, and unanimously approved by the shareholders of the said company at a special general meeting called for considering the said By-law and held on the same day.

(*Signed*) J. LEVASSEUR,
56568-o *Secretary.*

Les Équipements Daniel Ltée.

Notice is hereby given that the company "Les Équipements Daniel Ltée.", incorporated by letters patent dated December 4, 1959, and having its head office at Montreal, where it was situated up to today at 39 Notre-Dame Street East, has moved it to 6765, 19th Avenue Rosemount;

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, this 19th day of December, 1960.

JOSEPH M. FAVREAU,
56569-o *Secretary.*

(A.G. 12365-60)

Glo-Call Inc.

By-Law No. 24

The head office of the company "Glo-Call Inc." has been moved from Montreal where it formerly was to Longueuil, 2 St. Anthony St.

Certified copy of by-law No. 24 of the company "Glo-Call Inc.", adopted by the directors of the company at a meeting held on January 23, 1961 and unanimously approved by all the shareholders persent at a meeting held on January 23, 1961.

Montréal, January 23, 1961.

A.-J. DOUCET,
56570 *Secretary.*

M. L. M. Holdings Ltd.

Notice is hereby given that "M. L. M. Holdings Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, on the 28th day of January, 1960, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at 5387 Rivard Street, in the said city.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le siège social de la compagnie.

Daté en la cité de Montréal, ce 28e jour de janvier 1960.

Le Secrétaire,
MELVIN GREENBERG.

56587

(P.G. 12332-60)

Les Investissements Gloria Inc.

Règlement No 25

concernant le changement du bureau principal

Le bureau principal de la compagnie « Les Investissements Gloria Inc. » est transporté de 5165 ouest, rue Sherbrooke, dans la cité de Montréal, au 191, avenue Berkley, dans la cité de St-Lambert, province de Québec.

Copie certifiée du règlement No 25 dûment adopté à une assemblée des directeurs, tenue le six décembre 1960, et approuvé à une assemblée générale spéciale de la compagnie, tenue le six décembre 1960, par les actionnaires détenant entre eux (100%) des actions représentées à cette assemblée.

Le Secrétaire,
GÉRARD COMTOIS.

56599-o

Weir Estate Limited

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Weir Estate Limited », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 23 juin 1960, a établi son siège social à suite 303, 901 Carré Victoria, en la cité de Montréal.

Montréal, 5 décembre 1960.

Le Secrétaire-trésorier,
L. H. PACKARD.

56600

Paradis & Morin Ltée.

Avis est donné que la compagnie « Paradis & Morin Ltée. », constituée en corporation par lettres patentes datées du 4 mars 1950 et ayant son bureau principal dans Montréal, où elle avait son bureau situé au 232, St-Jacques ouest, l'a transporté au numéro 132, St-Jacques ouest, chambre 425.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 3e jour de février 1961.

La Secrétaire,
MME CLAUDE DAVID.

56604-o

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the city of Montreal, this 28th day of January, 1960.

MELVIN GREENBERG,
Secretary.

56587-o

(A.G. 12332-60)

Les Investissements Gloria Inc.

By-law No. 25

concerning the change of head office of the company

The head office of the company "Les Investissements Gloria Inc." is transferred from 5165 Sherbrooke Street West, in the city of Montreal, at 191 Berkley Avenue, in the city of St. Lambert, Province of Quebec.

Certified copy of by-law No. 25 duly adopted at a meeting of the directors held on December 6, 1960 and approved at a special general meeting of the company, held on December 6, 1960, by the shareholders holding amongst themselves (100%) of the shares represented at this meeting.

GÉRARD COMTOIS,
Secretary.

56599-o

Weir Estate Limited

Notice is hereby given that "Weir Estate Limited", incorporated under Part One of the Quebec Companies Act by letters patent dated June 23, 1960, has established its head office at Suite 303, 901 Victoria Square, in the city of Montreal.

Montreal, December 5, 1960.

L. H. PACKARD,
Secretary-Treasurer.

56600-o

Paradis & Morin Ltée.

Notice is given that the company "Paradis & Morin Ltée.", incorporated by letters patent dated March 4, 1950, and having its head office in Montreal, where its office was situated at 232 west, St. James street, has moved it to number 132 west, St. James street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 3rd day of February, 1961.

MRS. CLAUDE DAVID,
Secretary.

56604

Soumissions

Les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de La Sarre

Correction

On est prié de noter que des soumissions pourront également être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans, en ce qui concerne la vente de $160,000.00 d'obligations de la commission scolaire du village de La Sarre, le 20 février 1961. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

56580-o

Tenders

The school commissioners for the municipality of the village of La Sarre

Correction

Please note that tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds, relative to the sale of $160,000.00 of bonds of the School Commission of the village of La Sarre, February 20th, 1961. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

56580-o

Ville de Port-Cartier
Comté de Saguenay

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Odina Arteau, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Port-Cartier, comté de Saguenay, jusqu'à 8.00 heures du soir, lundi, le 27 février 1961, pour l'achat de $250,000.00 d'obligations de la ville de Port-Cartier, comté de Saguenay, datées du 1er mars 1961 et remboursables par séries du 1er mars 1962 au 1er mars 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement, les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt, tel que modifié: N° 12: $250,000.00 — aqueduc et égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mars 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $250,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mars 1962	$1,500.00
1er mars 1963	1,500.00
1er mars 1964	2,000.00
1er mars 1965	2,000.00
1er mars 1966	2,000.00
1er mars 1967	2,000.00
1er mars 1968	2,500.00
1er mars 1969	2,500.00
1er mars 1970	2,500.00
1er mars 1971	2,500.00
1er mars 1972	3,000.00
1er mars 1973	3,000.00
1er mars 1974	3,000.00
1er mars 1975	3,500.00
1er mars 1976	3,500.00
1er mars 1977	4,000.00
1er mars 1978	4,000.00
1er mars 1979	4,500.00
1er mars 1980	4,500.00
1er mars 1981	196,000.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Port-Cartier.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec ainsi qu'au bureau principal à Toronto, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil municipal qui sera tenue lundi, le 27 février 1961 à 8.00 heures du soir, en la salle paroissiale de Port-Cartier.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Town of Port-Cartier
County of Saguenay

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Odina Arteau, secretary-treasurer, Town Hall, Port-Cartier, county of Saguenay, until 8.00 o'clock p.m. on Monday, February 27, 1961, for the purchase of an issue of $250,000.00 of bonds for the town of Port-Cartier, county of Saguenay, dated March 1, 1961, and redeemable serially from March 1, 1962 to March 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum payable semi-annually on March 1 and September 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law, as modified: No. 12: $250,000.00 — aqueduct and sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from March 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $250,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
March 1, 1962	$1,500.00
March 1, 1963	1,500.00
March 1, 1964	2,000.00
March 1, 1965	2,000.00
March 1, 1966	2,000.00
March 1, 1967	2,000.00
March 1, 1968	2,500.00
March 1, 1969	2,500.00
March 1, 1970	2,500.00
March 1, 1971	2,500.00
March 1, 1972	3,000.00
March 1, 1973	3,000.00
March 1, 1974	3,000.00
March 1, 1975	3,500.00
March 1, 1976	3,500.00
March 1, 1977	4,000.00
March 1, 1978	4,000.00
March 1, 1979	4,500.00
March 1, 1980	4,500.00
March 1, 1981	196,000.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Port-Cartier.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec, as well as at the head office in Toronto, of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Municipal Council, to be held on Monday, February 27, 1961, at 8.00 o'clock p.m., in the parochial hall of Port-Cartier.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Port-Cartier, (comté de Saguenay), ce 3 février 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
ODINA ARTEAU.

Adresse postale: Hôtel de Ville, C.P. 387,
Port-Cartier, (Saguenay), P.Q.
Téléphone: WIndsor 6-2850. 56571-o

Village de Notre-Dame-du-Bon-Conseil
Comté de Drummond

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Guy Shooner, secrétaire-trésorier, Notre-Dame-du-Bon-Conseil, comté de Drummond, jusqu'à 8.00 heures du soir, lundi, le 27 février 1961, pour l'achat de $187,500.00 d'obligations du village de Notre-Dame-du-Bon-Conseil, comté de Drummond, datées du 1er mars 1961 et remboursables par séries du 1er mars 1962 au 1er mars 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement, les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt, tel que modifié: No 12 — $187,500.00 — aqueduc et prévention contre les incendies.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mars 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $187,500.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mars 1962	$ 2,500.00
1er mars 1963	2,500.00
1er mars 1964	2,500.00
1er mars 1965	3,000.00
1er mars 1966	3,000.00
1er mars 1967	3,000.00
1er mars 1968	3,500.00
1er mars 1969	3,500.00
1er mars 1970	4,000.00
1er mars 1971	4,000.00
1er mars 1972	4,000.00
1er mars 1973	4,500.00
1er mars 1974	5,000.00
1er mars 1975	5,000.00
1er mars 1976	5,500.00
1er mars 1977	5,500.00
1er mars 1978	6,000.00
1er mars 1979	6,500.00
1er mars 1980	7,000.00
1er mars 1981	107,000.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Drummondville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Port-Cartier, (County of Saguenay), February 3, 1961.

ODINA ARTEAU,
Secretary-Treasurer.

Postal address: Town Hall, P.O.B. 387,
Port-Cartier, (Saguenay), P.Q.
Telephone: WIndsor 6-2850. 56571

Village of Notre-Dame-du-Bon-Conseil
County of Drummond

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Guy Shooner, secretary-treasurer, Notre-Dame-du-Bon-Conseil, county of Drummond, until 8.00 o'clock p.m., on Monday, February 27, 1961, for the purchase of an issue of $187,500.00 of bonds for the village of Notre-Dame-du-Bon-Conseil, county of Drummond, dated March 1, 1961, and redeemable serially from March 1, 1962 to March 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on March 1, and September 1, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law, as modified: No. 12 — $187,500.00 — aqueduct and fire prevention.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from March 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $187,500.00 — 20 years

Year	*Capital*
March 1, 1962	$ 2,500.00
March 1, 1963	2,500.00
March 1, 1964	2,500.00
March 1, 1965	3,000.00
March 1, 1966	3,000.00
March 1, 1967	3,000.00
March 1, 1968	3,500.00
March 1, 1969	3,500.00
March 1, 1970	4,000.00
March 1, 1971	4,000.00
March 1, 1972	4,000.00
March 1, 1973	4,500.00
March 1, 1974	5,000.00
March 1, 1975	5,000.00
March 1, 1976	5,500.00
March 1, 1977	5,500.00
March 1, 1978	6,000.00
March 1, 1979	6,500.00
March 1, 1980	7,000.00
March 1, 1981	107,000.00

Moreover, tenders may be forwarded as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be consider d for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Drummondville.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemably by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil municipal qui sera tenue lundi, le 27 février 1961 à 8.00 heures du soir, en la salle de l'école à Notre-Dame-du-Bon-Conseil.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Notre-Dame-du-Bon-Conseil, (Comté de Drummond), ce 3 février 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
GUY SHOONER.

Notre-Dame-du-Bon-Conseil,
(Drummond), P. Q.
Téléphone: 103. 56572-o

Paroisse de Ste-Anne-de-Varennes
Comté de Verchères

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné, Jules Phaneuf, N.P., secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures p.m., à 1, rue Guèvremont, Varennes, comté de Verchères, et jusqu'à 8.00 heures du soir, en la salle paroissiale St-Louis, coin des rues Youville et de la Fabrique, Varennes, lundi, le 27 février 1961, pour l'achat de $227,000.00 d'obligations de la paroisse de Ste-Anne-de-Varennes, comté de Verchères, datées du 1er mars 1961 et remboursables par séries du 1er mars 1962 au 1er mars 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement, les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunt, tels que modifiés: Nos 324 — $48,950.00 — aqueduc; 325 — $21,450.00—aqueduc et égouts; 328—$36,000.00 — aqueduc, égouts et pavage; 329 — $60,000.00 — aqueduc et égouts; 330 — $18,000.00 — aqueduc, égouts et pavage; 331 — $8,500.00 — aqueduc; 332 — $4,800.00 — égouts; 333 — $2,200.00 — aqueduc; 334 — $5,500.00 — aqueduc, 335 — $18,000.00 — aqueduc; 336 — $2,000.00 — aqueduc; et 337 — $1,800.00 — aqueduc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mars 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $227,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mars 1962	$ 6,000.00
1er mars 1963	6,000.00
1er mars 1964	7,000.00
1er mars 1965	7,000.00
1er mars 1966	7,500.00
1er mars 1967	8,500.00
1er mars 1968	9,000.00
1er mars 1969	9,000.00
1er mars 1970	10,000.00
1er mars 1971	10,500.00
1er mars 1972	11,500.00
1er mars 1973	11,500.00
1er mars 1974	12,500.00
1er mars 1975	13,000.00
1er mars 1976	13,500.00
1er mars 1977	14,500.00
1er mars 1978	16,000.00
1er mars 1979	17,000.00
1er mars 1980	18,000.00
1er mars 1981	19,000.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Municipal Council to be held on Monday, February 27, 1961, at 8.00 o'clock p.m., in the auditorium of the Notre-Dame-du-Bon-Conseil school.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Notre-Dame-du-Bon-Conseil, (County of Drummond), February 3, 1961.

GUY SHOONER,
Secretary-Treasurer.

Notre-Dame-du-Bon-Conseil,
(Drummond), P.Q.
Telephone: 103. 56572

Parish of Ste-Anne-de-Varennes
County of Verchères

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds", will be received by the undersigned, Jules Phaneuf, N.P., Secretary-treasurer, until 7.30 o'clock p.m., at 1, Guèvremont Street, Varennes, county of Verchères and until 8.00 o'clock p.m. in the hall of St. Louis parish, corner of Youville and Fabrique Streets, Varennes, on Monday, February 27, 1961, for the purchase of an issue of $227,000.00 of bonds for the parish of Ste-Anne-de-Varennes, county of Verchères, dated March 1, 1961, and redeemable serially from March 1, 1962 to March 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on March 1 and September 1, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-laws, as amended : Nos 324 — $48,950.00 — aqueduct; 325 — $21,450.00 — aqueduct and sewers; 328 — $36,000.00 — aqueduct, sewers and paving; 329 — $60,000.00 — aqueduct and sewers; 330 — $18,000.00 — aqueduct, sewers and paving; 331 — $8,500.00 — aqueduct; 332 — $4,800.00 — sewers; 333 — $2,200.00 — aqueduct; 334 — $5,500.00 — aqueduct; 335 — $18,000.00 — aqueduct; 336 — $2,000.00 — aqueduct and 337 — $1,800.00 — aqueduct.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from March 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $227,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
March 1, 1962	$ 6,000.00
March 1, 1963	6,000.00
March 1, 1964	7,000.00
March 1, 1965	7,000.00
March 1, 1966	7,500.00
March 1, 1967	8,500.00
March 1, 1968	9,000.00
March 1, 1969	9,000.00
March 1, 1970	10,000.00
March 1, 1971	10,500.00
March 1, 1972	11,500.00
March 1, 1973	11,500.00
March 1, 1974	12,500.00
March 1, 1975	13,000.00
March 1, 1976	13,500.00
March 1, 1977	14,500.00
March 1, 1978	16,000.00
March 1, 1979	17,000.00
March 1, 1980	18,000.00
March 1, 1981	19,000.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall

Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Varennes.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 27 février 1961, à 8.00 heures du soir, en la salle paroissiale St-Louis, coin des rues Youville et de la Fabrique, à Varennes.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Anne-de-Varennes, (Comté de Verchères), ce 6 février 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
JULES PHANEUF, N.P.

Adresse postale: C.P. 30,
1, rue Guèvremont,
Varennes, (Verchères), P.Q.
Téléphone: OL. 2-2525. 56581-o

be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Varennes.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, February 27th, 1961, at 8.00 o'clock p.m., in the hall of St. Louis parish, corner of Youville and Fabrique Streets, at Varennes.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Anne-de-Varennes, (County of Verchères), February 6, 1961.

JULES PHANEUF, N.P.,
Secretary-Treasurer.

Postal address: P.B. 30,
1 Guèvremont St.
Varennes, (Verchères), P.Q.
Telephone: OL. 2-2525. 56581

Cité de Lachine
Comté de Jacques-Cartier

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné, Émile Daoust, greffier, Hôtel de Ville, 1,800, boulevard St-Joseph, Lachine, comté de Jacques-Cartier, jusqu'à 8.00 heures du soir, mardi, le 28 février 1961, pour l'achat de $3,500,000.00 d'obligations de la cité de Lachine, comté de Jacques-Cartier, datées du 1er mars 1961 et remboursables par séries du 1er mars 1962 au 1er mars 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement, les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt, tel que modifié: No 1447 — $3,500,000.00 — construction d'une nouvelle usine de filtration.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mars 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—$3,500,000.00—20 ans

Année	*Capital*
1er mars 1962	$ 26,000.00
1er mars 1963	27,000.00
1er mars 1964	28,000.00
1er mars 1965	30,000.00
1er mars 1966	32,000.00
1er mars 1967	33,000.00
1er mars 1968	35,000.00
1er mars 1969	37,000.00
1er mars 1970	39,000.00
1er mars 1971	41,000.00
1er mars 1972	44,000.00
1er mars 1973	46,000.00
1er mars 1974	49,000.00
1er mars 1975	51,000.00
1er mars 1976	54,000.00
1er mars 1977	57,000.00

City of Lachine
County of Jacques-Cartier

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Émile Daoust, clerk, City Hall, 1,800 St. Joseph Blvd, Lachine, county of Jacques-Cartier, until 8.00 o'clock p.m. on Tuesday, February 28, 1961, for the purchase of an issue of $3,500,000.00 of bonds for the city of Lachine, county of Jacques-Cartier, dated March 1, 1961, and redeemable serially from March 1, 1962 to March 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on March 1 and September 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law, as modified: No. 1447 — $3,500,000.00 — construction of a new filtering plant.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from March 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption—$3,500,000.00—20 years.

Year	*Capital*
March 1, 1962	$ 26,000.00
March 1, 1963	27,000.00
March 1, 1964	28,000.00
March 1, 1965	30,000.00
March 1, 1966	32,000.00
March 1, 1967	33,000.00
March 1, 1968	35,000.00
March 1, 1969	37,000.00
March 1, 1970	39,000.00
March 1, 1971	41,000.00
March 1, 1972	44,000.00
March 1, 1973	46,000.00
March 1, 1974	49,000.00
March 1, 1975	51,000.00
March 1, 1976	54,000.00
March 1, 1977	57,000.00

1er mars 1978	$ 60,000.00
1er mars 1979	64,000.00
1er mars 1980	67,000.00
1er mars 1981	2,680,000.00

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des titres à vingt ans seulement, et que les offres qui seront faites pour des titres à courte échéance ne seront pas considérées.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Lachine.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec ainsi qu'au bureau principal à Toronto, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 28 février 1961, à 8.00 heures du soir, à l'Hôtel de Ville, 1,800, boulevard St-Joseph, Lachine, comté de Jacques-Cartier.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Lachine, (Comté de Jacques-Cartier), ce 7 février 1961.

Le Greffier,
ÉMILE DAOUST.

Hôtel de Ville, 1,800, boulevard St-Joseph,
Lachine, (Jacques-Cartier), P.Q.
Téléphone: MEL. 7-4411. 56590-o

Ville de Pincourt
Comté de Vaudreuil-Soulanges

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné R. Labrèche, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures du soir, à 443, boulevard Duhamel, Pincourt, comté de Vaudreuil-Soulanges, et jusqu'à 8.00 heures du soir, à l'école Notre-Dame-de-Lorette, à Pincourt, mercredi, le 1er mars 1961, pour l'achat de $339,500.00 d'obligations de la ville de Pincourt, comté de Vaudreuil-Soulanges datées du 1er mars 1961 et remboursables par séries du 1er mars 1962 au 1er mars 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement, les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunt, tels que modifiés: numéros 75 — $25,000.00 — constitution d'un fonds de roulement; 78 — $100,000.00 — construction d'un égout collecteur; 79 — $122,000.00 — aqueduc et égouts; et 80 — $92,500.00 — voirie.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er avril 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $339,500.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mars 1962	$ 5,500.00
1er mars 1963	7,000.00
1er mars 1964	7,500.00
1er mars 1965	7,500.00
1er mars 1966	8,500.00
1er mars 1967	9,500.00

March 1, 1978	$ 60,000.00
March 1, 1979	64,000.00
March 1, 1980	67,000.00
March 1, 1981	2,680,000.00

Please note that tenders are called for twenty-year terms only and that offers for short-term bonds shall not be considered.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Lachine.

Capital and interest are payable at all branches, in the province of Quebec, as well as at the head office in Toronto, of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, February 28, 1961, at 8.00 o'clock p.m., in the City Hall, 1,800 St. Joseph Blvd, Lachine, county of Jacques-Cartier.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Lachine, (County of Jacques-Cartier), February 7, 1961.

ÉMILE DAOUST,
Clerk.

City Hall, 1,800 St. Joseph Blvd,
Lachine, (Jacques-Cartier), P.Q.
Telephone: MEL. 7-4411. 56590

Town of Pincourt
County of Vaudreuil-Soulanges

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned R. Labrèche, Secretary-Treasurer, until 7.30 p.m., at 443, Duhamel Boulevard, Pincourt, county of Vaudreuil-Soulanges, and until 8.00 o'clock p.m. at the Notre-Dame-de-Lorette School, at Pincourt, Wednesday, March 1, 1961, for the purchase of an issue of $339,500.00 of bonds for the town of Pincourt, county of Vaudreuil-Soulanges, dated March 1, 1961, and redeemable serially from March 1, 1962 to March 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on March 1, and September 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-laws, as amended: numbers 75 — $25,000.00 incorporation of a working capital; 78 — $100,000.00 — construction of a sewer system; 79 — $122,000.00 — aqueduct and sewer; and 80 — $92,500.00 — roads.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from April 1st, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $339,500.00 — 20 years

Year	*Capital*
March 1, 1962	$ 5,500.00
March 1, 1963	7,000.00
March 1, 1964	7,500.00
March 1, 1965	7,500.00
March 1, 1966	8,500.00
March 1, 1967	9,500.00

1er mars 1968	$ 10,000.00
1er mars 1969	10,500.00
1er mars 1970	11,500.00
1er mars 1971	12,000.00
1er mars 1972	12,500.00
1er mars 1973	12,500.00
1er mars 1974	14,000.00
1er mars 1975	14,500.00
1er mars 1976	15,500.00
1er mars 1977	12,500.00
1er mars 1978	13,500.00
1er mars 1979	14,000.00
1er mars 1980	14,500.00
1er mars 1981	126,500.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Dorion.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec ainsi qu'au bureau principal à Toronto, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil municipal qui sera tenue mercredi, le 1er mars 1961 à 8.00 heures du soir en l'école Notre-Dame-de-Lorette, à Pincourt.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Pincourt, (Comté de Vaudreuil-Soulanges), ce 8 février 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
R. LABRÈCHE.

Adresse postale:
443, boulevard Duhamel,
Pincourt, (Vaudreuil-Soulanges), P.Q.
Téléphone: GL. 3-8981. 56591-o

Municipalité de St-Jean-Port-Joli
Comté de L'Islet

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné J.-Alfred Dubé, secrétaire-trésorier, Saint-Jean-Port-Joli, comté de L'Islet, jusqu'à 8.00 heures du soir, mercredi, le 1er mars 1961, pour l'achat de $60,000.00 d'obligations de la municipalité de Saint-Jean-Port-Joli, comté de L'Islet, datées du 1er mars 1961 et remboursables par séries du 1er mars 1962 au 1er mars 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement, les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt, tel que modifié: No 134 — $60,000.00 — aqueduc et égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er avril 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

March 1, 1968	$ 10,000.00
March 1, 1969	10,500.00
March 1, 1970	11,500.00
March 1, 1971	12,000.00
March 1, 1972	12,500.00
March 1, 1973	12,500.00
March 1, 1974	14,000.00
March 1, 1975	14,500.00
March 1, 1976	15,500.00
March 1, 1977	12,500.00
March 1, 1978	13,500.00
March 1, 1979	14,000.00
March 1, 1980	14,500.00
March 1, 1981	126,500.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Dorion.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec as well as at the head office at Toronto, of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tenders must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds of the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Municipal Council to be held on Wednesday, March 1, 1961, at 8.00 o'clock p.m., at the Notre-Dame-de-Lorette School, at Pincourt.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Pincourt, (County of Vaudreuil-Soulanges), February 8, 1961.

R. LABRÈCHE,
Secretary-Treasurer.

Postal Address:
443, Duhamel Boulevard,
Pincourt, (Vaudreuil-Soulanges), P.Q.
Telephone: GL. 3-8981. 56591

Municipality of St-Jean-Port-Joli
County of L'Islet

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J.-Alfred Dubé, secretary-treasurer, Saint-Jean-Port-Joli, county of L'Islet, until 8.00 o'clock p.m. Wednesday, March 1, 1961, for the purchase of an issue of $60,000.00 of bonds for the municipality of Saint-Jean-Port-Joli, county of L'Islet, dated March 1, 1961, and redeemable serially from March 1, 1962 to March 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum payable semi-annually on March 1 and September 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law as amended: No. 134 — $60,000.00 — aqueduct and sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from April 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — $60,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mars 1962	$ 2,000.00
1er mars 1963	2,000.00
1er mars 1964	2,000.00
1er mars 1965	2,500.00
1er mars 1966	2,500.00
1er mars 1967	2,500.00
1er mars 1968	3,000.00
1er mars 1969	3,000.00
1er mars 1970	3,000.00
1er mars 1971	3,000.00
1er mars 1972	3,000.00
1er mars 1973	3,000.00
1er mars 1974	3,000.00
1er mars 1975	3,000.00
1er mars 1976	3,000.00
1er mars 1977	3,500.00
1er mars 1978	4,000.00
1er mars 1979	4,000.00
1er mars 1980	4,000.00
1er mars 1981	4,000.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Saint-Jean-Port-Joli.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil municipal qui sera tenue mercredi, le 1er mars 1961 à 8.00 heures du soir, en la salle municipale, à Saint-Jean-Port-Joli, comté de L'Islet.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Jean-Port-Joli, (Comté de L'Islet), ce 8 février 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-ALFRED DUBÉ.

Saint-Jean-Port-Joli,
(L'Islet), P.Q.
Téléphone: 240.

56592-o

Ville de St-Léonard-de-Port-Maurice
Comté de Bourget

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gaston Pion, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures du soir, à l'Hôtel de Ville, 5705 est, rue Jarry, St-Léonard-de-Port-Maurice, comté de Bourget, et jusqu'à 8.00 heures du soir, en l'École Wilfrid Bastien, 8125, rue Collerette, St-Léonard-de-Port-Maurice, comté de Bourget, mercredi, le 1er mars 1961, pour l'achat de $1,634,000.00 d'obligations de la ville de St-Léonard-de-Port-Maurice, comté de Bourget, datées du 1er mars 1961 et remboursables par séries du 1er mars 1962 au 1er mars 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement, les

Table of redemption — $60,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
March 1, 1962	$ 2,000.00
March 1, 1963	2,000.00
March 1, 1964	2,000.00
March 1, 1965	2,500.00
March 1, 1966	2,500.00
March 1, 1967	2,500.00
March 1, 1968	3,000.00
March 1, 1969	3,000.00
March 1, 1970	3,000.00
March 1, 1971	3,000.00
March 1, 1972	3,000.00
March 1, 1973	3,000.00
March 1, 1974	3,000.00
March 1, 1975	3,000.00
March 1, 1976	3,000.00
March 1, 1977	3,500.00
March 1, 1978	4,000.00
March 1, 1979	4,000.00
March 1, 1980	4,000.00
March 1, 1981	4,000.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tendered agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Saint-Jean-Port-Joli.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Municipal Council, to be held on Wednesday, March 1, 1961, at 8.00 o'clock p.m., at the Municipal Hall, at Saint-Jean-Port-Joli, county of L'Islet.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Saint-Jean-Port-Joli, (County of L'Islet), February 8, 1961.

J.-ALFRED DUBÉ,
Secretary-Treasurer.

Saint-Jean-Port-Joli,
(L'Islet), P.Q.
Telephone: 240.

56592

Town of St-Léonard-de-Port-Maurice
County of Bourget

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Gaston Pion, secretary-treasurer, until 7.30 o'clock p.m., in the Town Hall, 5705 Jarry St. east, St-Léonard-de-Port-Maurice, county of Bourget, and until 8.00 o'clock p.m. in Wilfrid Bastien School, 8125 Collerette St., St-Léonard-de-Port-Maurice, county of Bourget, on Wednesday, March 1, 1961, for the purchase of an issue of $1,634,000.00 of bonds for the town of St-Léonard-de-Port-Maurice, county of Bourget, dated March 1, 1961, and redeemable serially from March 1, 1962 to March 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on March 1 and September 1 of each

1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunt, tels que modifiés: Nos 136: $248,000.00 — aqueduc, pavage et drainage; 155: $31,000.00 — installation de luminaires; 166: $40,000.00 — acquisition d'équipement; 179: $118,000.00 — aqueduc et égouts; 180: $75,000.00 sur $120,400.00 — pavage et trottoirs; 182: $33,000.00 sur $298,800.00 — pavage et trottoirs; 183: $410,000.00 sur $507,500.00 — égouts; 184: $400,000.00 sur $936,500.00 — égouts; 185: $45,000.00 — pavage et trottoirs; 187: $71,000.00 — aqueduc et pavage; 189: $83,000.00 sur $155,000.00 — égouts; et 191: $80,000 sur $93,000.00 — aqueduc et égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er avril 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—$1,634,000.00—20 ans

Année	Capital
1er mars 1962	$ 47,000.00
1er mars 1963	47,000.00
1er mars 1964	50,000.00
1er mars 1965	52,000.00
1er mars 1966	55,000.00
1er mars 1967	59,000.00
1er mars 1968	62,000.00
1er mars 1969	63,000.00
1er mars 1970	67,000.00
1er mars 1971	68,000.00
1er mars 1972	66,000.00
1er mars 1973	68,000.00
1er mars 1974	75,000.00
1er mars 1975	76,000.00
1er mars 1976	77,000.00
1er mars 1977	80,000.00
1er mars 1978	81,000.00
1er mars 1979	85,000.00
1er mars 1980	86,000.00
1er mars 1981	370,000.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à 4494, rue St-Denis, Montréal.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec ainsi qu'au bureau principal à Toronto, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 1er mars 1961 à 8.00 heures du soir, en l'École Wilfrid Bastien, 8125, rue Collerette, à St-Léonard-de-Port-Maurice, comté de Bourget.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Léonard-de-Port-Maurice, (Comté de Bourget), ce 8 février 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
GASTON PION.

Adresse postale: Hôtel de Ville, 5705 est, rue Jarry
St-Léonard-de-Port-Maurice, (Bourget), P.Q.
Téléphone: RA. 9-1851. 56593-o

year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-laws, as modified: No. 136: $248,000.00 — aqueduct, paving and drainage; 155: $31,000.00 — installation of a lithting system; 166: $40,000.00 — purchasing of equipment; 179: $118,000.00 — aqueduct and sewers; 180: $75,000.00 on $120,400.00 — paving and sidewalks; 182: $33,000.00 on $298,800.00 — paving and sidewalks; 183: $410,000.00 on $507,500.00 — sewers; 184: $400,000.00 on $936,500.00 — sewers; 185: $45,000.00 — paving and sidewalks; 187: $71,000.00 — aqueduct and paving; 189: $83,000.00 on $155,000.00 — sewers; adn 191: $80,000.00 on $93,000.00 — aqueduct and sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from April 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $1,634,000.00 — 20 years

Year	Capital
March 1, 1962	$47,000.00
March 1, 1963	47,000.00
March 1, 1964	50,000.00
March 1, 1965	52,000.00
March 1, 1966	55,000.00
March 1, 1967	59,000.00
March 1, 1968	62,000.00
March 1, 1969	63,000.00
March 1, 1970	67,000.00
March 1, 1971	68,000.00
March 1, 1972	66,000.00
March 1, 1973	68,000.00
March 1, 1974	75,000.00
March 1, 1975	76,000.00
March 1, 1976	77,000.00
March 1, 1977	80,000.00
March 1, 1978	81,000.00
March 1, 1979	85,000.00
March 1, 1980	86,000.00
March 1, 1981	370,000.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at 4494 St. Denis St., Montreal.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec, as well as at the head office in Toronto, of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Wednesday, March 1, 1961, at 8.00 o'clock p.m., in Wilfrid Bastien school, 8125 Collerette St., in St-Léonard-de-Port-Maurice, county of Bourget.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Léonard-de-Port-Maurice (County of Bourget), February 8, 1961.

GASTON PION,
Secretary-Treasurer.

Postal address: Town Hall, 5705 Jarry St. east,
St-Léonard-de-Port-Maurice, (Bourget), P.Q.
Telephone: RA. 9-1851. 56593

Vente d'effets non-réclamés

Avis est par les présentes donné que tous les effets de bagage reçus avant le premier jour de mars 1960, et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Railway Company, seront vendus aux enchères par Fraser Brothers (Canada) Limited, 901 rue Saint-Jacques, ouest, Montréal, à DIX heures de l'avant-midi, MERCREDI, le HUIT MARS 1961, conformément à la Loi des Chemins de Fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, le 13 janvier, 1960.

Canadian Pacific Railway Company,
Par le Gérant du service des Postes et Bagages,
56317-3-6-o J. E. TWEEDY.

Sale of Unclaimed Baggage

Notice is hereby given that all baggage received prior to the first day of March 1960, and still remaining unclaimed in the offices of Canadian Pacific Railway Company, will be sold by public auction to the highest bidder by Fraser Brothers (Canada) Limited, auctioneers, at 901 St. James St. West, Montreal, at TEN o'clock in the forenoon, on WEDNESDAY, MARCH EIGHT, 1961, under the authority of the Railway Act of Canada, unless same shallf be cancelled before that date and all charges paid thereon.

Montreal, January 13th, 1961.

Canadian Pacific Railway Company,
per: J. E. TWEEDY,
56317-3-6-o *Manager, Mail and Baggage Traffic.*

Ventes par shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure, N° 5283. A. MIRON & FRÈRE INC., corps politique et incorporé, ayant sa place d'affaires à Salaberry de Valleyfield, district de Beauharnois, demandeur, *vs* MARINO POCCI, de la paroisse de Saint-Timothée, district de Beauharnois, défendeur.

À savoir: « Le lot de terre numéro quinze de la subdivision du lot numéro cent soixante-sept (N° 167-15), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Timothée, mesurant soixante pieds de largeur par cent vingt pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, avec bâtisses dessus construites. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Timothée, dit district, le JEUDI, VINGT-TROISIÈME jour de FÉVRIER 1961, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ERNEST POIRIER.
Salaberry de Valleyfield,
le 12ième de janvier 1961. 56336-3-2-o
[Première insertion: le 21 janvier 1961]

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court, No. 5283. A. MIRON & FRÈRE INC., a body politic and corporate having its place of business at Salaberry de Valleyfield, district of Beauharnois, plaintiff, *vs* MARINO POCCI, of the parish of Saint-Timothée, district of Beauharnois, defendant.

To wit: "Lot of land number fifteen of the subdivision of lot number one hundred and sixty-seven (No. 167-15), on the official plan and in the book of reference for the parish of Saint-Timothée, measuring sixty feet in width by one hundred and twenty feet in depth, English measure, more or less, with buildings thereon erected."

To be sold at the parochial church door of Saint-Timothée, said district, on THURSDAY, the TWENTY-THIRD day of FEBRUARY, 1961, at TEN o'clock in the forenoon.

ERNEST POIRIER,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Salaberry de Valleyfield,
January 12, 1961. 56336-3-2
[First insertion: January 21, 1961]

BEDFORD

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, N° 10,317. GRANBY FINANCE CORPORATION, corporation légalement constituée, ayant son siège social en la cité de Granby, district de Bedford, demanderesse, *vs* MARCEL LAFLAMME, épicier, de Cowansville, district de Bedford, Dame LAURA BISSONNETTE, de la partie est du canton de Farnham, district de Bedford, veuve de Joseph Laflamme, en son vivant, machiniste, des mêmes lieux, et ERNEST BISSONNETTE, rentier, de Knowlton,

BEDFORD

Canada — Province of Quebec
District of Bedford

Superior Court, No. 10,317. GRANBY FINANCE CORPORATION, body legally constituted, having its head office in the city of Granby, district of Bedford, plaintiff, *vs* MARCEL LAFLAMME, grocer, of Cowansville, district of Bedford, Dame LAURA BISSONNETTE, of the Eastern part of the township of Farnham, district of Bedford, widow of Joseph Laflamme, in his lifetime, machinist, of the same places, and ERNEST BISSONNETTE, annuitant, of Knowlton, dis-

district de Bedford, défendeurs, et MM. LES REGISTRATEURS, de la division d'enregistrement de Brôme, district de Bedford, mis-en-cause.

« Un emplacement situé dans la municipalité du village de Knowlton et connu au cadastre officiel pour le canton de Brôme, comme le lot N° 1070 contenant 75/100 d'acre, plus ou moins, avec les bâtiments. Sauf et excepté une lisière mesurant 4' dans la ligne sud-ouest sur la rue Principale, et 10' dans sa limite nord-est, sur une profondeur de 60', détachée du coin sud-est dudit lot, telle que vendue à J. A. Dryburgh par acte devant Me E. Fleury, N.P., le 1er août 1908, enregistré sous le N° 35557. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Édouard de Knowlton, dans le district de Bedford, JEUDI, le VINGT-TROISIÈME jour de FÉVRIER 1961, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif
du district de Bedford,
ANTONIN BOURASSA.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
Sweetsburg, Qué.
Ce 13 janvier 1961. 56337-3-2-o

trict of Bedford, defendants, and THE REGISTRARS of the registry division of Brôme, district of Bedford, mis-en-cause.

"An emplacement situated in the municipality of the village of Knowlton and known and designated in the official cadaster for the township of Brôme, as the lot No. 1070 containing 75/100 of an acre, more or less, with buildings. Save and with the exception of a strip measuring 4' on its south-west line on Principal St., and 10' on its north-east line, by a depth of 60', detached from the south-east corner of said lot, as sold to J. A. Dryburgh by a Deed drawn up before Me E. Fleury, N.P., on August 1st, 1908, registered under No. 35557."

To be sold at the door of the parochial church of Saint-Édouard of Knowlton, in the district of Bedford, THURSDAY the TWENTY-THIRD day of FEBRUARY, 1961, at TWO o'clock in the afternoon.

ANTONIN BOURASSA,
Deputy-Sheriff.
District of Bedford.

Sheriff's Office,
Court House,
Sweetsburg, Que.,
January 13, 1961. 56337-3-2

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Cour de Magistrat — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 456348. LA BANQUE D'ÉPARGNE DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE MONTRÉAL, demanderesse *vs* NAZAIRE CANUEL, défendeur.

Les lots de terre connus et désignés sous les numéros quatre-vingt-sept et quatre-vingt-huit de la subdivision du lot numéro trois cent seize (316-87-88) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine de Longueuil.

Ainsi que la propriété érigée sur lesdits lots portant le numéro civique 1,847 de la rue Marquette, en la cité de Jacques-Cartier, district de Montréal.

Pour être vendus, au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le SEIZIÈME jour de MARS 1961, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
CAISSE & LAURENCELLE.

Bureau du Shérif,
Montréal, 7 février 1961. 56610-6-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 511213. ROBERT CASTONGUAY, marchand, faisant affaires sous la raison Castonguay Lumber & Builders Supplies Reg'd., demandeur, *vs* ECONO-HOME CO. LTD., corporation avec siège social à Montréal, district de Montréal, défenderesse.

Les Subdivisions huit cent vingt et un, huit cent vingt-deux (821-822) du lot originaire cent soixante et onze (171,821 et 822) aux plan et livre de renvoi de la paroisse Saint-Hubert avec les bâtisses ci-dessus érigées, ayant front sur la rue Welsey, East Greenfield.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse Saint-Hubert, comté de Chambly, le DIX-SEPTIÈME jour de MARS 1961, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
CAISSE & LAURENCELLE.

Bureau du Shérif,
Montréal, 7 février 1961. 56611-6-2-o

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Magistrate's Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 456348. THE MONTREAL SAVINGS BANK CITY AND DISTRICT, plaintiff, *vs* NAZAIRE CANUEL, defendant.

The lots of land known and designated under the numbers eighty-seven and eighty-eight of the subdivision of lot number three hundred and sixteen (316-87-88) in the official plan and book of reference of the parish of St-Antoine de Longueuil.

As well as the building erected on said lots bearing civic number 1,847 Marquette St., in the city of Jacques-Cartier, district of Montreal.

To be sold at the registry office for the county of Chambly, in Longueuil, on the SIXTEENTH day of MARCH, 1961, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & LAURENCELLE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, February 7, 1961. 56610-6-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 511213. ROBERT CASTONGUAY, merchant, carrying on business under the style of Castonguay Lumber & Builders Supplies Reg'd. plaintiff, *vs* ECONO-HOME CO. LTD. corporation with head office at Montreal, district of Montreal, defendant.

Subdivisions eight hundred and twenty-one, eight hundred and twenty-two (821-822) of the original lot one hundred and seventy-one (171, 821 and 822) on the plan and in the book of reference of the parish of Saint-Hubert with the buildings thereon erected, having frontage on Welsey Street, East Greenfield.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Hubert, county of Chambly, on the SEVENTEENTH day of MARCH, 1961, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & LAURENCELLE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, February 7, 1961. 56611-6-2

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Bedford

Montréal, à savoir: No 9687. { PIONEER CAFETERIA FEEDS LTD, corporation légalement constituée ayant son siège social et principale place d'affaires à Montréal, demanderesse *vs* JEAN GHIRAN, défendeur.

« Un emplacement ayant front sur la rue Leblanc en la cité de Jacques-Cartier connue et désignée comme étant les lots No sept cent vingt-cinq et sept cent vingt six de la subdivision officielle du lot originaire No soixante-quatre (64-725 et 726) des plans et livres de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, avec les bâtisses dessus construites portant le No 630 rue Leblanc. »

Pour être vendu, au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le SEIZIÈME jour de MARS 1961, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif.

Bureau du Shérif, Montréal, 7 février 1961. CAISSE & LAURENCELLE. 56612-6-2-o

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Bedford

Montreal, to wit: No. 9687. { PIONEER CAFETERIA FEEDS LTD, body legally constituted, having its head office and chief place of business in Montreal, plaintiff, *vs* JEAN GHIRAN, defendant.

"An emplacement having frontage on Leblanc St. in the city of Jacques-Cartier, known and designated as being the lots No. seven hundred and twenty-five and seven hundred and twenty-six of the official subdivision of original lot No. sixty-four (64-725 and 726) in the official plan and book of reference of the parish of St-Antoine de Longueuil, with buildings thereon constructed bearing No. 630 Leblanc St."

To be sold at the registry office for the county of Chambly, in Longueuil, on the SIXTEENTH day of MARCH, 1961, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff.

Sheriff's Office, Montreal, February 7, 1961. CAISSE & LAURENCELLE. 56612-6-2

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec

District de Roberval

Cour Supérieure, N° 23,796. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, demanderesse, *vs* SYLVIO FLEURY (fils de Delphis) domicilié à Saint-Coeur-de-Marie, comté Lac Saint-Jean, défendeur.

Avis de vente

« Une terre mesurant environ quatre-vingt acres en superficie, faisant partie du lot numéro vingt-quatre du rang trois aux plan et livre de renvoi officiels du canton Delisle, comté de Lac Saint-Jean, située à Saint-Coeur de Marie, bornée au sud en partie aux emplacements de Théophile Rousseau, Ludger Rousseau, Marius Larouche, Jos. Auguste Lavoie, en partie à la rue Tremblay sur une largeur de dix-huit pieds et en partie à l'emplacement suivant distrait en faveur de Roland Simard, de Saint-Coeur de Marie; à l'est à Roméo Simard, Émile Fleury; à l'ouest au lot vingt-cinq; au nord au chemin public ou trécarré, mais sauf a distraire en faveur de M. Roland Simard, de Saint-Coeur de Marie, l'emplacement suivant, savoir:

a) « Un terrain faisant partie dudit lot vingt-quatre du rang trois aux plan et livre de renvoi officiels du canton Delisle et bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, mesurant ledit terrain soixante-quinze (75) pieds dans le sens de la rue Tremblay, plus ou moins soit la distance comprise entre l'emplacement de Marius Larouche, à se rendre à dix-huit pieds de l'emplacement de Jos. Auguste Lavoie, et cent cinquante pieds aussi plus ou moins de profondeur, tel que clôturé actuellement, borné au nord au reste du lot appartenant ce reste à Sylvio Fleury; à l'est au chemin privé communiquant de la rue Tremblay au terrain ci-dessus décrit, soit à dix-huit pieds de l'emplacement de Jos. Auguste Lavoie, au sud à la rue Tremblay et à l'ouest à l'emplacement de Marius Larouche, lequel terrain M. Roland Simard s'est réservé dans l'acte de vente à Monsieur Sylvio Fleury

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Quebec

District of Roberval

Superior Court, No. 23,796. { THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate having its head office in Quebec, plaintiff, *vs* SYLVIO FLEURY (son of Delphis) domiciled at Saint-Coeur de Marie, county of Lake Saint-John, defendant.

Notice of Sale

"A farm measuring approximately eighty acres in area, forming a part of lot number twenty-four on range three in the official plan and book of reference of the township of Delisle, county of Lake Saint-J hn, situated at Saint-Coeur de Marie, bounded on the south, in part, by the emplacements of Théophile Rousseau, Ludger Rousseau, Marius Larouche, Jos. Auguste Lavoie, in part by Tremblay St. for a distance of eighteen feet and in part by the following emplacement withdrawn in favor of Roland Simard, of Saint-Coeur de Marie; on the east by Roméo Simard, Émile Fleury; on the west by lot twenty-five; on the north by the public road or "trécarré" but save the following emplacement to be withdrawn in favor of Roland Simard, of Saint-Coeur de Marie, to wit:

a) "A lot of land forming part of said lot twenty-four on range three in the official plan and book of reference of the township of Delisle and buildings thereon constructed, circumstances and dependencies, said lot of land measuring seventy-five (75) feet in the direction of Tremblay St., more or less, that is the distance comprised between the emplacement of Marius Larouche to within a distance of eighteen feet of the emplacement of Jos. Auguste Lavoie, and one hundred and fifty feet, also more or less, in depth, as presently bordered; bounded on the north by the remainder of the lot belonging to Sylvio Fleury; on the east by the private road joining Tremblay St. with the above-described land which is eighteen feet from the emplacement of Jos. Auguste Lavoie, on the south by Tremblay St. and on the west by the emplacement of Marius Larouche, which land Roland Simard reserved

devant R. Angers, notaire, le 26 mai 1954, enregistré à Hébertville, sous le numéro 58945, le 7 octobre, 1954.

b) « Un terrain faisant partie du lot vingt-quatre du rang trois aux plan et livre de renvoi officiels du canton Delisle, situé au sud de la rue Tremblay, dans le village de Saint-Coeur de Marie, mesurant environ cent cinquante pieds de largeur sur cent cinquante pieds de profondeur, borné au nord à la rue Tremblay; à l'est à une rue ou ruelle; au sud aux emplacements de Roméo Simard, Jos. Claveau, Ernest Therriault, et à l'ouest à l'emplacement d'Eugène Tremblay, fils d'Adélard.

c) « Le lot de terre numéro vingt-quatre du rang deux aux plan et livre de renvoi officiels du canton Delisle, comté de Lac Saint-Jean, village de Saint-Coeur de Marie, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, avec les servitudes actives et passives, mais à distraire les emplacements vendus avec leurs bâtisses et circonstances et dépendances, et sujet aux servitudes passives notamment au droit de passage, concédé à Ulysse Larouche et représentants à perpétuité sur une lisière de terrain faisant partie dudit lot vingt-quatre du rang deux susdit, mesurant environ trente pieds de largeur dans le sens du chemin public sur cent pieds de profondeur, en faveur du terrain faisant partie de ce lot et appartenant à Ulysse Larouche suivant acte passé devant Rosario Angers, notaire le deux juin mil neuf cent cinquante-quatre, enregistré à Hébertville sous le numéro 58080, le huit juin mil neuf cent cinquante-quatre, et situé à l'ouest de ladite lisière, laquelle est bornée au nord au chemin public; à l'est et au sud au reste de ce lot appartenant à Sylvio Fleury et à l'ouest au terrain d'Ulysse Larouche précité.

Il y a à distraire aussi dudit lot les terrains vendus avec leurs bâtisses et autres droits concédés dûment enregistrés.

À distraire également de ces lots, une servitude de passage en faveur de The Bell Telephone Company of Canada pour l'établissement d'une ligne de téléphone et de télégraphe.

À distraire aussi desdits lots, les ventes et servitudes en faveur de Saguenay Power Company Ltd., et Saguenay Transmission Co.

Pour être vendus en bloc à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Coeur de Marie, comté Lac Saint-Jean, le VINGT-TROISIÈME (23) jour de FÉVRIER, 1961, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif*,
Palais de Justice, LÉON-MAURICE LAVOIE.
Roberval, le 12 janvier, 1961. 56338-3-2-o
[Première insertion: samedi le 21 janvier 1961]

for himself in the Deed of Sale to Mr. Sylvio Fleury drawn up before R. Angers, notary, on May 26, 1954, registered at Hévertville under number 58945, on October 7, 1954.

b) "A terrain forming a part of lot twenty-four on the third range in the official plan and book of reference of the township of Delisle, situated on the south side of Tremblay St., in the village of Saint-Coeur de Marie, measuring approximately one hundred and fifty feet in width by one hundred and fifty feet in depth, bounded on the north by Tremblay St.; on the east by a street or lane; on the south by the emplacements of Roméo Simard, Jos. Claveau, Ernest Therriault and on the west by the emplacement of Eugène Tremblay, son of Adélard.

c) "The lot of land number twenty-four on the second range in the official plan and book of reference of the township of Delisle, county of Lake Saint-John, village of Saint-Coeur de Marie, with buildings thereon constructed, circumstances and dependencies, with the active and passive servitudes, but to be withdrawn are the emplacements sold with their buildings and circumstances and dependencies, and subject to the passive servitudes, notably to the right of way, conceded to Ulysse Larouche and representatives in perpetuity, on a strip of land forming a part of said lot twenty-four on the agove-mentioned second range, measuring, approximately, thirty feet in width in the direction of the public road by one hundred feet in depth, in favor of the terrain forming a part of this lot and belonging to Ulysse Larouche according to the Deed drawn up before Rosario Angers, notary, on the second day of June, one thousand nine hundred and fifty-four, registered at Hébertville under 58080, on June eighteenth, one thousand nine hundred and fifty-four and situated to the west of said strip of land, which is bounded on the north by the public road; on the east and on the south by the remainder of said lot belonging to Sylvio Fleury and on the west by the land of the aforementioned Ulysse Larouche.

Also to be withdrawn from said lot are the lands sold with their buildings and other conceded rights duly registered.

To be withdrawn, too, from these lots, a servitude of right of way in favor of "The Bell Telephone Company of Canada" for the establishing of a telephone and telegraph line.

To be withdrawn also from said lots, the sales and servitudes in favor of "Saguenay Power Company Ltd.", and "Saguenay Transmission Co.".

To be sold "en bloc" at the door of the church of the parish of Saint-Coeur de Marie, county of Lake Saint-John, on the TWENTY-THIRD day (23) of FEBRUARY, 1961, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, LÉON-MAURICE LAVOIE,
Court House, *Sheriff*.
Roberval, January 12, 1961. 56338-3-2
[First insertion: Saturday, January 21, 1961]

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de St-Hyacinthe

Cour Supérieure, No 12612. OSCAR DUPRÉ, des cité et district de Saint-Hyacinthe, demandeur, *vs* LUCIEN CARRIER, ci-devant, industriel de St-Hyacinthe, et maintenant domicilié au No 12104, Apart. 403, Montréal-Nord, défendeur.

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of St-Hyacinthe

Superior Court, No. 12612. OSCAR DUPRÉ, of the city and district of St-Hyacinthe, plaintiff, *vs* LUCIEN CARRIER, heretofore industrialist of St-Hyacinthe, and presently domiciled at No. 12104, Apt. 403, Montreal-North, defendant.

Une propriété située en la cité de St-Hyacinthe, portant le No civique 2470, rue St-Joseph, St-Hyacinthe, ayant front sur la rue St-Joseph, et comprenant 60 pieds de largeur en front sur une profondeur de 117 pieds, le tout mesure anglaise plus ou moins, au cadastre de la cité de St-Hyacinthe, étant la subdivision No 8 de la subdivision No 27 du lot originaire No 702 (8-27-702) et une partie de la subdivision No 9 de la subdivision No 27 du lot originaire No 702 (9-27-702), devant être de 27 pieds anglais.

Ledit immeuble borné en front par la rue St-Joseph, en profondeur, par une ruelle No 702-27-11, d'un côté, par le lot 702-27-7, et de l'autre côté, par le résidu du lot 702-27-9 restant au vendeur. Avec droit de passage commun et avec tous ceux ayant droit dans la ruelle situés à l'arrière desdits lots et dans les ruelles latérales pour communiquer à la rue St-Joseph, aux charges ordinaires d'entretien. Avec toutes les constructions élevées sur ledit terrain.

Pour être vendu au bureau du Shérif, Palais de Justice, 1600, rue Girouard, St-Hyacinthe, le VENDREDI, DIX-SEPTIÈME jour du mois de MARS mil neuf cent soixante et un, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
St-Hyacinthe,
le 2 février, 1961.

Le Shérif,
ROMÉO FORBES.
56583-6-2-o

A property situated in the city of St-Hyacinthe bearing Civic No. 2470, St-Joseph Street, St-Hyacinthe, having frontage on St-Joseph Street, and comprising 60 feet in width in front on a depth of 117 feet, the whole English measure, more or less, on the cadaster of the city of St-Hyacinthe, being subdivision No. 8 of subdivision No. 27 of the original lot No. 702 (8-27-702) and a part of subdivision No. 9 of subdivision No. 27 of the original lot No. 702 (9-27-702), to be 27 English feet.

The said immoveable bounded in front by St-Joseph Street in depth, by a lane No. 702-27-11, on one side, by lot 702-27-7, and on the other side, by the residue of lot 702-27-9 remaining to the vendor. With common right of way and with all who have a right to the lane situated in rear of the said lots and in the lateral lanes to communicate with St-Joseph Street, subject to the ordinary maintenance costs. With all the buildings erected on the said lot of land.

To be sold at the office of the Sheriff, Court House, 1600 Girouard Street, St-Hyacinthe, on FRIDAY, the SEVENTEENTH day of the month of MARCH, one thousand nine hundred and sixty-one, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
St-Hyacinthe,
February 2, 1961.

ROMÉO FORBES,
Sheriff.
56583-6-2

TÉMISCAMINGUE

Fieri Facias de Terris
District de Témiscamingue
Province de Québec

Cour Supérieure, N° 1437. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, demandeur requérant, vs LÉO LANCTÔT, défendeur intimé.

Une ferme à Guérin, comté de Témiscamingue, composée des lots de terre connus et désignés sous les numéros vingt-trois et vingt-quatre dans le premier rang aux plan et livre de renvoi officiels du canton Guérin, (23, 24) contenant respectivement cent six acres et quarante centièmes et cent six acres et quarante-cinq centièmes en superficie plus ou moins.

Ainsi que le tout se trouve actuellement, avec maison et bâtiments dessus construites, circonstances et dépendances et les servitudes qui peuvent l'affecter.

Pour être vendus « en bloc » à la porte de l'église paroissiale de Guérin, P.Q., le VINGT-QUATRIÈME jour de FÉVRIER 1961 à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Ville Marie, P.Q.,
le 11 janvier 1961.

Le Député-Shérif,
D. H. LAMARCHE.
56339-3-2-o

TÉMISCAMINGUE

Fieri Facias de Terris
District of Témiscamingue
Province of Quebec

Superior Court, No. 1437. THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, plaintiff petitioner vs LÉO LANCTÔT, defendant respondent.

A farm in Guérin, county of Témiscamingue, composed of the lots of land known and designated under the numbers twenty-three and twenty-four on the first range in the official plan and book of reference for the township of Guérin, (23, 24) containing, respectively, one hundred and six and forty-hundredths acres and one hundred and six and forty-five hundredths acres in area, more or less.

The whole as it is presently found, with a house and buildings thereon constructed, circumstances and dependencies and the servitudes which may affect it.

To be sold "en bloc" at the door of the parochial church of Guérin, P.Q., on the TWENTY-FOURTH day of FEBRUARY, 1961, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Ville Marie, P.Q.,
January 11, 1961.

D. H. LAMARCHE,
Deputy-Sheriff.
56339-3-2

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, N° 13159. WILFRID-HENRI PERRON, pépiniériste, de la municipalité de l'Abord-à-Plouffe, district de Montréal, créancier-saisissant, vs YVAN MASSE et JEAN CHARLES MARCOTTE, des cité et district de Montréal, en leur qualité de liquidateurs de la compagnie « Hébert Enterprises Inc. », corps politique dû-

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Superior Court, No. 13159. WILFRID-HENRI PERRON, nursery-man, of the municipality of l'Abord-à-Plouffe, district of Montreal, seizing creditor, vs YVAN MASSE and JEAN CHARLES MARCOTTE, of the city and district of Montreal, in their capacity as liquidators for the company "Hébert Enterprises Inc.", body politic

ment incorporé ayant son siège social et principale place d'affaires à Montréal, district de Montréal, en liquidation, liquidateurs et CLAUDE HÉBERT, de la cité et du district de Montréal, mis-en-cause.

Avis de vente

Les immeubles ci-après désignés, en la possession du mis-en-cause, le tout selon jugement de la Cour Supérieure (en liquidation) en date du 27 octobre 1960.

1° Une érablière étant toute la partie du lot connu et désigné sous le numéro dix-sept « B » (Ptie N° 17B) dans le sixième rang du canton de Gore, comté d'Argenteuil aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton qui se trouve au sud du chemin public qui conduit à Lakefield, ladite érablière ayant une superficie approximative de cent vingt-cinq acres.

Cedit morceau de terrain borné en front au nord par le chemin public conduisant à Lakefield, à l'autre bout au sud par le lot No 17B du cinquième rang de Gore, d'un côté à l'est par les lots Nos 18A et 18B du sixième rang de Gore, et à l'ouest, par le lot No 17A du sixième rang.

2° Un morceau de terrain ou emplacement contigu au morceau de terrain ci-dessus en premier lieu décrit faisant partie du lot numéro dix-sept « A » (Ptie 17A) dans le sixième rang du canton de Gore aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton mesurant deux cents pieds (200′) de largeur dans ses lignes nord et sud sur cent cinquante pieds (150′) de profondeur dans ses lignes est et ouest.

Cedit morceau de terrain ou emplacement borné à l'est par le lot No 17B du sixième rang de Gore ci-dessus décrit, et de tous les autres côtés par le reste dudit lot No 17A appartenant à Herbert A. Baker par acte reçu par Me Gustave Léonard, notaire, en date du treize décembre mil neuf cent cinquante-cinq, enregistré à Argenteuil sous le No 80,680, sur lequel emplacement se trouve érigé la cabane à sucre que MM. Fernand Jetté et Maurice Jetté ont acquise de Monsieur Austin F. Kyle, par acte reçu devant Me Gustave Léonard, notaire, le cinq juillet mil neuf cent cinquante-cinq (1955); cet emplacement se trouve à environ six à sept cents pieds au sud du chemin public.

3° Tous les accessoires de la cabane à sucre comprenant; évaporateur, chaudière, tonnes, bois de cabane, outils et accessoires servant à l'exploitation de l'érablière, le tout considéré comme immeuble par destination.

Tel que le tout se trouve actuellement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

Pour être vendu à la porte de l'église Holy Trinity Church, (située près du bureau de poste) de Lakefield, JEUDI, le VINGT-TROISIÈME jour de FÉVRIER 1961, à DEUX heures de l'après-midi. (23/2/61 à 2.00 h. p.m.).

Le Shérif,
VILLENEUVE HUOT.

Bureau du Shérif,
Saint-Jérôme, le 16 janvier 1961. 56340-3-2-o

duly incorporated having its head office and principal place of business at Montreal, district of Montreal, in liquidation, liquidators and CLAUDE HÉBERT, of the city and district of Montreal, mis-en-cause.

Notice of sale

The immoveables hereinafter designated, in the possession of the mis-en-cause, the whole according to a judgement of the Superior Court (in liquidation), dated October 27, 1960.

1. A sugar grove being the entire part of the lot known and designated under the number seventeen "B" (P. No. 17B) on the sixth range in the township of Gore, county of Argenteuil in the official plan and book of reference for the said township which is situated south of the public road which leads to Lakefield, the said sugar grove having an area of approximately one hundred and twenty-five acres.

The said parcel of land bounded in front on the north by the public road leading to Lakefield, on the other end on the south by lot No. 17B on the fifth range of Gore, on one side on the east by the lots No. 18A and 18B on the sixth range of Gore, and on the west by lot No. 17A on the sixth range.

2. A lot of land or an emplacement adjacent to the above parcel of land described in the first place forming a part of lot number seventeen "A" (P. 17A) on the sixth range in the township of Gore in the official plan and book of reference for the said township measuring two hundred feet (200′) in width on its north and south boundary lines by one hundred and fifty feet (150′) in depth on its east and west lines.

The said lot of land or emplacement bounded on the east by lot No. 17B on the sixth range of Gore described above, and on all the other sides by the remainder of said lot No. 17A belonging to Herbert A. Baker by a deed received by Me Gustave Léonard, notary, under date December thirteenth, one thousand nine hundred and fifty-five, registered at Argenteuil under No. 80,680, on which emplacement is erected a sugaring cabin which Messrs Fernand Jetté and Maurice Jetté acquired from Mr. Austin F. Kyle, by a deed drawn up before Me Gustave Léonard, notary, on July fifth, one thousand nine hundred and fifty-five (1955); this emplacement is situated at about six or seven hundred feet to the south of the public road.

3. All the accessories in the sugaring cabin comprising; an evaporator, a boiler, large casks, timber for a cottage, tools and accessories used for the exploitation of a sugar grove, the whole considered as an immoveable by destination.

As the whole is presently to be found, with the active and passive servitudes, apparent or unapparent attached to said immoveable.

To be sold at the door of the church Holy Trinity Church, (situated near the post office) of Lakefield, on THURSDAY, the TWENTY-THIRD day of FEBRUARY, 1961, at TWO o'clock in the afternoon. (23/2/61 at 2.00 h. p.m.).

VILLENEUVE HUOT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Saint-Jérôme, January 16, 1961. 56340-3-2

INDEX N° 6

Actions en séparation de biens — ***Actions for Separation as to Property***

Landry *vs* Coolridge 790
Shoofey *vs* Courey 790

Arrêtés en Conseil — ***Orders in Council***

2280 — Modifications au tarif des honoraires des notaires de la province de Québec (Erratum) 799
2280 — Amendments to the Tariff of fees of notaries of the Province of Quebec (Erratum).. 799

227 — Loi de l'impôt sur les corporations (Navires) ... 795
227 — Corporation Tax Act (Vessels) ... 795
262 — Soustraction de 34 cités, villes et corporations municipales à l'application de la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires ... 797
262 — Withdrawal of 34 cities, towns and municipal corporations from the application of the Act favoring the conciliation between lessees and property-owners ... 797

Avis divers — ***Miscellaneous Notices***

B.L.R. Peinture Inc. (Dist. de l'actif — Dist of assets) ... 800
Centre de Ski de Rimouski Inc. (Le) (Directeurs — Directors) ... 800
Civic Action League (By-laws) ... 802
Conseil des Loisirs de Giffard Inc. (Directeurs — Directors) ... 801
Fort Chimo Co-operative Association (Fondation — Foundation) ... 803
Great Northern Development Corporation Ltd. (Vente d'actions — Sale of shares) ... 803
Hôpital Général de St-Lambert (Règlement — By-law) ... 803
Hôpital Ste-Germaine Cousin Inc. (L') (Règlements) ... 801
Hôtel-Motel Ste-Marie Ltée (Règlement-By-Law) ... 805
Investissements Gertrude Inc. (Les) (Règlements — By-laws) ... 802
Laiterie Fortier Ltée (Directeurs — Directors) ... 801
Laurentide Memorial Gardens Inc. (Règlements — By-laws) ... 802
Ligue d'Action Civique (Règlement) ... 802
Montreal Shoe Stores Limited (Règlement — By-law) ... 802
Moon Realty Corp. (Dist. de l'actif — Dist. of assets) ... 805
Noël Roméo & Compagnie Limitée (Directeurs — Directors) ... 804
Notre-Dame, munic. (Erection) ... 799
Pointe Claire Pre-School Association (Règlements — By-laws) ... 804
Richelieu Paper Co. Ltd. (Directeurs — Directors) ... 803
Ste Germaine Cousin Hospital Inc. (By-laws) ... 801
Saguenay Wood Pulp Company Inc. (Dist. de l'actif — Dist. of assets) ... 804
Solidarité, compagnie d'assurance sur la vie (La) (Directeurs — Directors) ... 804
Syndicat des Instituteurs et Institutrices Catholiques du comté de Bagot (Constitution — — Incorporation) ... 801

Bills — ***Bills***

Sanctionnés — Sanctioned ... 805

Chartes — ***Charters***
Abandon de — ***Surrender of***

Evangelical Christian Union Inc. (The) 807
Hôtel Taft Limitée ... 807
Packard Papineau Motor Sales Limited. 806
Sales Sites Corporation ... 806
Star Investment Corp. ... 807
Taft Hotel Limited ... 807

Commission Municipale de Québec — ***Quebec Municipal Commission***

Parent, village ... 807
St-Hubert, ville — town ... 807

Companies dissoutes — ***Companies Dissolved***

Alleyn (John) Limited ... 808
Bowl-O-Rama Val Royal Inc. ... 808
Denver Construction Ltd. ... 808
International Fabrics Inc. ... 809
Peerless Slipper Co. Ltd. ... 809
Pride O'Glen Knitting Mills of Canada Limited ... 809
Quebec Laurentian Company ... 809

Demandes à la législature — ***Applications to Legislature***

Collège des chiropraticiens de la province de Québec ... 776
Compagnie de Publication de La Presse, Limitée (La) ... 779
Directeurs de Funérailles et Embaumeurs de la Province de Québec (Les). 778
Équitable Compagnie d'Assurances Générales (L') ... 778
Equitable General Insurance Company (The) ... 778
Funeral Directors and Embalmers of the Province of Quebec Inc. (The) ... 778
Immeubles Dolgis Ltée (Les) ... 779
Jacques-Cartier, cité — city ... 777
Johnston, Donald James ... 777
Pointe des Cascades (La), village ... 778
Poliquin, Dame Robert ... 776
Quebec College of Chiropractors ... 776
Sourp Hagop Armenian Church ... 777
St-Michel, cité — city ... 778
Université de Trois-Rivières ... 776
University of Trois-Rivières ... 776

DÉPARTEMENTS — ***DEPARTMENTS***

Instruction publique — ***Education***

Municipalité scolaire de — *School Municipality of*

Banlieue des Trois-Rivières (Demande — Application) ... 812
Bernierville, village (Correction) ... 810
Gatineau et Pointe-à-Gatineau (Accordée — Granted) ... 810
Malartic (Demande — Application) ... 813
Montmagny (Accordée — Granted) ... 811
Morin, canton — township (Demande — Application) ... 813
Pont-Rouge (Accordée — Granted) ... 811
Ste-Cécile-de-Mashamf (Accordée — Granted) ... 811
St-Félicien, village (Demande — Application) ... 813
Ste-Geneviève No 3 (Demande — Application) ... 813
St-Jérôme, paroisse — parish (Demande — Application) ... 813
St-Marcel, paroisse — parish (Demande — Application) ... 812
St-Médard (Accordée — Granted) ... 811
Wendower et Simpson Diss. (Demande-Application) ... 810

Terres et Forêts — ***Lands and Forest***

Service du Cadastre — *Cadastral Branch*

Ascot, canton — township ... 814

Laprairie de la Madeleine, paroisse — parish ... 814
Lévis, ville — town ... 814
Ste-Foye, paroisse — parish ... 814
Ste-Foye, paroisse — parish ... 815
Waterloo, village ... 815
Wentworth, canton — township ... 815

Travail / ***Labour***
Industrie ou métiers de / *Industry or Trade of*
Automobile, Montréal (Prélèvement — Levy) ... 815
Building materials, Province (Approval) 815
Matériaux de construction, Province (Approbation) ... 815

Lettres patentes / ***Letters Patent***
Auclair Automobiles Inc. ... 756
Beausite Development Inc. ... 757
Breault Inc. ... 757
Brillant Investments Limited ... 767
Buildings' Management & Maintenance Ltd. ... 757
Chapon Fin Inc. ... 758
Club des Papetiers Jonquière-Kénogami Inc. (Le) ... 766
Comité des Loisirs Catholiques St-Joseph de Rosemère Inc. ... 758
Conseil du Port de Montréal ... 758
Corporation des Gaz et Pétroles du Lac Saint-Pierre Limitée ... 759
Delisle & Vachon Inc. ... 759
Di Vita (F.) Inc. ... 760
Economies Calumet Inc. ... 760
Enterprises Voyer Inc. (Les) ... 767
Freed's Men's Wear Inc. ... 760
Galileo-Galilei Recreation Centre, Inc. ... 760
Gilbert & Fils Inc. ... 761
Glendon Restaurant and Sandwich Shop Inc. ... 761
Graham's Business College Inc. ... 762
Green (S.) Embroidery Ltd. ... 773
Handbag Novelties Ltd. ... 762
Hi-Grade Parlor Frame Co. Ltd. ... 763
Hill-Crest Furniture Inc. ... 763
Industrial Surplus Sales Ltd. ... 763
Inter-Presse, Inc. ... 764
Inter-Press, Inc. ... 764
Investissements Brillant Limitée (Les) 767
Karol Salon de Beauté Inc. ... 765
Kew Investment Inc. ... 765
Lachance Service Ltée ... 765
Lanthier Inc. ... 766
Laval Dinner Ltd. ... 766
Leona Dress Company ... 767
Lévesque (James) & Fils Ltée ... 764
Lévesque (James) & Sons Ltd. ... 764
Leto Construction Ltd. ... 768
Lindsay Entreprises Inc. ... 768
Manufacturers Chemical & Supply Limited ... 769
Marketing Displays Ltd. ... 769
Market Service Import Corporation ... 770
Max the Tailor Ltd. ... 770
Montreal Instruments Limited ... 771
Montreal Port Council ... 758
Morency (L.) & Fils Inc. ... 769
Morningside Homes Inc. ... 771
Play-Sport Ltd. ... 771
Porcheries Canadiennes Ltée (Les) ... 768
Quebec Equitable Services Ltd. ... 772
Regent Parlor Frame Ltd. ... 772
Romar Inc. ... 772
Saco Inc. ... 773
Salaison Métropole Packing Inc. ... 773
St-Joseph de Rosemère Catholic Recreation Committee Inc. ... 758
Service (G. & G.) Stations Ltd. ... 761
Silverberg (G.) Ltd. ... 762
Simon Jewellery Ltd ... 774
Table Talk Pies Inc. ... 774
Trans-Continental Gas (Quebec) Ltd. ... 774
Van Woods Jewellers Limited ... 775
Went Realty Inc. ... 775
Winday Plastics Ltd. ... 775

Ministère des Finances / ***Department of Finance***
Assurances / *Insurance*
Compagnie de Fiducie Prêt et Revenu. 818
Equitable Fire and Marine Insurance Company ... 817
Savings and Investment Trust Company ... 818

Nominations / ***Appointments***
Conseils en loi de la Reine ... 818
Divers ... 818
Miscellaneous ... 818
Queen's Counsels ... 818

Sièges sociaux / ***Head Offices***
Auclair Automobiles Inc. ... 819
Brind'Amour & Masson Inc. ... 819
Entreprises Simard Enterprises Cie Ltée — Co. Ltd. (Les) ... 819
Équipements Daniel Ltée (Les) ... 820
Glo-Call Inc. ... 820
Investissements Gloria Inc. (Les) ... 821
M.L.M. Holdings Ltd. ... 820
Paradis & Morin Ltée ... 821
Parc Horizon Inc. ... 819
Simard & Frères Cie Ltée ... 820
Weir Estate Limited ... 821

Soumissions / ***Tenders***
Lachine, cité — city ... 825
La Sarre, comm. scol.— School comm. (Correction) ... 821
Notre-Tame-du-Bon-Conseil, village ... 823
Pincourt, ville — town ... 826
Port-Cartier, ville — town ... 822
Ste-Anne-de-Varennes, paroisse — parish ... 824
St-Jean-Port-Joli, munic. ... 827
St-Léonard-de-Port-Maurice, ville — town ... 828

VENTES / ***SALES***
Effets non-réclamés / ***Unclaimed Baggage***
Canadian Pacific Railway Company ... 830

Taxes / ***Taxes***
Abitibi, comté de — county of ... 788
Dorval, cité — city ... 782
Lac Saint-Jean-Est, comté de ... 785
Lake Saint John East, county of ... 785
Maniwaki, ville — town ... 781
Scotstown, ville — town ... 779
Témiscamingue, comté de — county of (Corrections) ... 788

SHÉRIFS / ***SHERIFFS'***
Beauharnois / ***Beauharnois***
Miron (A.) & Frères Inc. *vs* Pocci ... 830

Bedford / ***Bedford***
Granby Finance Corp. *vs* Laflamme *et al.* 830

Montréal / ***Montreal***
Banque d'Épargnes de la cité et district de Montréal *vs* Canuel ... 831

Castonguay *vs* Econo-Home Co. Ltd.. 831
Montreal City and District Savings Bank *vs* Canuel 831
Pioneer Cafeteria Feeds Ltd *vs* Ghiran. 832

Roberval ***Roberval***

Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Fleury 832
Quebec Farm Credit Bureau *vs* Fleury. 832

Saint-Hyacinthe ***Saint Hyacinthe***

Dupré *vs* Carrier 833

Témiscamingue ***Témiscamingue***

Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Lanctôt 834
Quebec Farm Credit Bureau *vs* Lanctôt. 834

Terrebonne ***Terrebonne***

Perron *vs* Massé *et al* 834

L'Imprimeur de la Reine, ROCH LEFEBVRE, *Queen's Printer* — Québec